Vue d'ensemble du système agricole et agroalimentaire canadien

Mai 2006

Agriculture and Agri-Food Canada
Agriculture et Agroalimentaire Canada

Canada

VUE D'ENSEMBLE DU SYSTÈME AGRICOLE ET AGROALIMENTAIRE CANADIEN

Chef de projet
Kim Longtin

La réalisation de ce projet n'aurait pas été possible sans le soutien statistique et éditique de Shuhua Gao et Nasreen Islam ni sans l'expertise et la connaissance approfondie du secteur agricole et agroalimentaire d'Eileen Krakar.

Mai 2006

Direction de la recherche et de l'analyse
Direction générale des politiques stratégiques
Agriculture et Agroalimentaire Canada

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2006

Tout point de vue exprimé, qu'il soit énoncé clairement, sous-entendu ou interprété à partir du contenu de la présente publication, ne reflète pas nécessairement la politique d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC).

AAC ne contrôle pas l'accessibilité des sites Internet mentionnés dans le présent rapport. C'est pourquoi il ne peut être tenu responsable des hyperliens défectueux ou sans suite. Les liens vers les sites Web sont fournis aux utilisateurs uniquement pour des raisons de commodité. AAC ne cautionne pas ces sites et n'est pas responsable de l'exactitude, de l'actualité ni de la fiabilité du contenu. Les utilisateurs doivent savoir que les renseignements accessibles sur les sites qui ne relèvent pas du gouvernement du Canada ne sont pas assujettis à la Loi sur les langues officielles.

Note aux lecteurs

Cette publication contient les plus récentes données disponibles au mois de mai 2006.

Compte tenu des arrondissements effectués, il se peut que les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des éléments.

Publication 10013E
ISSN 1708-4164
ISBN 0-662-72397-X
Catalogue A38-1/1-2006F-PDF
Projet 06-003-rp

Vous pouvez obtenir une version électronique des publications de la Direction de la recherche et de l'analyse sur Internet, à l'adresse suivante :
http://www.agr.gc.ca/pol/index_f.php.

Also available in English under the title:
"An Overview of the Canadian Agriculture and Agri-Food System"

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos ..... ***v***

Faits saillants ..... ***vii***

Section A ***Le système agricole et agroalimentaire et l'économie canadienne*** ***1***

A1. PIB et emploi 5
A2. Commerce international 11
A3. Travail, capital et investissement 21
A4. Innovation 29

Section B ***Les composantes du système agricole et agroalimentaire*** ***39***

B1. Consommateurs 41
B2. Distribution alimentaire (vente au détail ou en gros et service alimentaire) .. 47
B3. Transformation des aliments, des boissons et du tabac 55
B4. Agriculture primaire 63
B5. Fournisseurs d'intrants et de services agricoles 85

Section C ***Le gouvernement et le système agricole et agroalimentaire*** ***93***

Notes ***101***

Glossaire ***103***

Les composantes du système 104
Emplois 107
Définitions du commerce 109
Catégories de soutien gouvernemental 110
Termes de nature économique et statistique 111
Des branches d'activité non financières 113

Sources de données ***115***

AVANT-PROPOS

Le présent rapport de 2006 donne un aperçu économique du système agricole et agroalimentaire canadien. Il examine d'abord la contribution du système à l'économie dans son ensemble, avant de passer aux autres segments de la chaîne agroalimentaire : le consommateur, la distribution alimentaire, la transformation des aliments, des boissons et du tabac, l'agriculture primaire et, enfin, l'offre d'intrants. Des graphiques, des schémas et des tableaux accompagnés d'explications succinctes résument l'information et fournissent des indicateurs de base du rendement.

Ce rapport a été conçu comme un document de référence polyvalent qui :

- constitue une introduction au système agricole et agroalimentaire;
- fournit un instantané des transformations structurelles qui se produisent dans le système en réaction à différents facteurs;
- renferme des données et des renseignements généraux afin d'éclairer les discussions publiques sur les questions qui concernent l'agriculture canadienne.

Ce rapport révèle que le système agricole et agroalimentaire canadien est une chaîne d'approvisionnement très complexe, intégrée et concurrentielle sur le plan international, dont l'importance au sein de l'économie canadienne est croissante. C'est un système souple, en perpétuelle mutation, qui doit relever d'importants défis pour s'adapter à l'évolution des exigences des consommateurs, aux progrès technologiques, à l'intégration nord-américaine et à la mondialisation.

FAITS SAILLANTS

- Le système agricole et agroalimentaire joue un rôle important dans l'économie canadienne et dans celle des provinces, puisqu'il fournissait un emploi sur huit et représentait 8,1 % du produit intérieur brut (PIB) en 2004.

- Les exportations jouent un rôle crucial dans la croissance de la plupart des industries agricoles. Avec des exportations d'une valeur de 26,5 milliards de dollars, le Canada était en 2004 le cinquième pays en importance en ce qu'à trait aux exportations de produits agricoles et agroalimentaires au monde, derrière l'UE des 25, les É-U., le Brésil et l'Australie. Le Canada était aussi le cinquième pays en importance au chapitre des importations de produits agricoles et agroalimentaires avec des importations totalisant 20,4 milliards de dollars.

- En ce qui concerne les investissements et les échanges commerciaux, le système est de plus en plus axé sur les marchés internationaux. Depuis 1990, l'investissement étranger direct (IED) accumulé dans le système a plus que doublé; il s'établissait en 2003 à 36,5 milliards de dollars. En même temps, les entreprises canadiennes de transformation alimentaire et de vente au détail ont étendu leurs activités à l'étranger et elles se classent maintenant parmi les plus importantes du monde.

- L'innovation est un facteur déterminant dans la capacité concurrentielle et la R-D joue un rôle majeur dans l'innovation. Les dépenses en R-D dans le secteur agricole et agroalimentaire ont augmenté au cours des ans. Par contre, la valeur des dépenses en R-D dans l'industrie est plus faible que dans l'ensemble du secteur manufacturier. Cette industrie est aussi continuellement à la recherche de produits innovateurs comme les produits biologiques, les aliments fonctionnels et les neutraceutiques qui peuvent constituer un excellent moyen de diversification permettant de relever les défis d'un marché mondial des plus concurrentiels.

- L'évolution des exigences des consommateurs influent sur l'ensemble du système agricole et agroalimentaire. Les consommateurs exigent plus de variété, plus de commodité et un plus grand choix d'aliments-santé, de même que des garanties pertinentes concernant la qualité et la salubrité des produits. Pourtant, les prix de l'alimentation au Canada sont parmi les plus bas du monde, puisque les aliments ne représentent que 10 % des dépenses d'un ménage.

- Bien que l'agriculture primaire ne compte que pour une faible part dans l'économie totale, elle est au cœur du système agricole et agroalimentaire qui englobe aussi les activités de transformation et de distribution des aliments.

- Les recettes cumulatives du marché varient selon les secteurs et les régions. Les oléagineux et les viandes rouges prennent de plus en plus d'importance dans les Prairies, tandis que la volaille, les produits laitiers et l'horticulture sont en croissance en C.-B. et dans l'Est du Canada.

- En raison des grandes différences entre les producteurs agricoles au chapitre du type de produits, de l'envergure des activités, des motivations et des résultats financiers, les effets des maladies du bétail et du bas prix des denrées varient beaucoup sur les revenus entre les fermes. Généralement, les exploitants qui réussissent le mieux contrôlent aussi mieux leurs coûts; avec l'aide du financement des programmes gouvernementaux, ils arrivent ainsi à surmonter les problèmes d'ordre financier. Les programmes gouvernementaux ont atteint le montant record de 5,0 milliards de dollars en 2005.

- Les fournisseurs d'intrants et de services remplissent des fonctions importantes dans la chaîne agroalimentaire. En 2004, les frais d'exploitation des producteurs ont dépassé les 30 milliards de dollars et les intrants et les services représentaient la majeure partie de ces dépenses. Outre des dépenses d'exploitation déjà élevées, les augmentations récentes du coût de l'énergie pour le carburant, les engrais et les pesticides accentuent la pression sur les revenus des exploitations agricoles.

- On évalue à 7,7 milliards de dollars l'aide gouvernementale totale, tant fédérale que provinciale, au secteur agricole et agroalimentaire en 2005-06, soit une augmentation par comparaison à l'an dernier. Le montant de cette aide est cependant légèrement inférieur au montant record de 8,3 milliards de dollars octroyé en 2003-04 afin de palier des circonstances exceptionnelles (ESB, sécheresses).

  L'aide gouvernementale dans ce secteur varie selon les provinces. Les provinces des Prairies et l'Î.-P.-É. reçoivent le plus d'aide gouvernementale en fonction du pourcentage du PIB agricole.

  Au cours de l'exercice financier 2005-06, les paiements effectués au titre de différents programmes constituent toujours la plus grande part des dépenses des gouvernements fédéral ou provinciaux pour appuyer ce secteur.

  L'estimation de soutien aux producteurs (indice ESP) du Canada pour toutes les denrées était de 21 % en 2004, par comparaison à 18 % pour les É.-U. Selon les denrées et par comparaison avec les É.-U., l'ESP du Canada est plus faible pour les céréales et les oléagineux et plus élevé pour les viandes rouges.

  Par comparaison à sa moyenne pour 1986-88, l'ESP du Canada a diminué considérablement. Cette baisse indique que le secteur agricole est maintenant moins dépendant de l'aide gouvernementale.

SECTION A

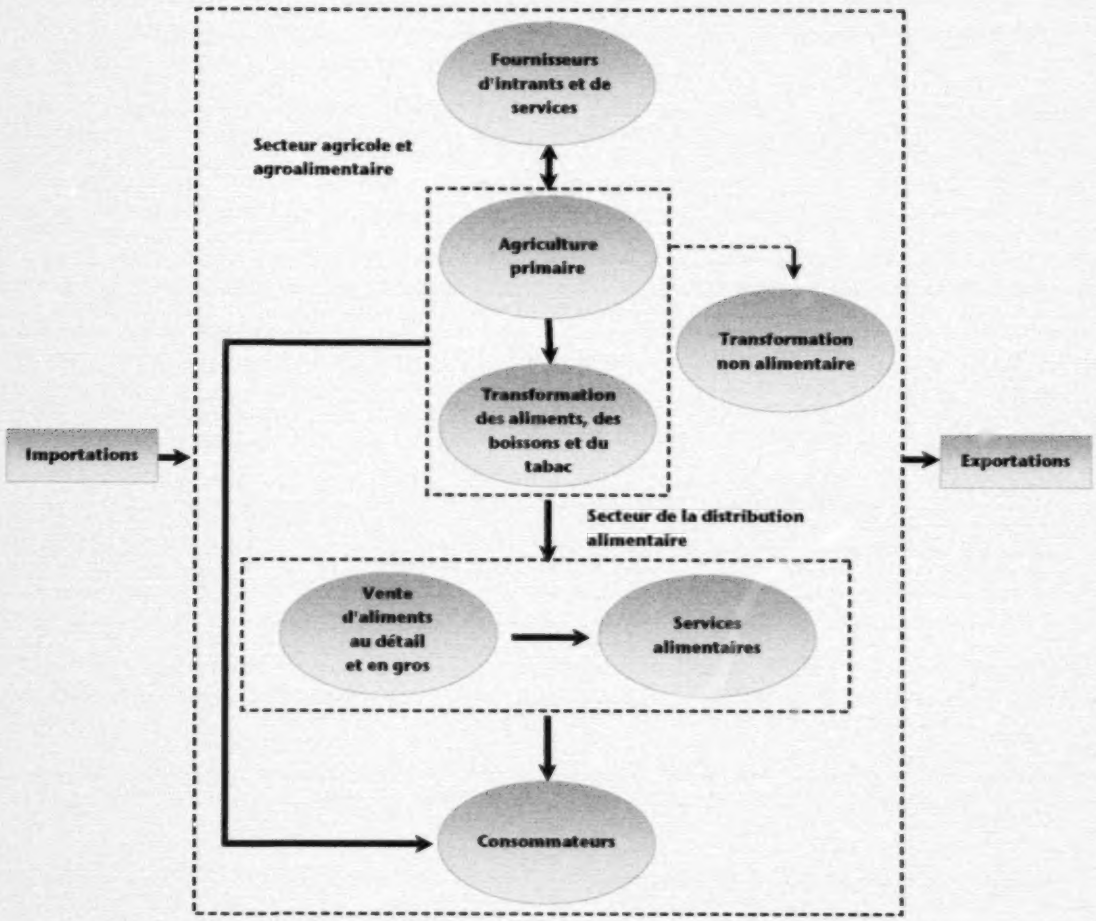
Le système agricole et agroalimentaire et l'économie canadienne

Le système agricole et agroalimentaire est une chaîne intégrée complexe...

- **Le système agricole et agroalimentaire canadien est une chaîne de production et de distribution complexe et intégrée réunissant des industries qui fournissent des produits alimentaires, des boissons et du tabac aux consommateurs canadiens et internationaux. Il fait partie intégrante de l'économie mondiale et chaque maillon de la chaîne participe aux échanges commerciaux.**

Ses différentes composantes englobent les fournisseurs de services et d'intrants agricoles, l'agriculture primaire, les entreprises de transformation des aliments, des boissons et du tabac ainsi que les distributeurs alimentaires, les grossistes alimentaires et les établissements de service alimentaire[1], qui forment le secteur de la distribution alimentaire.

Le système agricole et agroalimentaire



- **Le système agricole et agroalimentaire continue d'évoluer. Parmi les facteurs qui génèrent des transformations structurelles au sein du système, citons l'évolution des exigences des consommateurs, les technologies à forte concentration de savoir, l'intégration nord-américaine et la mondialisation.**

Les lignes de séparation entre les différentes composantes du système sont floues. Par exemple, les compagnies céréalières peuvent jouer simultanément les rôles d'entreprises de transformation d'aliments, d'entreprises de production d'aliments pour le bétail, de grossistes d'ingrédients entrant dans la fabrication d'aliments pour le bétail, de grossistes de produits agricoles et d'exportateurs de céréales.

On constate une tendance générale vers un accroissement de la taille des exploitations dans le système. La concentration et l'intégration se manifestent à tous les niveaux. En même temps, la coordination des chaînes d'approvisionnement du système devient de plus en plus verticale.

Projets visant la chaîne d'approvisionnement

Divers projets visant la chaîne d'approvisionnement sont mis en oeuvre par les intervenants du système agricole et agroalimentaire dans le but de répondre aux besoins changeants des consommateurs, d'augmenter l'efficience de la chaîne d'approvisionnement et de réduire les coûts de production et d'opération. Ces projets sont de deux types : ceux qui assurent une coordination verticale plus étroite des différents maillons de la chaîne d'approvisionnement, et ceux qui supposent une coordination horizontale.

Projets qui assurent une coordination verticale plus étroite

L'intégration verticale des entreprises passe par des investissements visant d'autres maillons de la chaîne d'approvisionnement. Aliments Maple Leaf Inc., par exemple, possède des avoirs s'échelonnant dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. Entre autres entreprises, mentionnons la fabrication de provendes (Landmark Feeds et Shur-Gain), la production porcine (Elite Swine), l'emballage de produits du porc (Maple Leaf Pork Co.), la seconde transformation de produits du porc (Maple Leaf Consumer Foods Co.) et l'équarrissage (Rothsay Co.)[2].

Puisque les entreprises de différents échelons de la chaîne d'approvisionnement collaborent à la réalisation d'objectifs bien précis visant le marché, les chaînes de valeur se solidifient. La Global Forage Alliance constitue une initiative de la chaîne d'approvisionnement produit de la phléole des prés de qualité supérieure destinée au marché de l'exportation. Plusieurs producteurs primaires, transformateurs, entreprises de marketing et de distribution sont ainsi regroupés au niveau de la chaîne de valeur.

Les entreprises mettent au point des normes privées et prennent des dispositions contractuelles afin d'exercer un plus grand contrôle sur la qualité de leurs intrants et de leurs produits. Wendy's International, Inc., par exemple, exige que ses fournisseurs respectent ses règles concernant le traitement sans cruauté des animaux et effectue des vérifications pour garantir le respect de ces normes[3]. La boulangerie Warburtons, en Grande-Bretagne, a passé un contrat avec des producteurs des Prairies pour garantir qu'ils respectent certaines normes de qualité visant une variété particulière de blé, le blé roux de printemps de l'Ouest canadien.

Projets qui supposent une coordination horizontale

Les entreprises représentant chaque maillon de la chaîne d'approvisionnement collaborent aussi pour réaliser des objectifs bien précis visant le marché. La plupart des associations de producteurs, de transformateurs, de grossistes ou de fournisseurs de services alimentaires poursuivent les objectifs suivants : promotion du marché, recherche, échange d'information, création d'une présence sur la scène politique. Récemment, les projets horizontaux ont mis l'accent sur l'amélioration de la qualité des produits. À l'échelle des producteurs, par exemple, diverses associations de producteurs ont collaboré à l'élaboration du Programme canadien de salubrité et de qualité des aliments, programme qui repose sur les principes du Système de l'analyse des risques - point critique pour leur maîtrise (HACCP).

SECTION A1

PIB et emploi

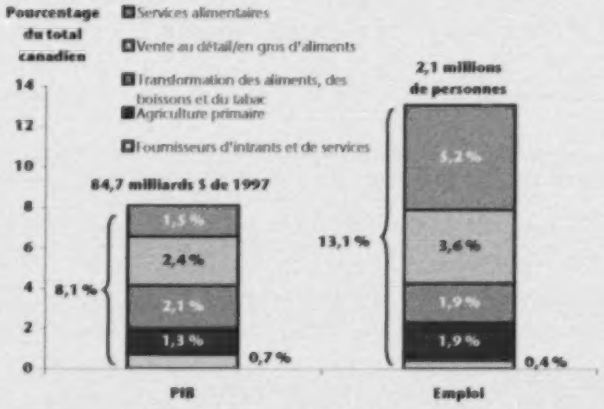
Le système agricole et agroalimentaire joue un rôle important dans l'économie canadienne

- **Le système agricole et agroalimentaire canadien représentait 8,1 % du produit intérieur brut (PIB) canadien en 2004.**

  Le système fournit un emploi sur huit, employant près de 2,1 millions de personnes. En outre, il génère indirectement des emplois dans le secteur des transports et dans d'autres secteurs économiques.

Graphique A1.1

Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB et à l'emploi, 2004



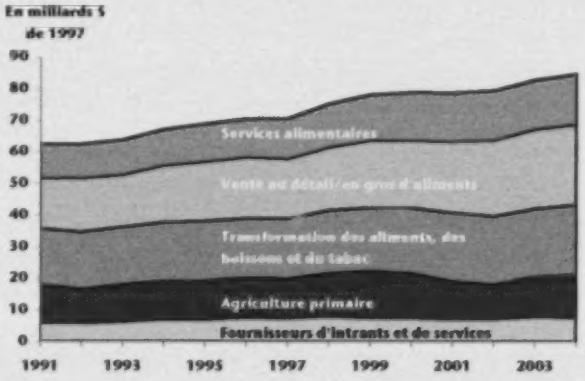
Source : Statistique Canada et AAC.

- **La production à valeur ajoutée est le moteur de l'expansion du système.** La production à valeur ajoutée comprend la transformation des aliments, des boissons et du tabac, la vente d'aliments au détail et en gros et les services alimentaires. La vente au détail et en gros est le poste qui connaît l'essor le plus rapide avec une croissance moyenne annuelle de 3,7 % suivi des services alimentaires avec une croissance moyenne annuelle de 3 %.

  La taille du système dans son ensemble augmente d'à peine plus de 2,4 % par année, ce qui est légèrement inférieur au taux de croissance général de l'économie.

Graphique A1.2

Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB, 1991-2004



Source : Statistique Canada et AAC.

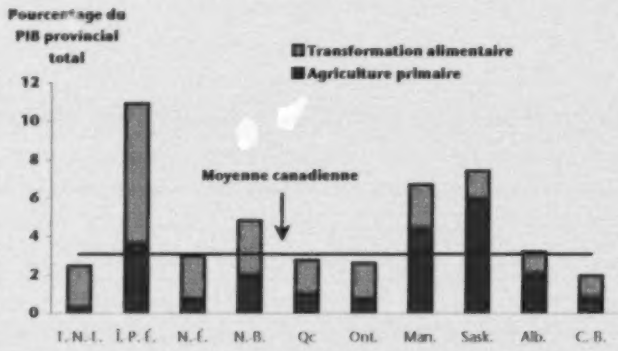
Il est également important pour les économies provinciales comme source de revenu

- **En termes de contribution au PIB provincial total, le secteur agricole et de la transformation joue le rôle le plus important à l'Île-du-Prince-Édouard avec 10 % du PIB, et 7 % en Saskatchewan et au Manitoba.**

  Le ratio entre agriculture primaire et transformation des aliments et des boissons varie également d'une région à l'autre du Canada. Les activités de transformation des aliments dans l'Est du Manitoba représentent la majorité de la part du PIB provincial générée par le secteur agricole et agroalimentaire. Dans les Prairies, l'agriculture primaire joue un rôle prépondérant.

Graphique A1.3

Contribution du secteur agricole et agroalimentaire au PIB provincial, 2004



Source : Statistique Canada.

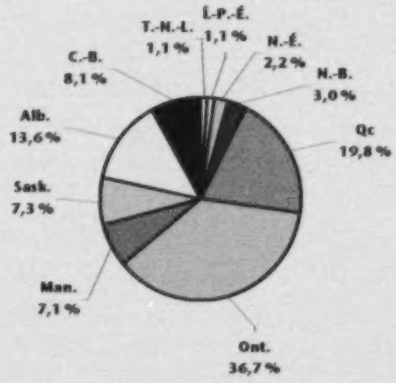
Nota : À l'exclusion de la transformation des boissons et du tabac.

- **L'importance du secteur agricole et agroalimentaire varie d'une région à l'autre du Canada.**

  En 2004, le PIB du secteur de l'Ontario, du Québec et de l'Alberta représentait 70 % du PIB généré par l'ensemble du secteur agricole et agroalimentaire des provinces canadiennes.

Graphique A1.4

Contribution provinciale au PIB généré par l'ensemble du secteur agricole et agroalimentaire canadien, 2004



Source : Statistique Canada.

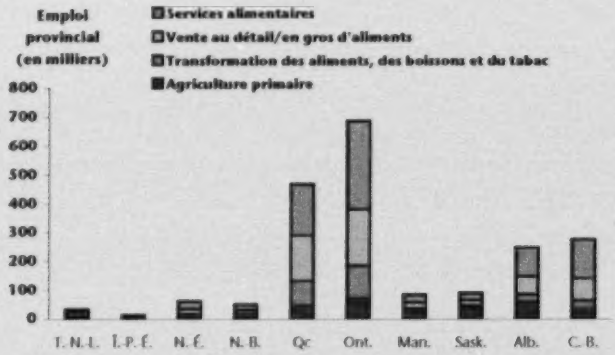
Nota : À l'exclusion de la transformation des boissons et du tabac.

...et comme employeur principal

- **Tandis que l'Ontario et le Québec comptent le plus grand nombre de personnes employées par le système agricole et agroalimentaire en termes absolus,...**

Graphique A1.5

Emploi provincial dans le système agricole et agroalimentaire, 2004



Source : Statistique Canada et AAC.

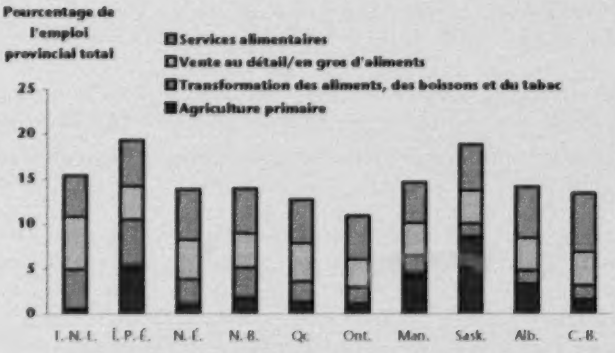
Nota : Les fournisseurs d'intrants et de services provinciaux sont exclus du fait des doutes en matière de fiabilité et de confidentialité des données de nombreux secteurs qui les composent.

... les pourcentages d'emploi provincial les plus élevés sont enregistrés à l'Île-du-Prince-Édouard et en Saskatchewan.

À l'Île-du-Prince-Édouard et en Saskatchewan, l'agriculture primaire et le secteur de la transformation représentent plus de 50 % de ce total, alors que dans la plupart des provinces, les emplois dans la distribution alimentaire représentent la plus grande part de l'ensemble des emplois du système agricole et agroalimentaire.

Graphique A1.6

Part de l'emploi provincial du système agricole et agroalimentaire, 2004



Source : Statistique Canada et AAC.

Nota : Les fournisseurs d'intrants et de services provinciaux sont exclus du fait des doutes en matière de fiabilité et de confidentialité des données de nombreux secteurs qui les composent.

Le secteur agricole et agroalimentaire est un acheteur important de produits et de services provenant d'autres secteurs...

- **L'agriculture primaire utilise des produits énergétiques en grande quantité et a recours aux services de réparation et d'entretien.**

  Par exemple, en 2002, l'agriculture primaire a acheté 7,4 % du carburant diesel industriel utilisé, soit 5,8 % de la valeur totale de la production de carburant diesel au Canada.

Graphique A1.7

Achats à coût variable par l'agriculture primaire d'extrants issus d'autres secteurs, 2002

	Achats de l'agriculture primaire		
	Dépenses	Part de l'ensemble des achats de l'industrie	Part de l'ensemble de la production nationale
	(en millions $)	(%)	(%)
Achats d'énergie			
Carburant diesel	497	7,4	5,8
Essence à moteur	785	5,8	1,9
Électricité	690	3,5	2,1
Achats pour la réparation et l'entretien			
Construction (réparation)	857	4,1	4,1
Service de réparation et d'entretien de véhicules automobiles	200	4,7	2,0
Huiles et graisses lubrifiantes	55	4,9	4,7
Autres achats			
Assurances (sauf vie)	307	5,3	2,2
Services de comptabilité et conseillers juridiques	729	4,7	4,0

Source : Statistique Canada.

Nota : Les intrants et les extrants sont répertoriés dans la feuille de calcul.

- **Le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac est un grand acheteur de papier, de produits fabriqués de métal, de plastique, de verre et de produits en verre.**

  Il a également recours, de façon importante, aux services de publicité et de promotion.

Graphique A1.8

Achats par le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac d'extrants issus d'autres secteurs, 2002

	Achats du secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac		
	Dépenses	Part de l'ensemble des achats de l'industrie	Part de l'ensemble de la production nationale
	(en millions $)	(%)	(%)
Publicité et promotion[1]	1 700	7,8	7,7
Achats d'emballages			
Boîtes, carton et barils en papier[1]	1 761	45,2	42,2
Autres produits finis en métal[2]	999	51,5	63,3
Contenants et bouchons en matière plastique[3]	1 153	13,0	11,1

Source : Statistique Canada.

Nota : 1) Les intrants et les extrants sont répertoriés dans la feuille de calcul.
2) Les intrants et les extrants sont réunis dans le lien. Les industries manufacturières des aliments pour animaux, des produits laitiers, du sucre et de confiseries et du tabac ne sont pas présentées pour des raisons de confidentialité.
3) Les intrants et les extrants sont réunis dans le lien. Les brasseries ne sont pas présentées pour des raisons de confidentialité.

...et il est à son tour un fournisseur clé

- **De même, le secteur agricole et agroalimentaire est un fournisseur clé pour les autres secteurs.**

  Par exemple, en 2002, le secteur agricole et agroalimentaire a fourni l'équivalent de 198 millions de dollars de bois de chauffage (soit 25 % du bois de chauffage produit).

  Il a également fourni l'équivalent de 266 millions de dollars de cuirs et de peaux animales bruts; l'équivalent de 53 millions de dollars pour chaque produit a été utilisé comme intrant dans le secteur national de la fabrication de cuirs et de peaux.

Graphique A1.9

Achats par les autres secteurs d'extrants issus du secteur agricole et agroalimentaire, 2002

	Production de l'agriculture primaire	Production du secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac	Production du secteur agricole et agroalimentaire	Production de l'ensemble des industries nationales
	(En millions $)			
Autres produits forestiers, y compris le bois de chauffage et le liège	198	0	198	777
Peaux et cuirs non apprêtés	2	264	266	278
Engrais d'origine animale et végétale, imputé	322	0	322	322
Produits dérivés d'animaux pour usage industriel	224	18	242	243

Source : Statistique Canada.

Nota : Les intrants et les extrants sont répertoriés dans la feuille de calcul, à l'exception des cuirs et des peaux animales bruts et des produits d'origine animale destinés à la transformation des aliments, des boissons et du tabac, qui sont réunis dans le lien.

SECTION A2

Commerce international

Le Canada est un acteur important sur les marchés agroalimentaires mondiaux

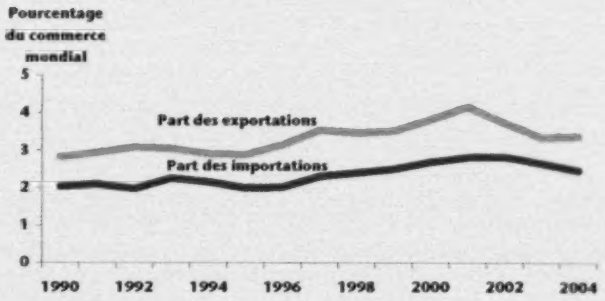
- **Dans les années 1990, on a observé une croissance régulière de la part des exportations et des importations canadiennes sur les marchés agricoles et agroalimentaires internationaux.** Cependant, entre 2001 et 2003, la part des exportations canadiennes a diminué en raison de plusieurs facteurs : de mauvaises conditions de culture, des restrictions commerciales attribuables à l'ESB et la valeur accrue du dollar canadien. En 2004, cette tendance s'est inversée et la part du Canada était de 3,4 %.

  En 2004, le Canada a exporté pour 26,5 milliards de dollars de produits agricoles et agroalimentaires et en a importé pour 20,4 milliards de dollars.

- **Le Canada arrive au cinquième rang des plus importants exportateurs agricoles et agroalimentaires,** après l'UE des 25, les États-Unis, le Brésil et l'Australie; il se place devant la Chine, et l'Argentine.

Graphique A2.1

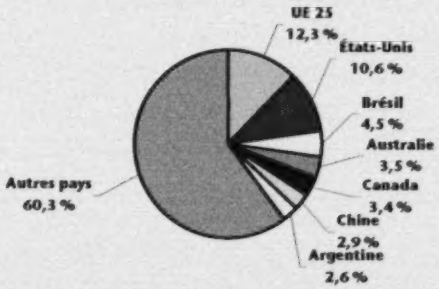
Part du Canada du commerce agricole et agroalimentaire mondial, 1990-2004



Source : Statistique Canada, FAO et AAC.

Graphique A2.2

Part des exportations agricoles et agroalimentaires mondiales par pays d'origine, 2004



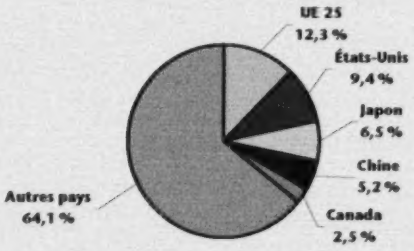
Source : Statistique Canada, FAO et AAC.

Nota : Il n'est pas tenu compte du commerce interne dans l'UE des 25.

- **Le Canada est au cinquième rang des plus importants importateurs agricoles et agroalimentaires,** après l'UE des 25, les États-Unis, le Japon et la Chine.

Graphique A2.3

Part des importations agricoles et agroalimentaires mondiales par pays d'origine, 2004



Source : Statistique Canada, FAO et AAC.

Nota : Il n'est pas tenu compte du commerce interne dans l'UE des 25.

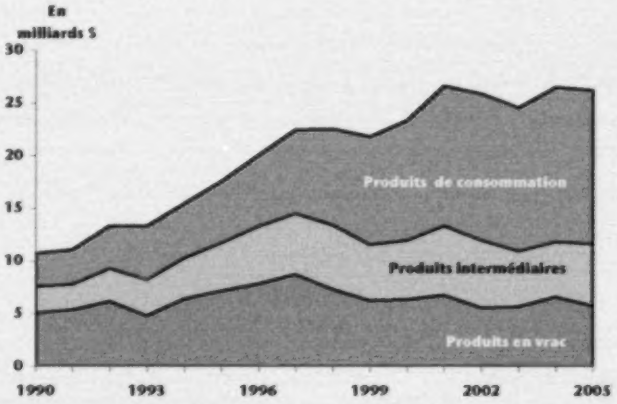
Les produits à valeur ajoutée sont le moteur de la croissance du commerce

- **La valeur des exportations de produits de consommation a plus que quadruplé depuis 1990 et représente maintenant plus de la moitié de toutes les ventes à l'exportation.**

  En 2005, les exportations ont atteint 26,2 milliards de dollars, soit presque le record de 2001.

Graphique A2.4

Ventes à l'exportation agricoles et agroalimentaires, 1990-2005



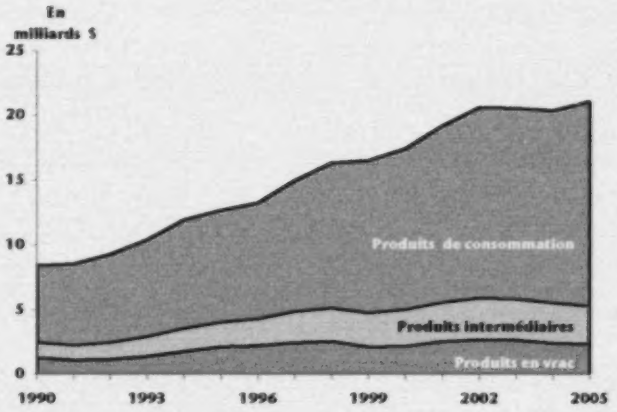
Source : Statistique Canada et AAC.

- **Les produits de consommation constituent en outre la plus grande partie des importations agricoles et agroalimentaires du Canada**; ils représentent 75 % des importations totales de 2005.

  Les produits de consommation ont conservé une part d'environ 70 % au cours des dix dernières années.

Graphique A2.5

Achats d'importations agricoles et agroalimentaires, 1990-2005



Source : Statistique Canada et AAC.

Les volumes et les prix ont une incidence sur les fluctuations annuelles de la croissance du commerce

- **La croissance observée des exportations agricoles et agroalimentaires canadiennes entre 1991 et 2001 peut être attribuée à la croissance des prix et des volumes.** Toutefois, en 2002, la hausse des prix n'a pas été suffisante pour compenser la baisse des approvisionnements en céréales à l'exportation.

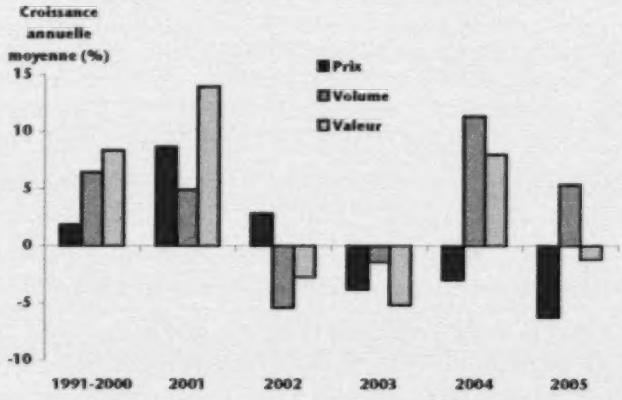
  En 2003, la chute de la valeur des exportations s'est accentuée compte tenu des restrictions à l'exportation à la suite de la découverte d'un cas d'ESB et de l'appréciation du dollar canadien.

  En 2004, le volume des exportations de céréales et de viandes rouges était suffisant pour compenser la baisse des prix.

  En 2005, malgré l'augmentation des exportations d'animaux vivants, le bas prix des céréales et des oléagineux a contribué à la diminution de la valeur des exportations.

Graphique A2.6

Exportations agricoles et agroalimentaires, croissance des prix et des volumes, 1991-2005



Source : Statistique Canada et AAC.

- **Depuis les années 1990, la hausse des importations agricoles et agroalimentaires est due en grande partie à la croissance des volumes.** Le volume des importations a augmenté d'une moyenne annuelle de 5,9 %, tandis que les prix ont augmenté d'une moyenne annuelle de 1,6 %.

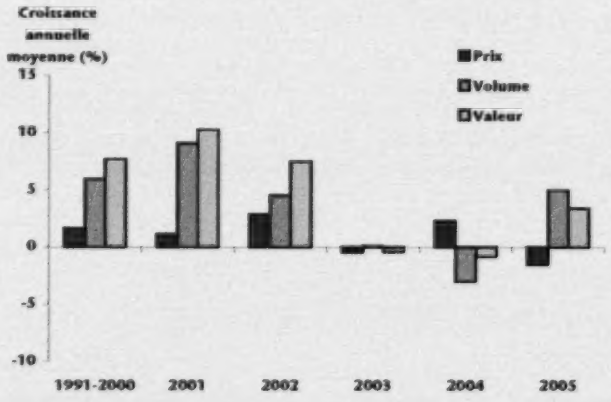
  En 2003, la valeur des importations a chuté, en partie du fait de l'appréciation du dollar canadien.

  En 2004, malgré une augmentation générale des prix, le faible volume des céréales et des viandes rouges a contribué à la diminution de la valeur des importations.

  En 2005, l'augmentation du volume des viandes rouges, des fruits et des noix a été suffisante pour compenser l'augmentation des prix.

Graphique A2.7

Importations agricoles et agroalimentaires, croissances des prix et des volumes, 1991-2005



Source : Statistique Canada et AAC.

Les produits destinés à l'exportation ne sont pas les mêmes que les produits importés

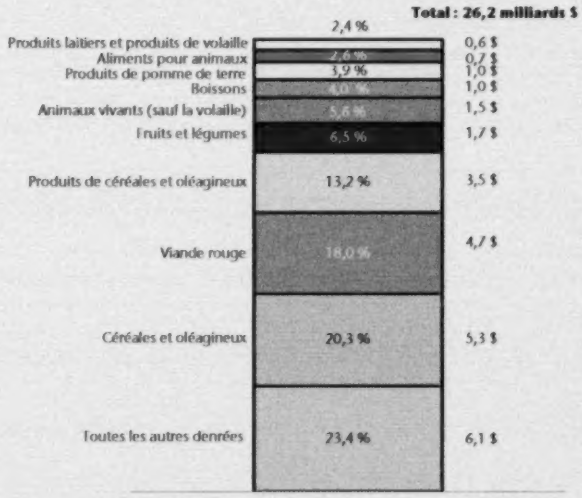
- **Les produits canadiens destinés à l'exportation sont variés.** Les céréales et les oléagineux et leurs produits représentent le tiers de la valeur totale des exportations agricoles et agroalimentaires.

  En général, les animaux vivants et la viande rouge représentent 24 % de ce total.

  Les produits laitiers et les produits de la volaille représentent moins de 3 % de la valeur totale des exportations agricoles et agroalimentaires.

Graphique A2.8

Produits destinés à l'exportation, 2005



Source : Statistique Canada et AAC.

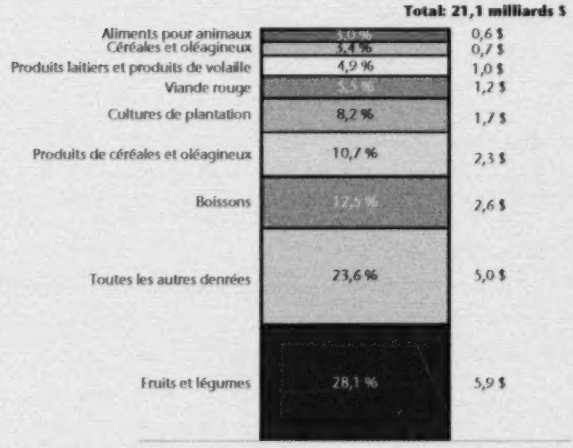
- **Les importations de denrées crues diffèrent des exportations.** Prenons par exemple les céréales. Les exportations de céréales du Canada se composent principalement de blé et d'orge, tandis que les importations de céréales du Canada se composent surtout de riz et de maïs.

  Par contre, les importations et les exportations visent les mêmes types de produits prêts à servir (p. ex., aliments cuits, soupes, mets préparés).

  En 2005, les fruits et les légumes représentaient la plus importante catégorie de produits importés (plus de 28 % de la valeur); les boissons, les céréales et les oléagineux formaient les catégories suivantes.

Graphique A2.9

Produits importés, 2005



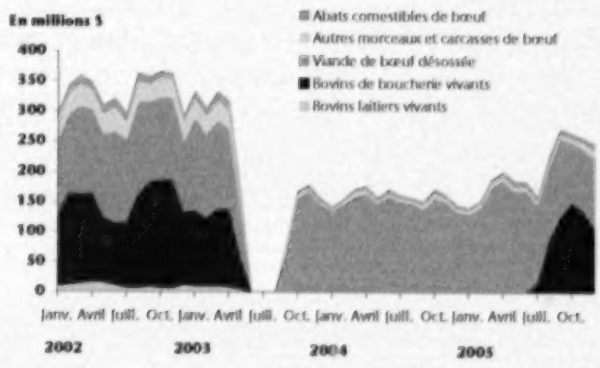
Source : Statistique Canada et AAC.

Suite aux contrecoups de l'ESB en 2003, la reprise est commencée au niveau des exportations de boeuf vivant et de viande de boeuf

- **En juillet 2005, la frontière américaine a été rouverte aux bovins et aux bisons sur pieds de moins de 30 mois, ce qui s'est traduit par une augmentation des ventes à l'exportation. Depuis ce temps, d'autres pays, comme la Nouvelle-Zélande et le Japon, ont rouvert leurs frontières au bœuf canadien.**

Graphique A2.10

Exportations de bœuf et de viande de bœuf vers tous les pays, janvier 2002 à décembre 2005



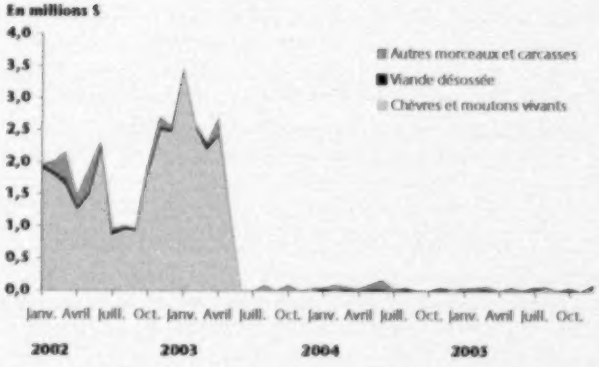
Source : Statistique Canada et AAC.

- **Malgré la levée partielle des restrictions sur les moutons et les chèvres sur pieds de moins de 12 mois en juillet 2005, les exportations ne se sont pas autant redressées que dans le secteur bovin, étant donné que la majorité des exportations concernent en général des animaux vivants de plus de 12 mois.**

Le maintien des restrictions sur le commerce entre le Canada et les États-Unis, qui visent les animaux plus âgés, a entraîné une chute des prix. Mais les marchés asiatiques ont offert à l'industrie du bétail un débouché important, celui des abats, comme la langue de boeuf, qui n'ont que peu de valeur sur les marchés intérieurs, et ont acheté ces produits à prix fort.

Graphique A2.11

Exportations de chèvres et de moutons vivants et de produits de leur viande vers tous les pays, janvier 2002 à décembre 2005



Source : Statistique Canada et AAC.

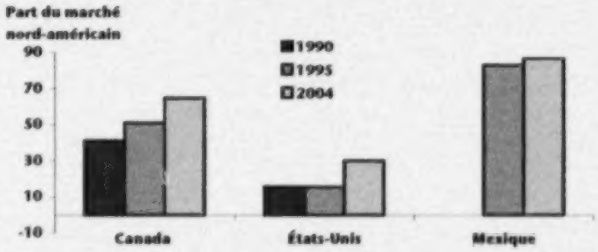
Le commerce se concentre de plus en plus sur les marchés nord américains

- **Le marché nord-américain est de mieux en mieux intégré;** le commerce agroalimentaire entre le Canada, les États-Unis et le Mexique est plus intense.

  Le Canada et le Mexique dépendent plus des exportations des pays de l'ALENA que les États-Unis.

Graphique A2.12

Part des exportations agricoles et agroalimentaires des pays de l'ALENA destinée aux autres pays de l'ALENA, 1990, 1995 et 2004



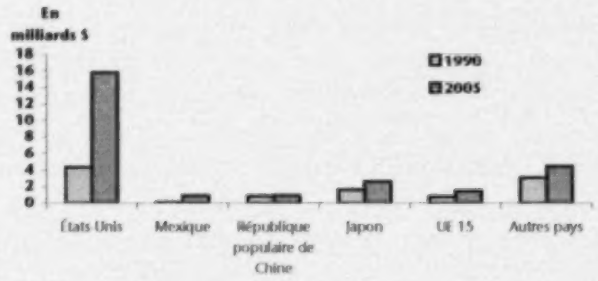
Source : Statistique Canada, Industrie Canada, Global Trade Atlas et AAC.

Nota : Les données de 1990 qui concernent le Mexique ne sont pas disponibles.

- Les exportations agricoles et agroalimentaires vers les États-Unis ont triplé depuis 1990; les exportations vers le Mexique sont neuf fois plus importantes.

Graphique A2.13

Croissance des exportations agricoles et agroalimentaires canadiennes par pays, 1990 et 2005



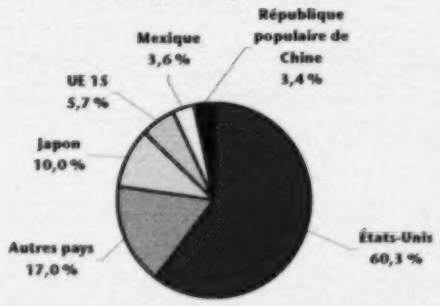
Source : Statistique Canada et AAC.

- **En 2005, les exportations agricoles et agroalimentaires vers les États-Unis représentaient 60 % du total canadien,** par comparaison à 40 % en 1990.

  Le marché américain est particulièrement important en ce qui concerne les exportations de produits de consommation; 78 % des exportations totales de ces produits vont aux États-Unis.

Graphique A2.14

Destination des exportations agricoles et agroalimentaires canadiennes, 2005



Source : Statistique Canada et AAC.

Le commerce avec le reste du monde demeure stable

- **Depuis environ 1995, les exportations agricoles et agroalimentaires dans le reste du monde fluctuent entre 8 et 9 milliards de dollars.**

  Après les États-Unis, c'est le Japon qui est le plus important acheteur de produits agricoles et agroalimentaires; sa part était de 10 % en 2005. Les pays de l'UE des 15 arrivent au troisième rang, leur part s'établissant à 5,7 % (voir le graphique A2.14).

Graphique A2.15

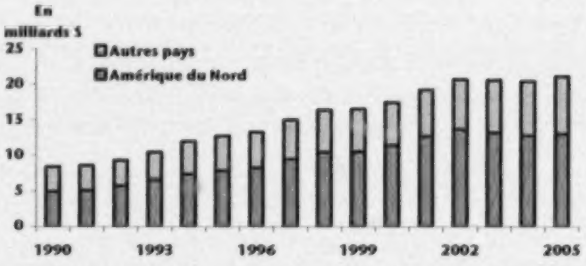
Exportations agricoles et agroalimentaires vers l'Amérique du Nord et les autres pays, 1990-2005

Source : Statistique Canada et AAC.

- **Les importations en provenance d'autres pays que les États-Unis et le Mexique ont plus que doublé depuis 1990; les importations en provenance des pays membres de l'ALENA ont presque triplé.**

Graphique A2.16

Importations agricoles et agroalimentaires en provenance de l'Amérique du Nord et des autres pays, 1990-2005

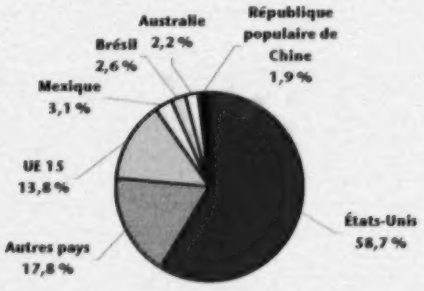


Source : Statistique Canada et AAC.

- **Après les États-Unis, ce sont les pays de l'UE des 15 qui fournissent la plus grande partie des importations agricoles et agroalimentaires du Canada,** soit près de 14 % des importations totales agricoles et agroalimentaires.

Graphique A2.17

Pays de provenance des importations agricoles et agroalimentaires canadiennes, 2005



Source : Statistique Canada et AAC.

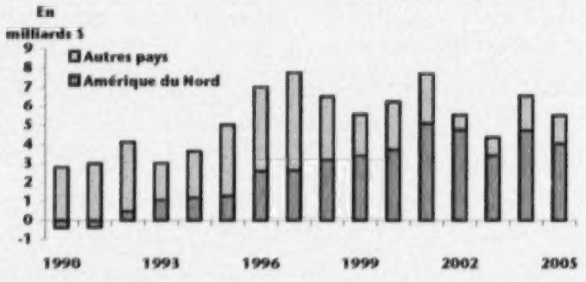
Le commerce agricole et agroalimentaire représente une part importante de l'excédent commercial du Canada

- **La croissance des importations agricoles et agroalimentaires est moins forte que celle des exportations; le solde commercial est donc positif.** L'excédent commercial pour ces produits a diminué de 15,4 % à 5,5 milliards de dollars en 2005.

  Même si le solde commercial pour ce qui est des pays de l'Amérique du Nord a augmenté de façon constante depuis le début des années 1990, le solde commercial avec tous les autres pays varie grandement d'une année à l'autre.

Graphique A2.18

Solde commercial du secteur agricole et agroalimentaire pour ce qui est des pays de l'Amérique du Nord et visant tous les autres pays, 1990-2005



Source : Statistique Canada et AAC.

- **En 2005, le solde commercial du secteur agricole et agroalimentaire représentait 9,3 % du solde commercial total du Canada visant tous les pays.** Ce solde commercial a fluctué au cours des années, atteignant jusqu'à 26 % en 1997 et 1998.

  En 2005, le solde commercial du secteur agricole et agroalimentaire était de 2,9 % du solde commercial total du Canada avec l'Amérique du Nord.

Graphique A2.19

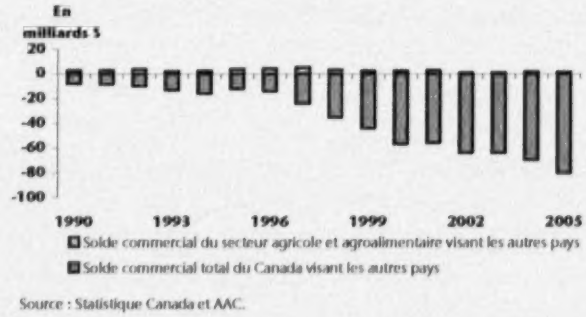
Part de l'excédent commercial du secteur agricole et agroalimentaire par rapport au solde commercial total canadien, 1990-2005

Source : Statistique Canada et AAC.

- Le Canada connaît une situation de déficit commercial avec le reste du monde et ce déficit ne cesse de se creuser depuis le milieu des années 1990. L'excédent commercial du secteur agricole et agroalimentaire avec le reste du monde compense en partie ce déficit commercial dans les années 1990.

Graphique A2.20

Compensation du déficit commercial total du Canada avec le reste du monde par l'excédent commercial du secteur agricole et agroalimentaire, 1990-2005



Source : Statistique Canada et AAC.

SECTION A3

Travail, capital et investissement

La main-d'oeuvre du système agricole et agroalimentaire est diversifiée

- **L'agriculteur type est un homme âgé en moyenne de 51 ans.** Toutefois, le nombre d'agricultrices et de gérantes d'exploitation augmente. Le pourcentage d'agriculteurs détenant un diplôme d'études postsecondaires augmente également.

  L'effectif des exploitations agricoles est, de façon générale, composé de personnes des deux sexes qui arrivent à la fin de la trentaine.

Graphique A3.1

Caractéristiques des travailleurs de l'agriculture primaire, par type d'emploi, 1995 et 2000

	Âge moyen		Sexe (% d'hommes)		Scolarité (% d'employés détenant un diplôme d'études post-secondaires)	
	1995	2000	1995	2000	1995	2000
Exploitants agricoles et gestionnaires d'une exploitation agricole	50	51	77	74	28	32
Superviseurs d'exploitation agricole et spécialistes et ouvriers de l'élevage	39	38	69	63	31	35
Ouvriers agricoles	36	36	65	65	20	20
Moissonneurs	35	37	49	55	13	13
Opérateurs et gestionnaires de pépinière et de serre	43	44	52	56	46	47
Manœuvres de pépinière et de serre	35	35	55	44	26	23

Source : Statistique Canada.

Nota : Voir le glossaire des emplois.

- Dans le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac, l'employé type est un homme ou une femme à la fin de la trentaine ou au début de la quarantaine. Les superviseurs sont en général des hommes, et moins de la moitié d'entre eux détiennent un diplôme d'études postsecondaires. Les manœuvres sont moins scolarisés; il y a autant de femmes que d'hommes dans leurs rangs.

Graphique A3.2

Caractéristiques des travailleurs du secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac, par type d'emploi, 1995 et 2000

	Âge moyen		Sexe (% d'hommes)		Scolarité (% d'employés détenant un diplôme d'études post-secondaires)	
	1995	2000	1995	2000	1995	2000
Superviseurs, transformation des aliments, des boissons et du tabac	40	40	78	75	38	40
Opérateurs de machine et autres travailleurs, transformation des aliments, des boissons et du tabac	38	39	65	65	21	24
Manœuvres, transformation des aliments, des boissons et du tabac	36	37	52	48	18	19

Source : Statistique Canada.

Nota : Voir le glossaire des emplois.

Dans le secteur agricole et agroalimentaire, les hommes sont plus nombreux que les femmes; dans le secteur des services alimentaires, c'est le contraire

- **Dans le secteur de la vente alimentaire au détail et en gros, les hommes sont plus nombreux que dans d'autres secteurs de la vente au détail et en gros.**

Tandis que l'effectif du secteur de la vente alimentaire au détail et en gros est généralement composé d'une majorité d'hommes, le nombre de femmes a pourtant augmenté. La proportion des hommes et des femmes dans d'autres secteurs non alimentaires demeure relativement stable.

Graphique A3.3

Caractéristiques de l'effectif de la vente au détail et en gros du secteur alimentaire, par type d'emploi, 1995 et 2000

	Âge moyen		Sexe (% d'hommes)		Scolarité (% d'employés détenant un diplôme d'études post-secondaires)	
	1995	2000	1995	2000	1995	2000
Opérateurs d'élévateur à grains	38	41	98	92	28	29
Boulangers et bouchers	36	37	61	57	31	29
Superviseurs, vente au détail*	37	36	46	45	37	34
Commis à la caisse*	29	29	14	14	24	22

Source : Statistique Canada.

Nota : Voir le glossaire des emplois.

* Les statistiques tiennent aussi compte du nombre de travailleurs des secteurs non alimentaires.

Dans le secteur des services alimentaires, les femmes sont plus nombreuses dans les postes de niveau inférieur, tels que commis aux comptoirs alimentaires, aides cuisiniers.

Graphique A3.4

Caractéristiques de l'effectif du secteur du service alimentaire, par type d'emploi, 1995 et 2000

	Âge moyen		Sexe (% d'hommes)		Scolarité (% d'employés détenant un diplôme d'études post-secondaires)	
	1995	2000	1995	2000	1995	2000
Directeurs, restauration et services d'alimentation*	40	41	57	53	41	42
Superviseurs, services d'alimentation	34	31	37	34	40	31
Chefs et cuisiniers	35	35	55	57	29	30
Personnel du service des aliments et boissons	30	29	23	23	28	27
Commis aux comptoirs alimentaires, aides cuisiniers et emplois connexes	26	28	28	35	16	15

Source : Statistique Canada.

Nota : Voir le glossaire des emplois.

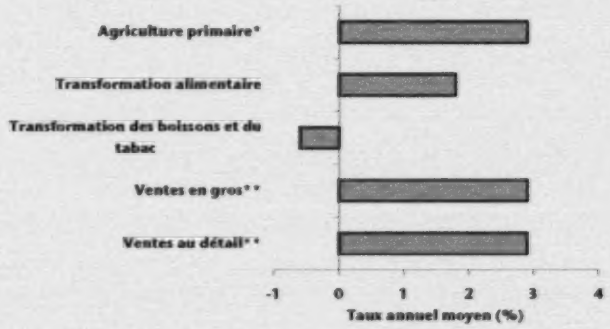
*Les statistiques tiennent aussi compte des directeurs des services d'hébergement.

L'agriculture primaire conserve une croissance de la productivité modérée malgré un ralentissement de la croissance économique au Canada

- **Entre 1997 et 2003, la moyenne annuelle de la productivité multifactorielle pour ce qui est de l'agriculture primaire et de la transformation alimentaire était de 3 % et de 2 %, respectivement.**

Graphique A3.5

Croissance de la productivité multifactorielle dans le système agricole et agroalimentaire, 1997-2003



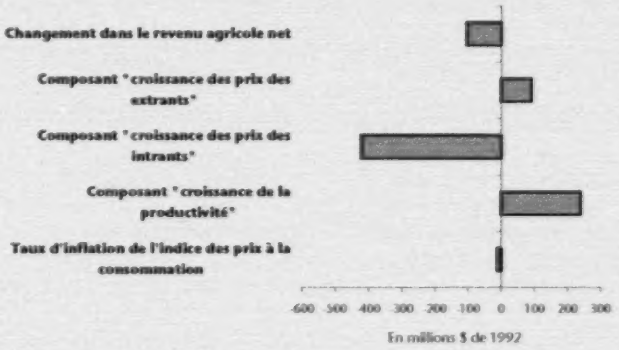
Source : Statistique Canada.

Nota : *Y compris les secteurs de la foresterie, de la pêche et de la chasse.
**En intégrant la vente au détail et en gros des produits alimentaires et non alimentaires.

- **Le revenu agricole net du Canada a chuté de manière constante depuis le milieu des années 1980.** Ces changements du revenu agricole net réel peuvent être attribués à l'un ou l'autre de quatre facteurs : changements des prix des extrants, changements des prix des intrants, productivité agricole accrue et changements dans le niveau de l'indice des prix à la consommation. Ce composant représente le degré selon lequel le taux d'inflation général réduit le pouvoir de dépenser des ménages agricoles. Entre 1985 et 2004, le revenu agricole net a chuté en moyenne de 104 millions de dollars par année ($ 1992). Les quatre facteurs ont contribué à cet état de chose de la façon suivante : les prix des extrants ont augmenté légèrement au cours de cette période, ajoutant environ 90 millions de dollars par année; les prix des intrants ont augmenté de façon importante au cours de cette période, ce qui représente une perte d'environ 422 millions de dollars par année. La croissance partielle au niveau de la productivité agricole a quant à elle été très positive, ajoutant ainsi près de 238 millions de dollars annuellement, tandis que le taux d'inflation des prix à la consommation avait une incidence négative d'environ 10 millions de dollars par année. Ainsi, en dépit des contributions positives liées aux prix des extrants et à la croissance de la productivité, la chute du revenu agricole net en moyenne résulte du fait que les hausses des prix des intrants ont surpassé ces effets positifs.

Graphique A3.6

Décomposition de la croissance du revenu agricole net au Canada, 1985-2004



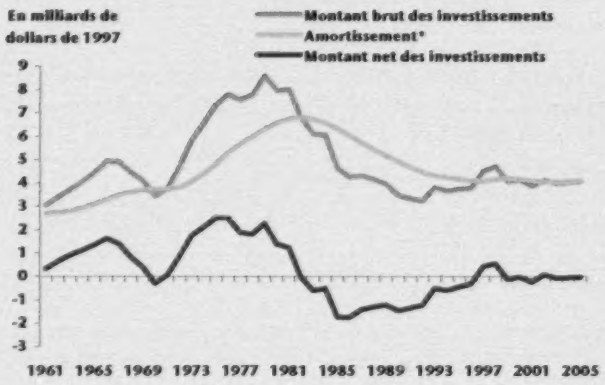
Source : Calculs d'AAC.

Dans le secteur de l'agriculture primaire, le capital social diminue depuis les années 1980

- **À la fin des années 1980, l'agriculture primaire est entrée dans une ère de rationalisation qui succédait à la croissance rapide des investissements observée dans les années 1970.**

  La diminution des investissements est due à plusieurs facteurs. Le plus important est lié à la chute marquée du prix des denrées qui s'ajoutait à l'augmentation des taux d'intérêt et à la restructuration des modes de production agricole. Les exploitations agricoles se sont regroupées, ce qui a permis une utilisation plus efficiente des machines et de l'équipement et, en conséquence, des gains importants au chapitre de la productivité.

Graphique A3.7
Investissements visant l'agriculture primaire, 1961-2005



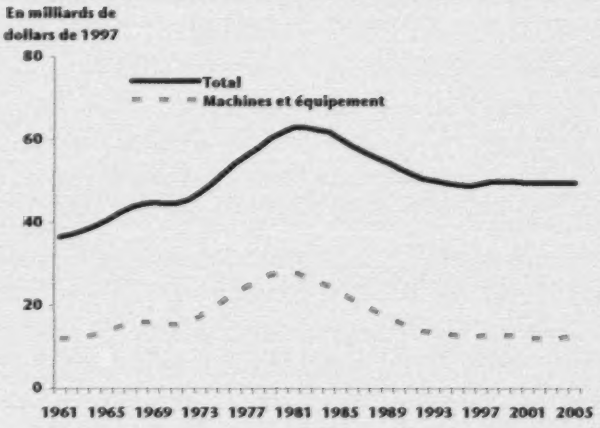
Source : Statistique Canada.

Nota : * Amortissement géométrique (infini).

- **La diminution du capital social dans le secteur de l'agriculture primaire a surtout visé les machines et l'équipement agricoles.** Depuis le milieu des années 1990, la valeur totale du capital social s'est maintenue à environ 50 milliards de dollars (en dollars de 1997), et celle des machines et de l'équipement, à environ 12 milliards de dollars (en dollars de 1997).

  Le capital social dans le secteur de l'agriculture primaire aux États-Unis a connu un cycle d'investissement similaire à celui du Canada.

Graphique A3.8
Capital social de l'agriculture primaire, 1961-2005



Source : Statistique Canada.

Les investissements étrangers directs (IED) sont en croissance

- **Les investissements étrangers directs (IED) représentent une source de capitaux essentielle à la croissance du système agricole et agroalimentaire.** Les IED profitent à la fois aux entreprises qui investissent et aux pays visés par les investissements. Ils donnent à l'entreprise qui investit un accès aux marchés et la possibilité de réaliser des économies d'échelle. Le pays hôte profite du transfert de technologies et d'une concurrence accrue qui peuvent se traduire par une baisse des prix des aliments pour les consommateurs.

  Par exemple, des détaillants en alimentation et des entreprises de transformation de produits alimentaires d'envergure internationale qui investissent au Canada utiliseront leurs propres systèmes d'approvisionnement, de distribution et de mise en marché et auront accès au marché nord-américain.

- **L'IED de sources américaines accumulé au Canada dans le secteur de la transformation alimentaire a plus que doublé depuis 1990; il représente maintenant environ les trois quarts des IED dans ce secteur.** Ces données masquent l'importance réelle de l'IED de sources américaines. Les statistiques officielles sur les IED ne tiennent pas compte du réinvestissement des bénéfices dans les installations de production canadiennes.

- La forte augmentation de l'IED accumulé des pays autres que les États-Unis dans le domaine de la transformation des boissons, observée entre 1995 et 2003, est due en partie à l'achat de Seagram par Vivendi SA et de Labatt par Interbrew de Belgique.

Graphique A3.9

Principaux détaillants en alimentation internationaux possédant des installations au Canada, 2005

Rang mondial	Entreprise	Ventes mondiales (en milliards $US)
1	Magasins Wal-Mart, États-Unis	285,2
8	Costco, États-Unis	47,1
13	AEON, Japon	38,8
16	Safeway, États-Unis	35,8
17	Ito-Yokado, Japon	33,5
21	Tengelmann, Allemagne	29,8

Source : Supermarket News, Top 25 Worldwide Food Retailers.

Graphique A3.10

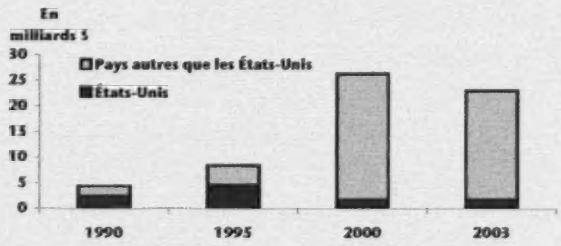
IED accumulé dans le secteur de la transformation alimentaire au Canada, par pays investisseur, 1990-2003

Source : Statistique Canada et AAC.

Nota : Système de classification CTI-C.

Graphique A3.11

IED accumulé dans le secteur de la transformation des boissons au Canada, par pays investisseur, 1990-2003



Source : Statistique Canada et AAC.

Nota : Système de classification CTI-C.

Les investissements à l'étranger soutiennent les objectifs internationaux du système

- **Des entreprises canadiennes s'étendent aussi à l'étranger en y apportant leur technologie et leurs modes de gestion.** Ces investissements sont souvent essentiels à l'accroissement des débouchés sur les marchés internationaux.

  Par exemple, McCain Foods possède plus de 55 installations de production, sur six continents[4].

Graphique A3.12

Situation géographique des installations internationales de McCain Foods, 2005

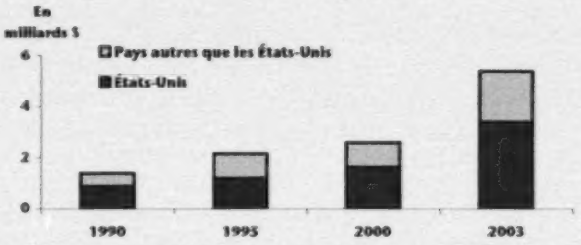
Entreprise	Situation géographique des installations internationales
McCain Foods	Argentine
	Australie
	Belgique
	France
	Mexique
	Pays-Bas
	Nouvelle-Zélande
	Pologne
	Afrique du Sud
	Royaume-Uni
	États-Unis

- **L'investissement à l'étranger se concentre de plus en plus sur le marché américain.** L'investissement direct vers les États-Unis, accumulé dans le secteur de la transformation alimentaire, a augmenté de 2,5 milliards de dollars depuis 1990.

  Les activités du Canada dans le domaine de la transformation alimentaire s'étendent rapidement au-delà du marché nord-américain; l'investissement étranger à destination des autres pays a doublé l'année passée.

Graphique A3.13

Investissement étranger accumulé dans le domaine de la transformation alimentaire, par pays de destination, 1990-2003



Source : Statistique Canada et AAC.

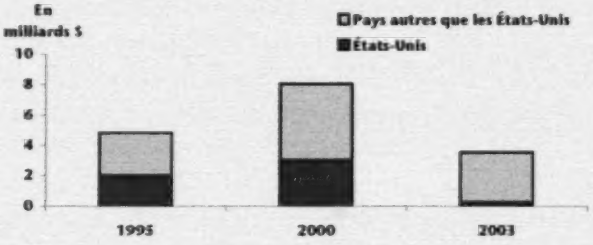
Nota : Système de classification CTI-C.

- **Le secteur de la transformation des boissons s'est aussi étendu au-delà du marché nord américain.**

  Toutefois, la fusion entre Molson et Coors entraînera la baisse de l'ensemble des investissements étrangers accumulés en 2005.

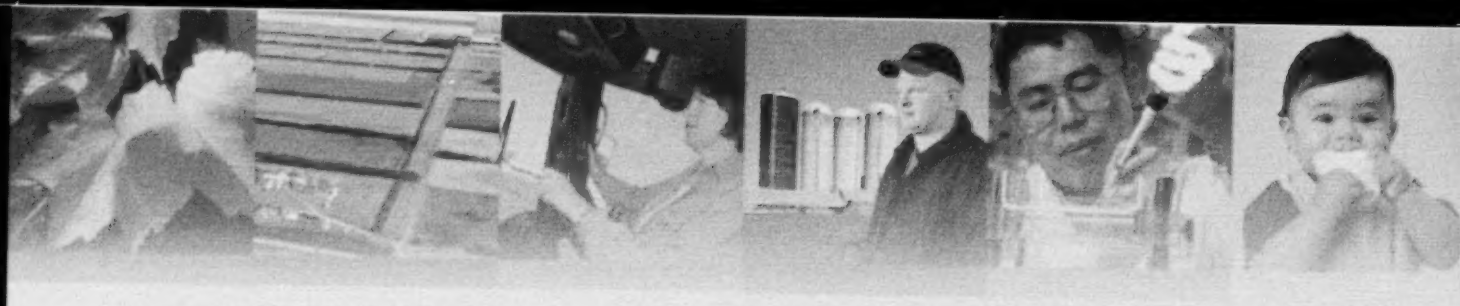
Graphique A3.14

Investissement étranger accumulé dans le domaine de la transformation des boissons, par pays de destination, 1995-2003



Source : Statistique Canada et AAC.

Nota : Système de classification CTI-C.



SECTION A4

Innovation

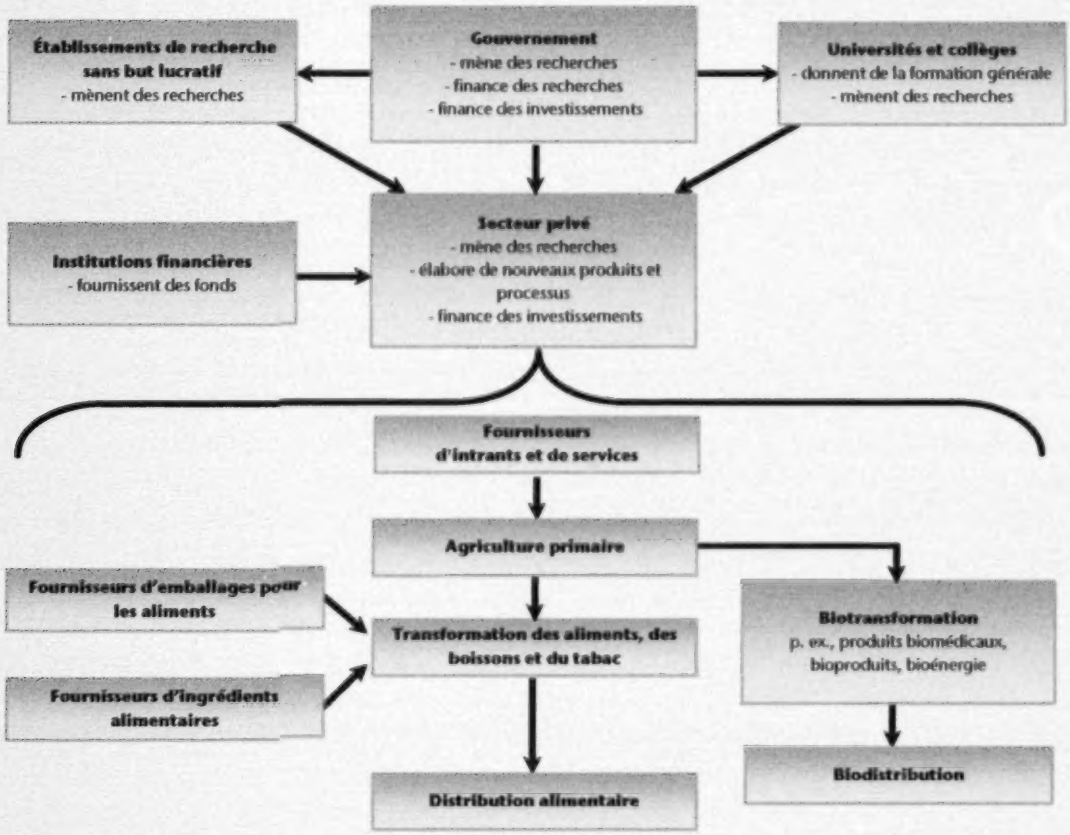
L'innovation a contribué à rendre le système agricole et agroalimentaire très productif

- **L'innovation est une stratégie concurrentielle clé du secteur agricole et agroalimentaire.** Elle comporte l'introduction d'éléments nouveaux qui créent de la valeur. Il peut s'agir d'un nouveau produit, d'un nouveau processus, d'une nouvelle manière d'organiser, de financer ou de gérer une entreprise ou encore d'un changement important à un produit ou un processus existant.

  L'innovation, dans le système agricole et agroalimentaire, ne se limite pas à la chaîne d'approvisionnement traditionnelle; elle touche aussi d'autres intervenants de l'industrie, comme les fournisseurs d'ingrédients et d'emballages pour les aliments et les industries de biotransformation.

  Les institutions financières, les investisseurs providentiels, les investisseurs en capital risque, les universités et les collèges ainsi que les gouvernements fédéral et provinciaux ont aussi un rôle clé à jouer dans le système d'innovation.

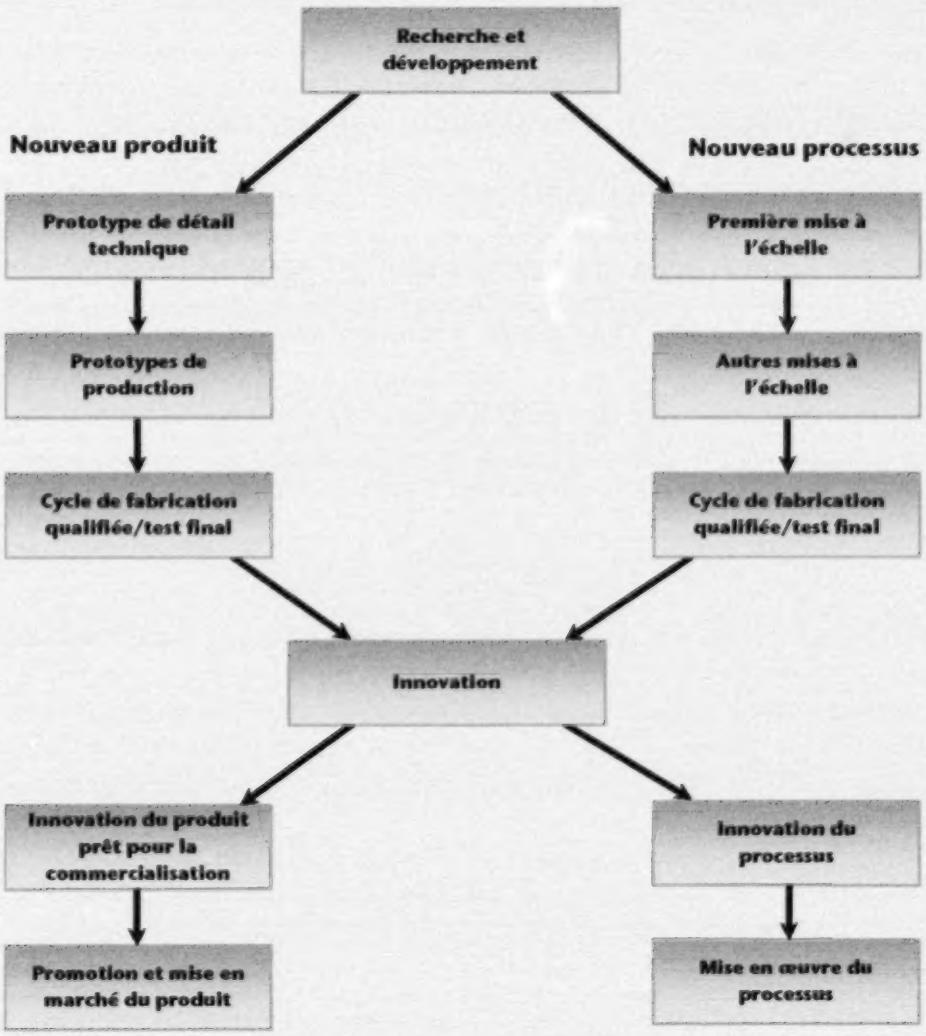
Graphique A4.1
Le système d'innovation du secteur agricole et agroalimentaire



L'innovation ne se limite pas à la recherche et au développement (R-D)

- **La R-D n'est que le début d'un processus d'innovation complexe et souvent très risqué qui,** à partir des résultats de laboratoire, consiste à créer des maquettes de produits et de technologies et à les soumettre à des tests de production.

Graphique A4.2
Étapes de l'innovation dans le secteur agricole et agroalimentaire



Les dépenses en R-D augmentent, mais restent plus faibles que celles du secteur de la fabrication générale

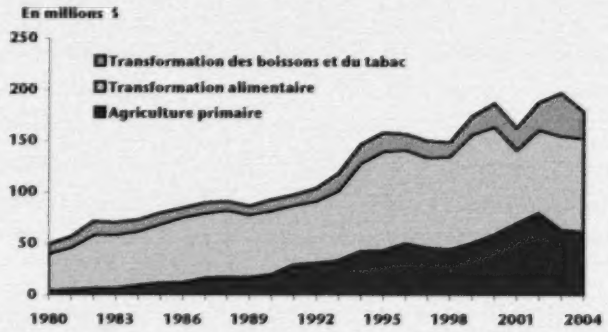
- **Au fil du temps, les dépenses en R-D du secteur agricole et agroalimentaire ont augmenté.**

  Entre 1980 et 2004, les dépenses en R-D consacrées au secteur de l'agriculture primaire ont augmenté, passant de 4 millions de dollars à 62 millions de dollars.

  Les dépenses en R-D dans le secteur de la transformation des aliments ont augmenté et sont passées de 36 millions de dollars à 91 millions de dollars pendant la même période.

Graphique A4.3

Dépenses en R-D du secteur privé dans le secteur agroalimentaire, 1980-2004



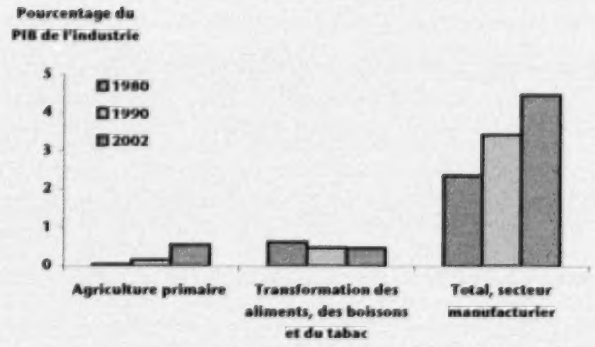
Source : Statistique Canada.

Nota : 1) Les données de 2003 et 2004 sont préliminaires.
2) Comprend toutes les dépenses en R-D du secteur privé, quelle que soit la source des fonds (autofinancement, subventions ou contrats du gouvernement ou d'autres entreprises).

- **La valeur des dépenses en R-D du secteur agricole et agroalimentaire est beaucoup plus faible que celle du secteur de la fabrication générale.**

Graphique A4.4

Dépenses en R-D du secteur privé par rapport au PIB, 1980, 1990 et 2002



Source : Statistique Canada.

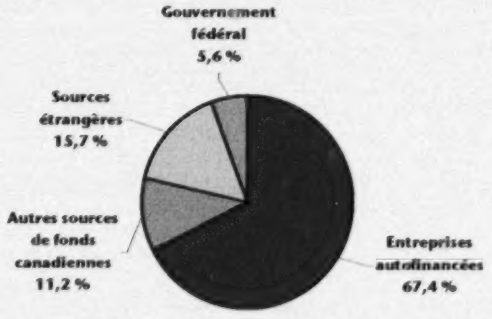
Nota : Comprend toutes les dépenses en R-D du secteur privé, quelle que soit la source des fonds (autofinancement, subventions ou contrats du gouvernement ou d'autres entreprises).

Les gouvernements assument une bonne partie des dépenses des entreprises privées en matière d'innovation

- **Les gouvernements fédéral et provinciaux canadiens accordent des subventions et des contributions au secteur privé pour la R-D.** Ils mènent eux-mêmes des recherches et soutiennent les activités de R-D d'universités et d'établissements de recherche sans but lucratif. On trouvera à la section C une analyse plus poussée du financement de R-D par les gouvernements.

Graphique A4.5

Sources du financement des dépenses en R-D des industries privées visant l'agriculture primaire, 2003



Source : Statistique Canada.

Nota : 1) Ces données visent aussi la foresterie, la pêche et la chasse.
2) Les autres sources canadiennes comprennent les autres entreprises et les gouvernements provinciaux.

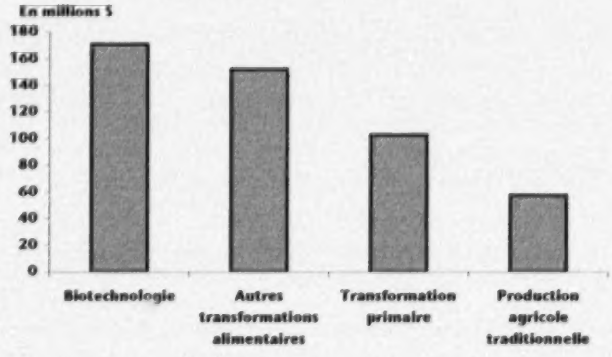
- **Le capital de risque visant spécifiquement le secteur agricole et agroalimentaire provient généralement beaucoup plus du gouvernement que de l'industrie privée.** Une bonne partie du financement gouvernemental vise à favoriser le développement économique[5].

  Depuis 1996, le secteur agricole et agroalimentaire a reçu près de 500 millions de dollars en capital de risque, dont 40 millions de dollars dans les trois premiers trimestres de 2003.

  Le financement du capital de risque vise surtout les activités biotechnologiques, par exemple, le développement de biopesticides, les organismes génétiquement modifiés (OGM), les neutraceutiques et les produits pharmaceutiques pour les humains et les animaux.

Graphique A4.6

Investissement de capital de risque visant les entreprises liées à l'agriculture, par secteur, janvier 1996-septembre 2003



Source : MacDonald and Associates, 2002.

Un certain nombre d'entreprises du secteur de la transformation des aliments investissent dans la R-D et dans l'innovation

- Environ 45 % des entreprises du secteur de la transformation des aliments ont mené des activités de R-D entre 2001 et 2003.

  Les activités de R-D varient selon les industries; le secteur de la préservation des fruits et des légumes et celui des produits alimentaires spécialisés sont les plus susceptibles d'entreprendre des activités de R-D.

Graphique A4.7

R-D dans le secteur de la transformation des aliments, par industrie, 2001-2003

Secteur	% des établissements
Aliments pour animaux	29,5
Céréales et oléagineux	58,8
Sucre et confiserie	57,6
Conserves de fruits, de légumes et spécialités	62,8
Produits laitiers	57,6
Produits carnés (sauf la volaille)	38,0
Transformation de la volaille	59,9
Fruits de mer	24,9
Boulangerie et tortilla	47,1
Autres produits alimentaires	59,2
Total - Transformation alimentaire	**45,1**

Source : Statistique Canada, Enquête sur l'innovation dans l'industrie de la transformation des aliments, 2004.

- Environ 37 % des innovations nord-américaines touchant les produits et 23 % de celles touchant les processus furent introduites par les entreprises entre 2001 et 2003.

  On constate des variations entres les industries, et les secteurs de la préservation des fruits et légumes, celui des aliments spécialisés et celui du sucre et des confiseries ont plus tendance à innover au chapitre des produits et des processus.

Graphique A4.8

Innovation dans le secteur de la transformation des aliments, par industrie, 2001-2003

Secteur	% des établissements	
	Produits	Procédés
Aliments pour animaux	29,4	12,9
Céréales et oléagineux	32,2	29,5
Sucre et confiserie	47,3	41,8
Conserves de fruits, de légumes et spécialités	54,6	35,8
Produits laitiers	43,1	27,0
Produits carnés (sauf la volaille)	31,5	15,4
Transformation de la volaille	43,8	15,4
Fruits de mer	15,6	15,0
Boulangerie et tortilla	45,7	22,8
Autres produits alimentaires	42,9	27,8
Total - Transformation alimentaire	**36,8**	**22,5**

Source : Statistique Canada, Enquête sur l'innovation dans l'industrie de la transformation des aliments, 2004.

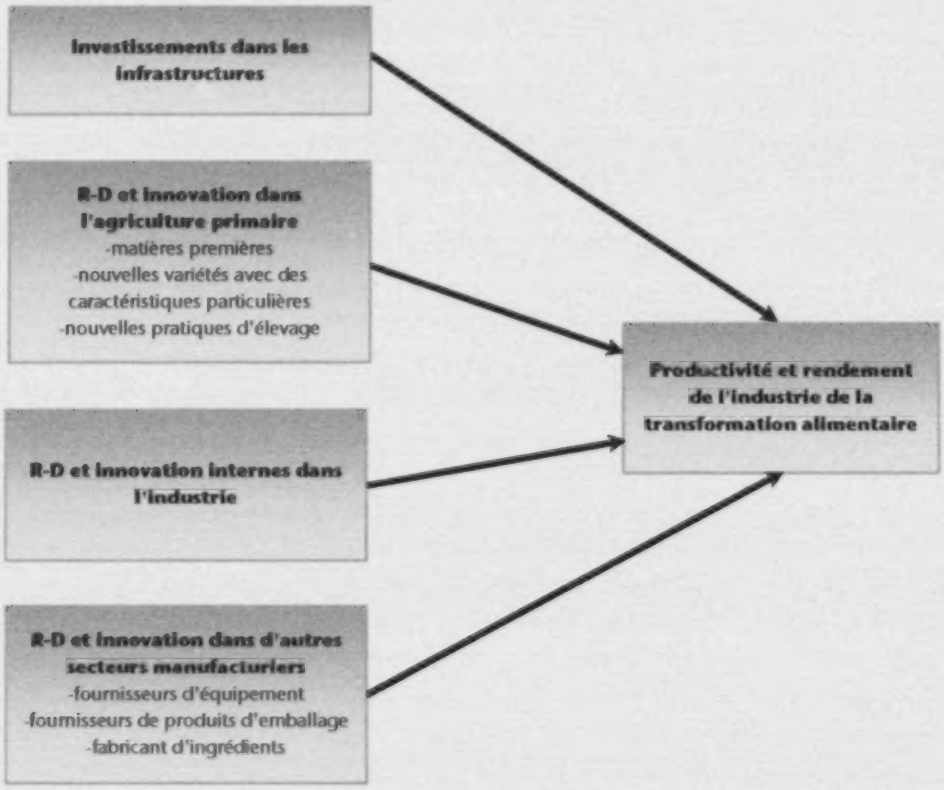
Les changements et les innovations techniques proviennent de plusieurs sources dans le domaine de la transformation des aliments

- Les investissements dans les infrastructures se sont avérés profitables sur les plans de l'innovation et de la productivité.

  La R-D et l'innovation dans l'agriculture primaire par le biais de nouvelles cultures se traduisent aussi par une productivité accrue dans la transformation des aliments.

  L'élaboration de nouveaux ingrédients, de nouveaux équipements et de nouvelles techniques d'emballage contribuent à l'innovation et à la croissance de la productivité dans le secteur de la transformation des aliments.

Graphique A4.9
Sources de changements et d'innovations techniques dans le secteur de la transformation des aliments



Plusieurs facteurs nuisent à la capacité d'innovation des entreprises du secteur de la transformation

- Les entreprises du secteur de la transformation interrogées dans le cadre d'une enquête indiquent que le principal facteur nuisant à l'innovation est le manque de liquidités générées à l'interne.

  La difficulté de négocier des droits de propriété intellectuelle clairs est le facteur le moins important.

Graphique A4.10

Freins à l'innovation, 2001-2003

Facteur	% d'entreprises innovatrices indiquant une importance moyenne ou élevée
Manque de capacité de financement interne	42.2
Longue période de gestation des innovations	37.4
Manque de souplesse des règlements ou des normes	37.3
Pénurie de travailleurs qualifiés	37.1
Absence de capacité de commercialisation	36.3
Absence d'acceptation par les détaillants ou accès restreint aux canaux de distribution	29.1
Manque de financement par capitaux externes	26.0
Manque de financement par emprunt	25.2
Absence de champions d'idées	24.1
Résistance de l'entreprise ou de la direction à l'innovation	15.8
Difficulté de négocier les droits de propriété intellectuelle (PI) clairs	9.3

Source : Statistique Canada, Enquête sur l'innovation dans l'industrie de la transformation des aliments, 2004.

- Les entreprises surmontent certaines de leurs difficultés grâce à l'appui et la collaboration des gouvernements.

  L'aide gouvernementale provient principalement des crédits d'impôt à la R-D et de subventions à la R-D.

Graphique A4.11

Sources de soutien gouvernemental, 2001-2003

Source de soutien	% des établissements	
	Utilisation	Importance élevée ou moyenne
Crédits d'impôt pour la R D	68,6	44,0
Subventions publiques à la R D	47,6	20,6
Programmes de formation appuyés par le gouvernement	40,8	12,9
Soutien financier public	38,5	17,4
Centres de recherche publics	36,0	12,4
Aide à l'expansion des exportations	32,7	8,5

Source : Statistique Canada, Enquête sur l'innovation dans l'industrie de la transformation des aliments, 2004.

- Les entreprises du secteur de la transformation des aliments sont plus susceptibles des collaborer avec les fournisseurs d'ingrédients en ce qui a trait à l'innovation touchant les produits et avec les fournisseurs d'équipement en ce qui a trait à l'innovation dans les procédés.

Graphique A4.12

Collaboration à l'innovation, 2001-2003

Groupes partenaires	% des établissements	
	Produits	Procédés
Fournisseurs d'ingrédients alimentaires	40	14
Fournisseurs de produits d'emballage	27	23
Fournisseurs ou organismes de produits agricoles bruts	22	9
Détaillants ou grossistes en alimentation	22	5
Fournisseurs de matériel	20	37
Consultants	17	18
Laboratoires commerciaux ou entreprises de R D	15	7
Exploitants de services alimentaires	14	3
Universités et collèges	12	6
Centres de recherche fédéraux ou provinciaux	8	5
Concurrents	5	3
Instituts de recherche privés	4	2

Source : Statistique Canada, Enquête sur l'innovation dans l'industrie de la transformation des aliments, 2004.

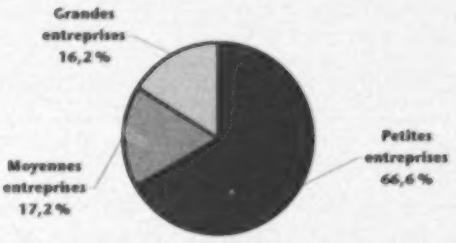
Certaines entreprises commencent à se diversifier dans la production et l'élaboration de produits biologiques

Tandis que les producteurs agricoles doivent faire face aux pressions à la baisse sur leurs revenus, l'industrie recherche constamment des produits innovateurs, comme les produits biologiques qui peuvent constituer un excellent marché pour une diversification efficace dans la gestion de la concurrence mondiale.

- Selon l'enquête de 2003 sur l'élaboration des produits biologiques, le Canada comptait 232 entreprises intéressées à la production biologique et donnant du travail à 7 800 personnes dans l'élaboration de produits biologiques. Environ 67 % de ces entreprises étaient de petite taille et comptaient moins de 50 employés. Un autre dix-sept pour cent comptaient de 50 à 149 employés et 16 % plus de 149 employés.

- Environ 50 % des entreprises intéressées aux produits biologiques sont situées au Québec et en Ontario. Les provinces des Prairies en regroupent 23 % et la Colombie-Britannique 17 %. Le 7 % restant se retrouve dans les Maritimes.

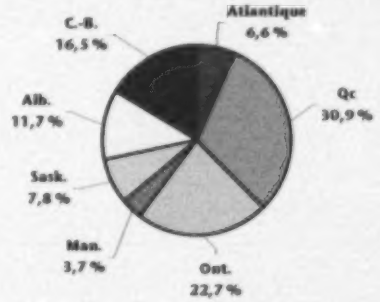
Graphique A4.13
Entreprises de distribution produisant ou élaborant des produits biologiques au Canada, par catégorie d'entreprises, 2003



Source : Statistique Canada.

Nota : Les grandes entreprises comptent 150 employés ou plus, les moyennes entreprises de 50 à 149 et les petites entreprises moins de 50.

Graphique A4.14
Entreprises de distribution produisant ou élaborant des produits biologiques, par province, 2003

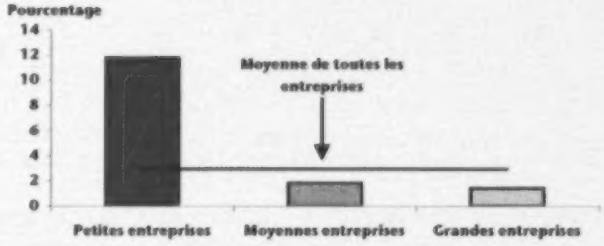


Source : Statistique Canada.

- Les entreprises intéressées aux produits biologiques investissent dans la R-D. En 2003, les investissements moyens en R-D par entreprise étaient d'environ 1 million de dollars. De cette somme, 400 000 $ étaient consacrés à la R-D sur les produits biologiques.

  La valeur des dépenses en R-D, qui se calcule en divisant le montant investi en R-D par les revenus générés par les produits biologiques, atteignait en moyenne 3 % pour les produits biologiques. Elle est plus élevée pour les petites entreprises, soit 11,8 %, par comparaison à 1,9 % et 1,4 % pour les entreprises de taille moyenne et les grandes entreprises respectivement.

Graphique A4.15
Valeur des dépenses en R-D des entreprises productrices de produits biologiques, 2003



Source : Statistique Canada.

Nota : Les grandes entreprises comptent 150 employés ou plus, les moyennes entreprises de 50 à 149 et les petites entreprises moins de 50.

L'élaboration d'aliments fonctionnels et neutraceutiques est une autre façon innovatrice permettant à l'industrie de diversifier ses activités

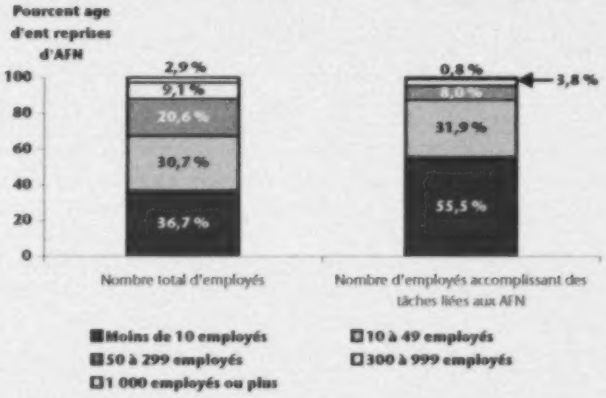
- **La majorité des entreprises intéressées aux aliments fonctionnels et neutraceutiques sont de petites entreprises, mais on compte aussi quelques grandes entreprises en termes de revenus et d'effectifs.**

  Selon une enquête menée sur les aliments fonctionnels et neutraceutiques, les deux tiers des entreprises comptent moins de 50 employés.

  Environ 12 % comptent 300 employés ou plus. Il y a quelques très grandes entreprises (3 %) comptant 1 000 employés ou plus.

Graphique A4.16

Répartition des entreprises d'AFN selon le nombre d'employés, 2002



Source : Statistique Canada.

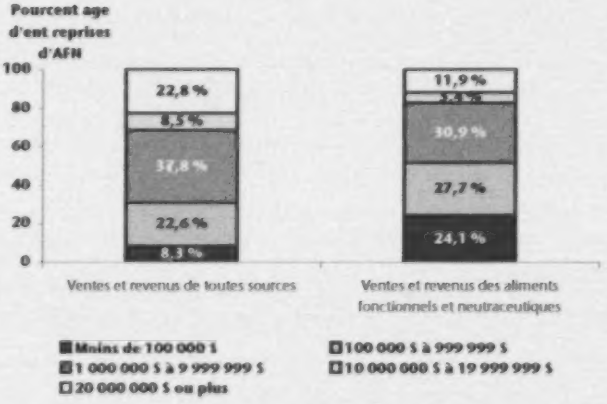
Nota : Comprend les employés permanents, saisonniers, occasionnels et contractuels.

- **Le revenu total des entreprises canadiennes intéressées aux aliments fonctionnels et neutraceutiques est très variable.**

  En 2002, 30 % de ces entreprises rapportaient des revenus totaux de toutes sources excédent les 10 millions de dollars, 40 % rapportaient des revenus totaux de 1 à 10 millions de dollars, et 30 % rapportaient des revenus inférieurs à 1 million de dollars.

Graphique A4.17

Répartition des entreprises d'AFN selon les recettes totales, 2002



Source : Statistique Canada.

SECTION B

Les composantes du système agricole et agroalimentaire

SECTION B1

Consommateurs

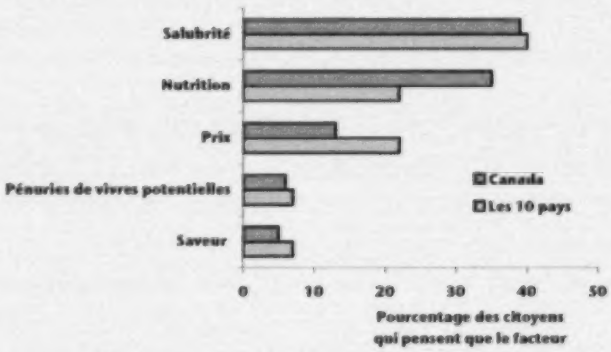
Les consommateurs se préoccupent grandement de la qualité

- **Les consommateurs au Canada et dans les autres pays prennent en compte un certain nombre de facteurs lorsqu'ils décident d'acheter un produit alimentaire, y compris la valeur nutritionnelle, la fraîcheur, la salubrité, la saveur et le prix des aliments.**

  Les Canadiens considèrent généralement la salubrité comme un facteur important, en comparaison avec d'autres pays pour qui la valeur nutritionnelle est un facteur plus important, et le prix et le goût comme les facteurs les moins importants lors de leurs choix alimentaires.

Graphique B1.1

Facteur principal pour les consommateurs dans le choix d'aliments, 2004



Source : GlobeScan Inc., « Food Issues Monitor » 2004.

Nota : Les 10 pays sont : l'Argentine, le Canada, la Chine, République Tchèque, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Mexique, le Royaume Uni et les États Unis.

- **La plupart des Canadiens ont une grande confiance dans le système de réglementation des aliments au Canada et ils sont convaincus qu'un tel système les protège des maladies d'origine alimentaire**[6].

  Les personnes préoccupées par les questions de salubrité des aliments sont moins nombreuses au Canada que dans les autres pays. Toutefois, un pourcentage assez important de Canadiens (59 %) sont toujours préoccupés par l'altération et l'empoisonnement des aliments, les pesticides chimiques (54 %) et la contamination bactérienne (51 %).

Graphique B1.2

Préoccupations des consommateurs quant à la salubrité des aliments, 2004

Pourcentage des citoyens qui sont très préoccupés		
	Les 10 pays	Canada
Altération ou empoisonnement	61 %	59 %
Pesticides chimiques	59 %	54 %
Contamination bactérienne	53 %	51 %
Maladie animale	52 %	48 %
Faible valeur nutritionnelle	47 %	45 %
Irradiation des aliments	45 %	40 %
Agents de conservation artificiels	43 %	38 %
OGM	43 %	42 %

Source : GlobeScan Inc., « Food Issues Monitor » 2004.

Nota : Les 10 pays sont : l'Argentine, le Canada, la Chine, République Tchèque, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Mexique, le Royaume Uni et les États Unis.

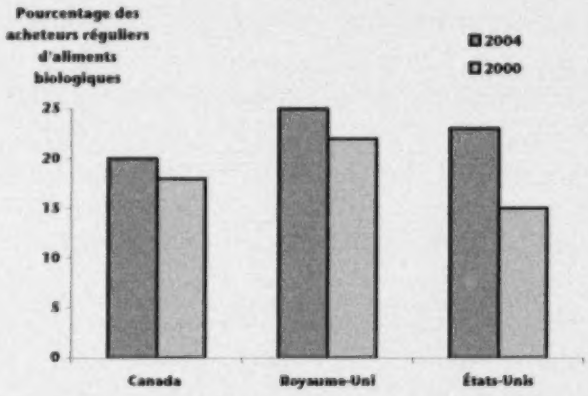
L'intérêt des consommateurs pour les aliments biologiques change avec le temps

- **Les consommateurs canadiens et d'autres pays achètent régulièrement davantage d'aliments biologiques.**

La fréquence des achats d'aliments biologiques par les Canadiens a augmenté de 2 % au cours des quatre dernières années. Cette augmentation peut sembler négligeable, mais elle indique que les consommateurs s'intéressent davantage à la qualité des aliments biologiques dont la culture ou l'élevage est exempt de produits chimiques, d'engrais chimiques et d'hormones.

La demande pour les produits biologiques augmente plus rapidement sur le marché américain. Entre 2000 et 2004, le pourcentage des personnes ayant acheté régulièrement des produits biologiques a augmenté de 8 points de pourcentage.

Graphique B1.3
Acheteur d'aliments biologiques, 2002-2004



Source : GlobeScan Inc., « Food Issues Monitor » 2004.

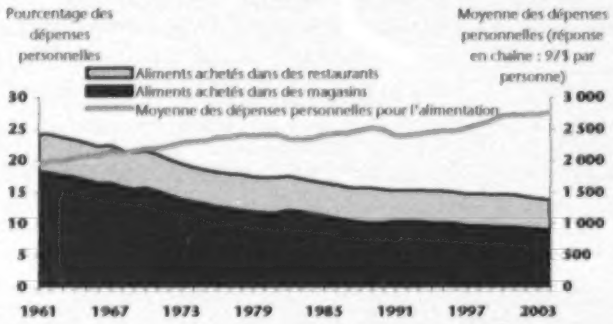
Pour le Canadien moyen, la part des dépenses personnelles en alimentation est en baisse

- **Bien que les dépenses personnelles moyennes en achats alimentaires aient augmenté, la part des dépenses totales consacrées aux dépenses personnelles diminue depuis une quarantaine d'années.**

  Il en est résulté une baisse de la part des aliments achetés dans les magasins, tandis que la part des dépenses personnelles consacrées aux achats d'aliments dans les restaurants est restée identique.

Graphique B1.4

Dépenses personnelles moyennes consacrées aux achats d'aliments et part des dépenses totales, 1961-2004



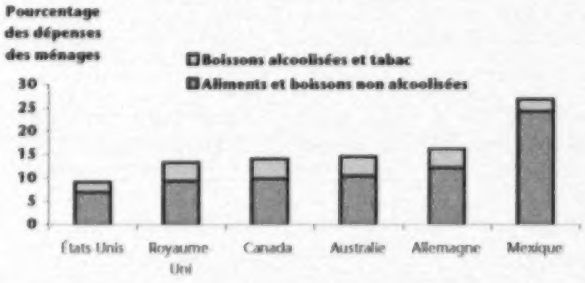
Source : Statistique Canada et AAC.

- **En 2003, la part des dépenses consacrées par les ménages aux aliments et aux boissons non alcoolisées au Canada était à peine inférieure à 10 %; les boissons alcoolisées et le tabac représentaient 4 % des dépenses.**

  Parmi les pays de l'OCDE sélectionnés, le Canada se situe au troisième rang des parts des dépenses les plus basses consacrées par les ménages aux aliments, aux boissons et au tabac, derrière les États-Unis avec 9 % et le Royaume-Uni avec 14 %.

Graphique B1.5

Part des dépenses consacrées par les ménages aux aliments, aux boissons et au tabac dans les pays de l'OCDE sélectionnés, 2003

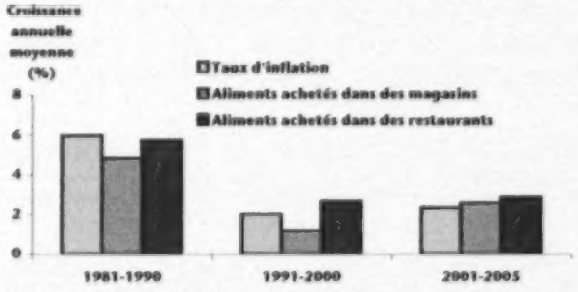


Source : OCDE.

- **Au cours des 25 dernières années, la hausse du prix des aliments au détail est restée généralement inférieure à l'inflation, sauf en 2005 où cette hausse a excédé l'inflation; cependant la hausse des prix des services alimentaires a égalé et parfois même été supérieure à l'inflation.**

Graphique B1.6

Indice des prix à la consommation pour les aliments et l'ensemble des biens et services, 1981-2005



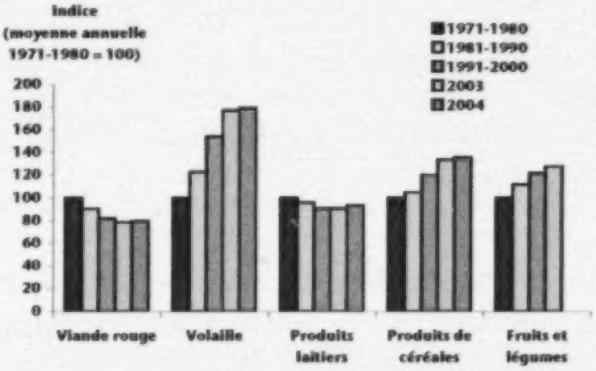
Source : Statistique Canada et AAC.

Le régime du Canadien moyen change au fil du temps

- **Par rapport aux années 1970, on mange moins de viande rouge, mais plus de volaille, de produits céréaliers et de fruits et légumes.**

  Au Canada, la consommation de viande rouge par tête est en baisse constante depuis 1976. Bien que les Canadiens continuent de consommer du bœuf, la consommation de boeuf par tête a diminué de 4 % en 2004, du fait de la hausse des prix du bœuf, notamment celui des coupes de qualité supérieure.

Graphique B1.7
Disparition des aliments par tête, par groupe alimentaire principal, 1971-2004



Source : Statistique Canada et AAC.

Nota : Les données relatives à la disparition des fruits et des légumes en 2004 ne sont pas disponibles.

- **Le Canadien moyen consomme davantage de farine de blé, de lait de consommation, de fruits et de légumes frais que l'Américain moyen; il consomme cependant beaucoup moins de viande et de succédanés de viande, tels que les oeufs et le fromage.**

  Par exemple : alors que l'Américain moyen consomme environ 103 kg de boeuf, de porc et de volaille et 253 oeufs par an, le Canadien moyen consomme 78 kg de boeuf, de porc et de volaille et 188 oeufs par an.

  Les Canadiens boivent plus de café et de thé que les Américains, mais moins de boissons gazeuses.

Graphique B1.8
Comparaison entre la disparition des aliments par tête au Canada et aux États-Unis, par denrée, 2003

	Canada	États-Unis
Boeuf (kg)	23	29
Porc (kg)	19	23
Poulet (kg)	32	41
Dindon (kg)	4	8
Oeufs (nombre)	188	253
Lait de consommation (litre)	85	82
Fromage (kg)	12	14
Fruits frais (kg)	65	55
Légumes frais (kg)	135	122
Farine de blé (kg)	70	63
Huiles et gras (kg)	32	36
Boissons gazeuses (litre)	111	176
Café (litre)	105	92
Thé (litre)	23	29

Source : Statistique Canada et « USDA, Economic Research Service ».

SECTION B2

Distribution alimentaire

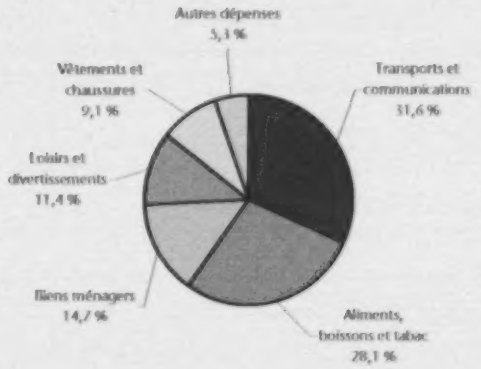
(vente au détail ou en gros et services alimentaires)

La distribution alimentaire est une composante majeure du secteur canadien des biens et des services de consommation

- **En 2004, les Canadiens ont consacré 132 milliards de dollars (soit 18 % des dépenses personnelles totales) aux aliments, aux boissons et au tabac achetés dans des magasins (96 milliards de dollars) et dans les services alimentaires (36 milliards de dollars).**

  Les dépenses consacrées aux aliments, aux boissons et au tabac se situent au deuxième rang en importance des dépenses de biens de consommation.

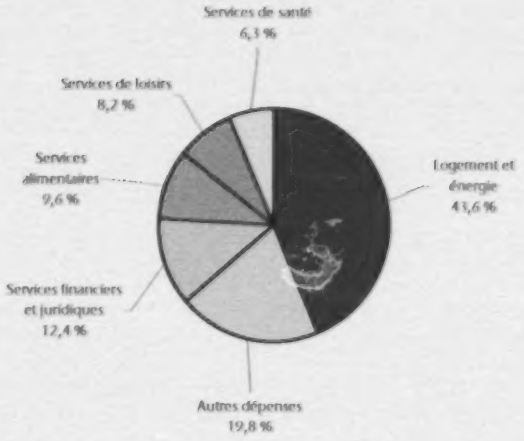
Graphique B2.1
Dépenses personnelles consacrées aux biens, 2004



Source : Statistique Canada.

- **Les dépenses consacrées aux services alimentaires sont arrivées au troisième rang en importance des dépenses de services de consommation.**

Graphique B2.2
Dépenses personnelles consacrées aux services, 2004



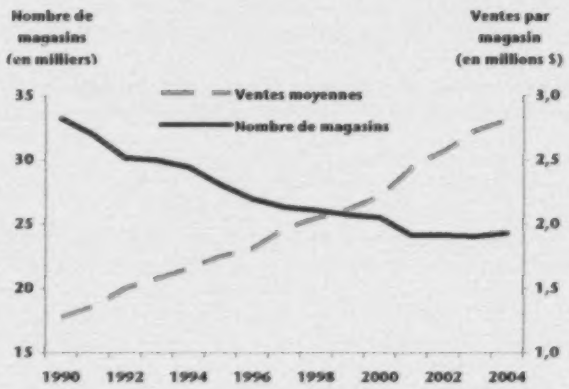
Source : Statistique Canada.

Dans le domaine de l'alimentation, les activités de vente au détail s'internationalisent, se regroupent et prennent de plus en plus d'importance

- **Au cours de la dernière décennie, les commerces se sont organisés de façon beaucoup plus rationnelle;** leur taille a augmenté. Bien que le nombre absolu des commerces d'alimentation se soit stabilisé à environ 24 000 magasins, les chaînes multiplient le nombre de leurs succursales et de leurs franchisés au Canada. En 2005, Loblaws possédait environ 1 072 succursales ou magasins franchisés et Sobeys en possédait environ 1 310.

  En 2005, Metro Inc. a fait l'acquisition de A&P Canada, faisant ainsi de Metro le troisième détaillant en alimentation au Canada, derrière Loblaws et Sobeys.

Graphique B2.3
Nombre de magasins d'alimentation au Canada et ventes moyennes, 1990-2004

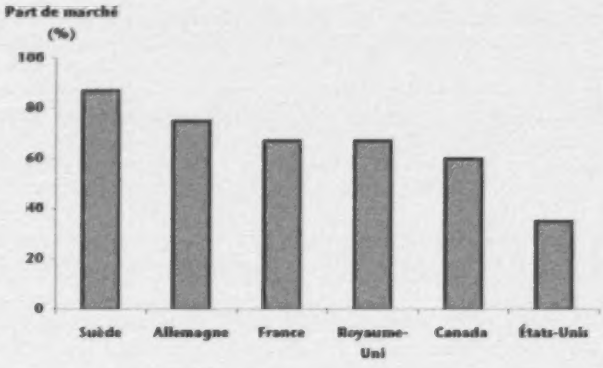


Source : Canadian Grocer, Statistique Canada et AAC.

- **Les cinq détaillants en alimentation en importance au Canada génèrent environ 60 % des ventes alimentaires nationales, contre 50 % il y a dix ans, tandis que la part des magasins indépendants est passée de 47 % à 39 % pendant la même période.**

  Certains pays d'Europe présentent un niveau de concentration de magasins d'alimentation au détail plus élevé que le Canada; aux États-Unis, ce niveau est plus faible. Cependant, dans certaines régions des États-Unis, la concentration des activités de vente au détail du secteur de l'alimentation est souvent élevée.

Graphique B2.4
Part de marché des cinq plus importants détaillants en alimentation de certains pays, 1997-1999



Source : Calculs d'AAC basés sur des données de Dobson Consulting (1999) et de l'USDA.

Les détaillants en alimentation canadiens partagent les rangs des principaux détaillants en alimentation d'Amérique du Nord

- Loblaws, Sobeys, Metro et Overwaitea se situent aux 6e, 15e, 20e et 39e rangs des ventes, respectivement, dans la liste des « 75 principaux détaillants en alimentation d'Amérique du Nord » établie par Supermarket News.

  Loblaws, Sobeys, Alimentation Couche Tard, Metro et Overwaitea se situent également parmi les principaux détaillants internationaux de fournitures de tout genre, aux 41e, 71e, 82e, 139e et 212e rangs, respectivement, dans la liste des « 250 principaux détaillants internationaux » établie en 2006 par Deloitte.

Graphique B2.5
Classement des détaillants en alimentation canadiens, 2006

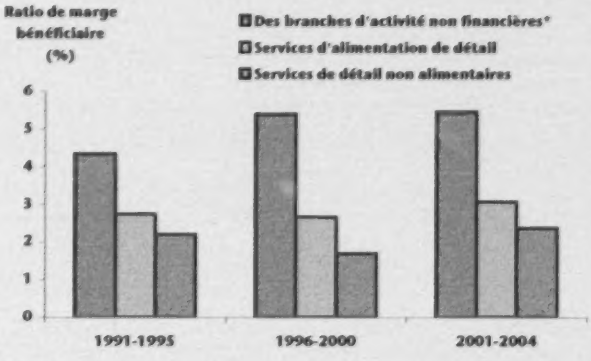
Nom du détaillant en alimentation	Principales bannières	« 75 principaux détaillants en alimentation d'Amérique du Nord » établie par Supermarket News		« 250 principaux détaillants internationaux » établie par Deloitte	
		Classement	Ventes (en milliards $US)	Classement	Ventes (en milliards $US)
Loblaws Companies Ltd.	Loblaws; Atlantic Superstore; Fortinos; Provigo; Your Independent Grocer; Zehrs Markets	6	24,0	41	20,2
Sobeys	Sobeys; IGA, Price Choppers	15	11,1	71	9,6
Metro	Metro; Marché Richelieu; Super C; Loeb	20	5,9	139	4,5
Overwaitea Food Group	Overwaitea Foods, Save On Foods, Urban Fare	39	2,7	212	4,4

Source : Supermarket News (2006) and Deloitte (2006).

- **Les détaillants en alimentation au Canada rapportent des marges bénéficiaires relativement stables qui sont supérieures à celles des détaillants du secteur non alimentaire, mais inférieures à celles de l'ensemble du secteur non financier.**

  Depuis le début des années 1990, les détaillants en alimentation ont une marge de profit de près de 2,7 % par année tandis que celle des détaillants du secteur non alimentaire se chiffre à près de 2,2 % par année. L'ensemble du secteur non financier, qui regroupe tous les secteurs à l'exception des services financiers, a connu une hausse des marges de profit de près de 5 % depuis 1991.

Graphique B2.6
Ratio moyen de marge bénéficiaire pour les détaillants en alimentation, 1991-2004



Source : Statistique Canada et AAC.

Nota : Se reporter au glossaire pour obtenir une définition du "ratio de marge bénéficiaire" et des "industries non alimentaire".

Les lignes de démarcation deviennent moins nette entre la vente au détail alimentaire et non alimentaire, la vente en gros d'aliments et la transformation alimentaire

- **La distinction entre les détaillants alimentaires et non alimentaires est de moins en moins nette,** étant donné que les grands magasins, les pharmacies et les stations-service vendent de plus en plus d'articles alimentaires, tandis que les détaillants et les grossistes en alimentation traditionnels étoffent leur assortiment non alimentaire.

Graphique B2.7
Part des différents canaux de vente au détail alimentaire, 2004

	%
Magasins où l'on vend des aliments et des boissons	87,1
Magasins de marchandises diverses	8,5
Stations-service et concessionnaires automobiles	2,5
Pharmacies	1,4
Autres commerces	0,3

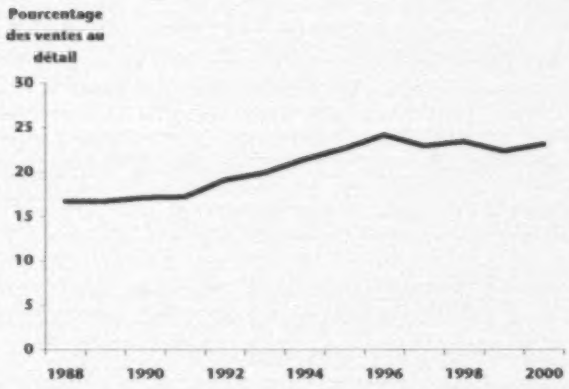
Source : Statistique Canada, Enquête trimestrielle sur les marchandises vendues au détail, totalisation spéciale.

- **Il est également de plus en plus difficile de faire la distinction entre la vente au détail alimentaire et les industries en amont.**

  Les activités de vente au détail et en gros d'aliments sont largement intégrées et les grands détaillants exercent également des activités de grossiste.

  De plus en plus de détaillants en alimentation utilisent des marques maison afin de mieux répondre aux préoccupations des consommateurs relativement au coût ou à la qualité et pour mieux différencier leurs produits.

Graphique B2.8
Pénétration des marques maison, 1988-2000



Source : Rapport de Canadian Grocer, 2002, et Globe and Mail, 1998.

La plupart des repas sont encore pris à la maison, mais le service alimentaire est une composante grandissante des dépenses des ménages

- **Près de 70 % des repas au Canada sont préparés et pris à la maison.** Environ 10 % des repas pris au Canada proviennent des services d'alimentation commerciaux.

Graphique B2.9

Endroits où les Canadiens prennent leurs repas, 2005

	% des repas
Repas pris à la maison, achetés chez un détaillant	67
Repas pris au restaurant	8
Repas sautés	8
Repas préparés à la maison et pris ailleurs	8
Tous les autres repas pris ailleurs qu'à la maison	7
Repas pris à la maison, achetés au restaurant	2
Repas pris à la maison, substituts de repas pris à la maison	1

Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires. (tiré du rapport sur les habitudes alimentaires au Canada publié en 2005 par NPD Group Canada Inc.).

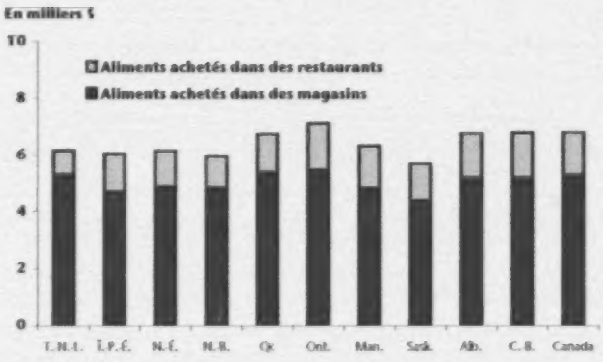
- **La famille moyenne canadienne va au restaurant pour prendre un repas ou un casse-croûte environ 520 fois par an et y dépense environ un cinquième des dépenses totales consacrées par les ménages à l'alimentation**[7].

  Les résidents du Manitoba, de la Colombie-Britannique, de l'Ontario et de l'Alberta sont ceux qui consacrent la plus grande part de leurs dépenses alimentaires dans les restaurants par rapport aux résidents des autres provinces.

  La taxe de vente provinciale ne justifie pas ces différences, puisque les provinces n'appliquent pas de taxe de vente provinciale sur les repas pris dans les restaurants, à l'exception de l'Alberta et de l'Ontario, où seuls les repas d'un coût inférieur à 4 $ sont exemptés.

Graphique B2.10

Dépenses consacrées par les ménages à l'alimentation, par province, 2003



Source : Statistique Canada et AAC.

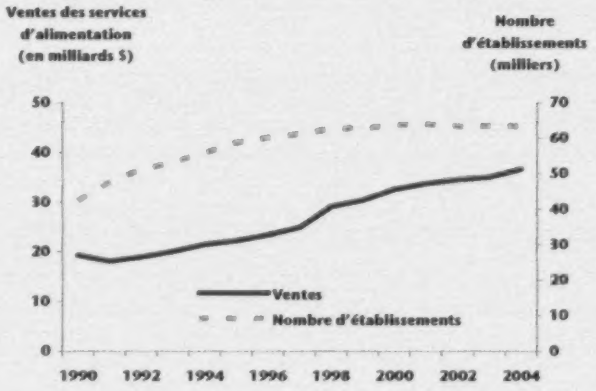
Nota : Les aliments achetés dans les magasins comprennent les pensions versées aux ménages privés.

Au fil du temps, les ventes des services alimentaires augmentent

- **Les ventes des services d'alimentation commerciaux ont augmenté considérablement depuis 1990, tandis que le nombre d'établissements s'est stabilisé au niveau du milieu des années 1990.**

  En 2004, on comptait environ 63 300 établissements de services d'alimentation commerciaux au Canada, dont un tiers en Ontario.

Graphique B2.11
Ventes des services d'alimentation et nombre d'établissements commerciaux, 1990-2004



Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires et Statistique Canada.

- **Lorsque les Canadiens mangent à l'extérieur, ils préfèrent les restaurants à service complet plutôt que ceux à service restreint.** Près de la moitié des ventes des services d'alimentation commerciaux se font dans les restaurants à service complet.

  Les autres établissements et les services d'alimentation non commerciaux génèrent environ 22 % des ventes totales des services alimentaires.

Graphique B2.12
Part de marché des services d'alimentation, 2005

	%
Services d'alimentation commerciaux	**78**
Restaurants à service complet	37
Restaurants à service restreint	30
Traiteurs et traiteurs à contrat	6
Brasseries, tavernes et boîtes de nuit	5
Autres services d'alimentation et services non commerciaux	**22**
Services d'alimentation des établissements d'hébergement	10
Restauration collective	6
Services d'alimentation au détail	2
Autres services d'alimentation	4

Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires et calculs d'AAC.

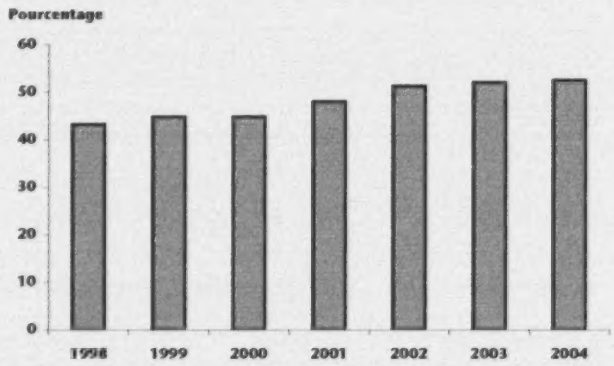
Nota : Les données de 2005 sont préliminaires.

Les services alimentaires sont de plus en plus concentrés, mais une bonne proportion de commerces sont restés indépendants

- **Le secteur des services d'alimentation commerciaux reste passablement fragmenté : 62 % des établissements appartiennent à un propriétaire indépendant plutôt qu'à une chaîne.** La concentration est toutefois de plus en plus forte, parce que les chaînes de restauration poursuivent leur expansion.

  En 2004, les 50 principales entreprises de services d'alimentation détenaient 52,5 % des ventes du secteur commercial; c'est une augmentation de neuf points de pourcentage par rapport à 1998.

Graphique B2.13
Part des ventes des services d'alimentation commerciaux des 50 principales entreprises de services d'alimentation, 1998-2004

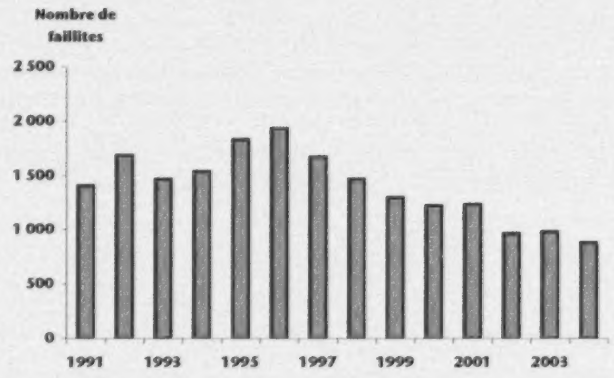


Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires.

- **Les faillites des restaurants étaient en baisse de 10% en 2004 par comparaison à 2003.**

  Selon l'Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires, le pourcentage de marge bénéficiaire pour les exploitants des services alimentaires s'élève en moyenne à 3,6 %. Les aliments et les boissons représentent 37,5 % des coûts totaux des exploitants des services alimentaires et la main-d'oeuvre en représente 31 %[8].

Graphique B2.14
Nombre de faillites des commerces de restaurants, 1991-2004



Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires, Quarterly InfoStats.

SECTION B3

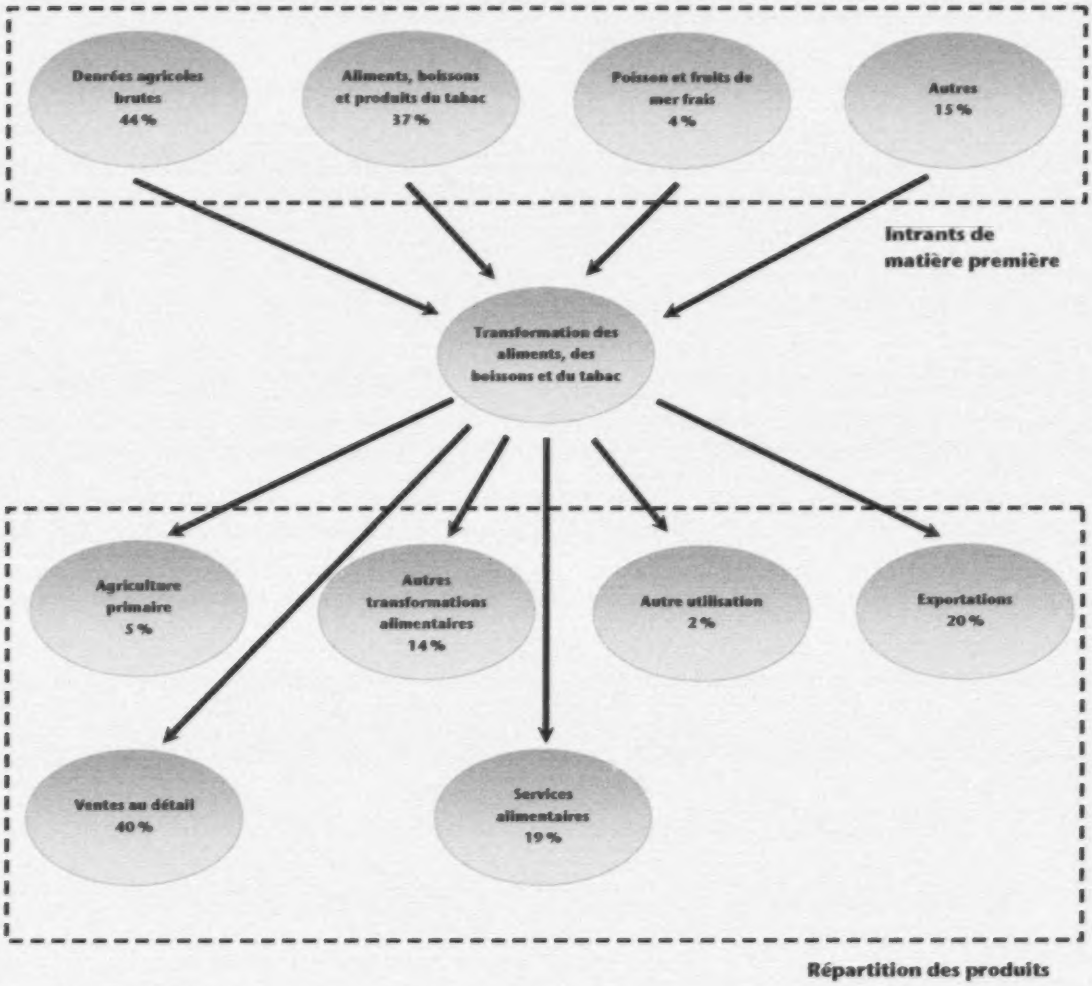
Transformation des aliments, des boissons et du tabac

La transformation des aliments, des boissons et du tabac est une chaîne d'industries

- **La transformation des aliments, des boissons et du tabac est une chaîne d'industries qui va des entreprises de transformation primaire, comme les minoteries et les abattoirs, aux entreprises de transformation de second cycle, comme les boulangeries et les usines de mise en conserve de viande.**

Les denrées agricoles brutes, le poisson frais et les fruits de mer frais représentent 50 % (soit 19 milliards de dollars) de la valeur totale des intrants de la transformation des aliments, des boissons et du tabac. Les aliments, les boissons et les produits du tabac qui passeront un second cycle de transformation représentent 37 % (soit 14 milliards de dollars). L'autre partie des intrants (13 %) vise principalement les matériaux d'emballage. On inclut aussi dans cette catégorie les coûts liés à l'énergie, aux agents chimiques et à l'équipement.

Graphique B3.1
Composition des intrants pour la transformation alimentaire et répartition des produits, 2002



Source : Statistique Canada et AAC.

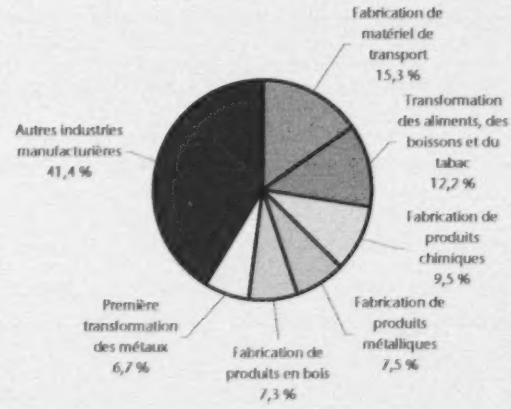
La transformation des aliments, des boissons et du tabac est un volet important du secteur manufacturier

- **La transformation des aliments, des boissons et du tabac vient en deuxième position pour la contribution au PIB manufacturier total au Canada, juste après le secteur de la fabrication d'équipement de transport.**

  En 2004, la part du PIB manufacturier générée par la transformation des aliments, des boissons et du tabac a été de 12 % (la transformation alimentaire représentant près de 10 % de cette part).

Graphique B3.2

Répartition du PIB manufacturier total, par secteur, 2004

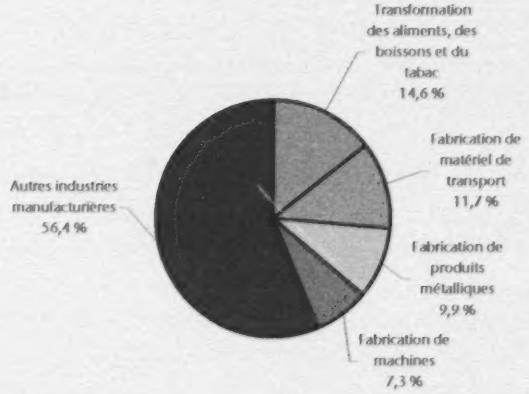


Source : Statistique Canada.

- **Le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac est le principal employeur manufacturier;** il emploie près de15 % de la main-d'oeuvre.

Graphique B3.3

Répartition des emplois dans l'industrie manufacturière, par secteur, 2004



Source : Statistique Canada.

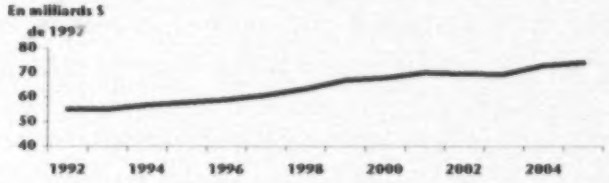
La production est toujours en croissance, mais à un taux plus faible

- **La valeur totale des ventes du secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac a été de 80,3 milliards de dollars en 2005.**

  Les expéditions du secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac ont augmenté de 33 milliards de dollars depuis le début des années 1990.

Graphique B3.4

Valeur des ventes du secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac, 1992-2005



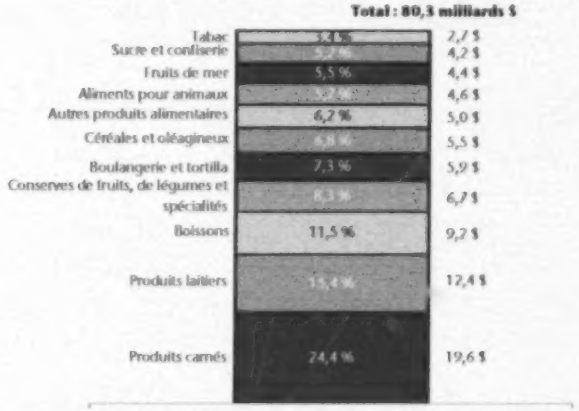
Source: Statistique Canada.

- **La principale industrie de transformation des aliments, des boissons et du tabac est celle des produits de la viande; les produits laitiers et les boissons arrivent aux deuxième et troisième rangs.**

  La transformation des aliments, des boissons et du tabac est la plus importante industrie manufacturière dans sept provinces. Elle vient au deuxième rang en Ontario et en Colombie-Britannique, et au troisième rang en Alberta.

Graphique B3.5

Valeur des ventes du secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac, 2005



Source : Statistique Canada.

- **La plupart des industries de transformation alimentaire ont connu un ralentissement de la croissance annuelle moyenne par rapport à la fin des années 1990.** Il convient de signaler que les industries manufacturières de sucre et de confiseries, ainsi que de produits laitiers font exception à la règle.

Graphique B3.6

Croissance de la valeur des ventes réalisées par le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac, en dollars réels, 1995-2005

Source : Statistique Canada et AAC.

Les grandes entreprises génèrent la moitié de la production

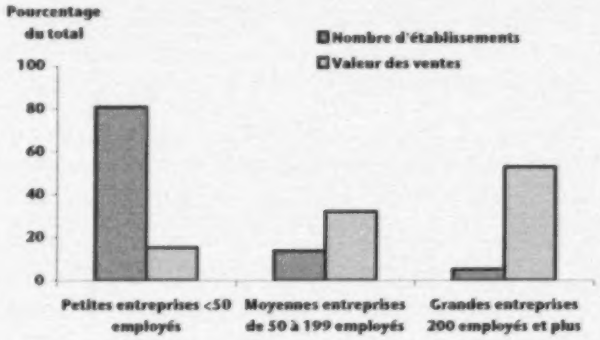
- **En 2003, il existait 5 900 entreprises de transformation des aliments, des boissons et du tabac au Canada.** Chacune de ces entreprises générait au moins 30 000 $ de ventes.

  Les grands établissements de transformation des aliments, des boissons et du tabac génèrent la plus grande partie de la production. En 2003, ces grands établissements ne représentaient que 5 % du nombre total d'établissements, mais ils généraient 53 % de la valeur des ventes.

  Les petits établissements, au contraire, formaient 81 % du nombre total d'établissements, mais ils généraient seulement 15 % de la valeur totale des ventes.

Graphique B3.7

Répartition des ventes du secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac et nombre d'établissements en fonction du nombre d'employés, 2003



Source : Statistique Canada.

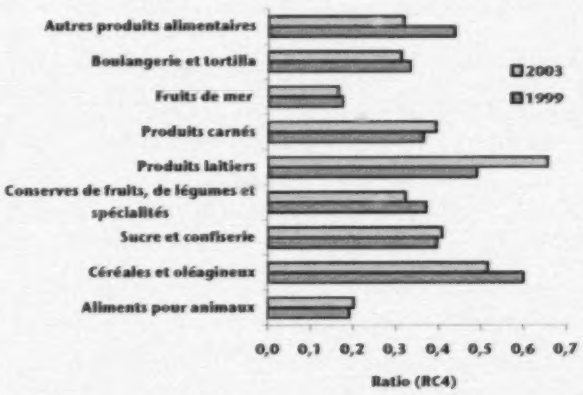
- **Les ratios de concentration dans l'industrie de la transformation des aliments ont diminué à l'exception de ceux des industries de la viande et des produits laitiers.**

  Ces industries qui ont connu une hausse des ratios de concentration ont également fait l'objet d'une augmentation du nombre de fusions et d'acquisitions par des multinationales étrangères au cours des 10 dernières années dans les industries de la viande et des produits laitiers.

  Les industries de la viande et des produits laitiers qui ont connu une baisse des ratios de concentration ont cependant vu le nombre d'intervenants et de nouveaux entrants augmenter, tout particulièrement en ce qui à trait aux industries des céréales et des oléagineux.

Graphique B3.8

Ratios de concentration dans le secteur de la transformation alimentaire, 1999 et 2003



Source : Statistique Canada.

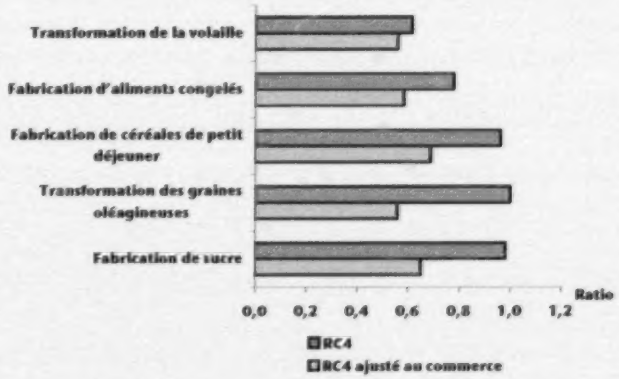
Tandis que le secteur canadien de la transformation alimentaire est assez concentré, une fois que l'on prend en compte les importations, le ratio de concentration chute

- **De nombreuses industries appartenant au sous-secteur de la transformation alimentaire ont un ratio de concentration (RC4) élevé; les quatre principales entreprises représentent jusqu'à 80 % des ventes totales du secteur.**

  Une fois que l'on ajuste ce ratio au commerce, le ratio de concentration chute.

Graphique B3.9

Ratios de concentration dans les entreprises de transformation alimentaire sélectionnées, 2001



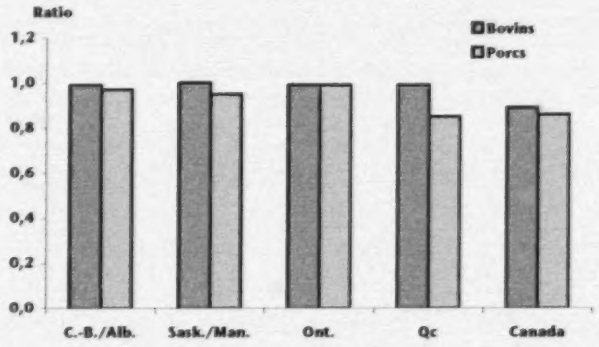
Source : Statistique Canada, Mesure de la concentration dans les industries de transformation des aliments 1990-2001, par Darryl Harrison et James Rude.

- **À l'échelon régional, le RC4 peut être supérieur au ratio national, comme cela a été le cas dans le secteur des abattages d'animaux dans plusieurs provinces.**

  Dans la plupart des régions du Canada, les ratios de concentration (RC4) sont près de un.

Graphique B3.10

Ratios de concentration régionaux (RC4) pour l'abattage des animaux, 2002



Source : AAC, Statistiques de bovins d'abattage pour les établissements fédéraux.

La portée de la transformation des aliments, des boissons et du tabac s'accroît à l'échelon international

- **La plupart des grands établissements appartiennent à des multinationales.**

  Des entreprises canadiennes font partie de ce groupe de fabricants internationaux.

Graphique B3.11

Principaux producteurs alimentaires mondiaux, 2004

Classement	Entreprise	Siège social	Ventes internationales (en milliards de $US)
1	Nestlé	Suisse	61,6
2	Archer Daniel Midland	États-Unis	36,2
3	Kraft Foods	États-Unis	31,0
4	Unilever	Angleterre/Pays-Bas	29,9
5	Cargill	États-Unis	27,3
48	McCain Foods	Florenceville, Canada	4,7
69	Maple Leaf Foods	Toronto, Canada	3,2
72	George Weston	Toronto, Canada	3,1
89	Saputo	Montréal, Canada	2,5

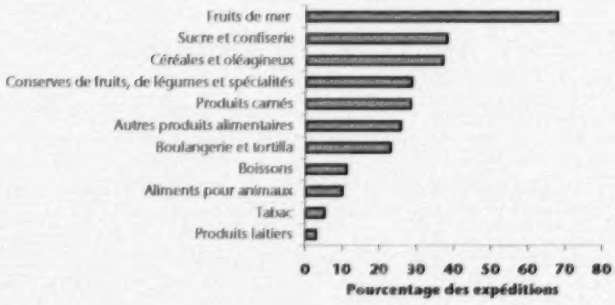
Source : Food Engineering, octobre 2004.

- **Les trois quarts environ des ventes du secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac visent les consommateurs canadiens; l'autre quart vise le marché d'exportation.** Toutefois, certains sous-secteurs sont davantage tournés vers les exportations que d'autres. Par exemple, tandis que près des deux tiers des produits de la mer sont exportés, seuls 3 % des produits laitiers le sont.

  En 2005, des produits transformés au Canada ont été vendus dans 186 pays, et 80 % du total a été destiné uniquement à deux marchés, les États-Unis (70 %) et le Japon (10 %).

Graphique B3.12

Taux d'exportation du secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac, 2005



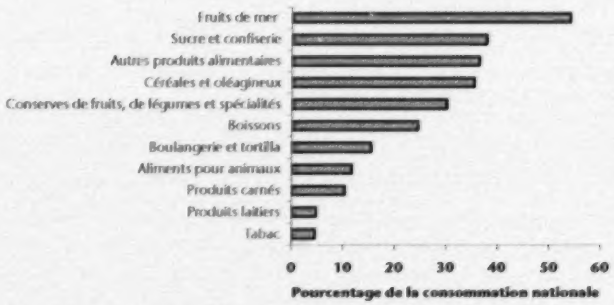
Source : Statistique Canada et AAC.

- **Les entreprises de transformation des aliments, des boissons et du tabac entrent en concurrence avec les importations pour ce qui est des ventes nationales.** Les importations de produits alimentaires, de boissons et de tabac représentent en moyenne 20 % du marché national.

  En général, les sous-secteurs qui détiennent les taux les plus élevés et les plus bas d'exportations détiennent également les taux les plus élevés et les plus bas d'importations, respectivement.

Graphique B3.13

Taux d'importation du secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac, 2005



Source : Statistique Canada et AAC.

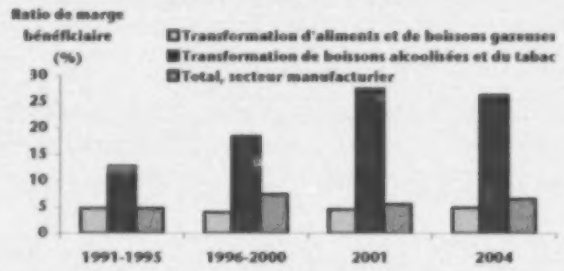
Les entreprises de transformation des aliments, des boissons et du tabac sont plus rentables que les autres industries manufacturières en général

- **Le ratio de marge bénéficiaire du secteur de la transformation des boissons alcoolisées et du tabac est arrivé à dépasser de façon nette celui des autres industries manufacturières;** le secteur de la transformation exclusivement alimentaire présente un ratio de marge bénéficiaire légèrement inférieur.

  Le ratio de marge bénéficiaire est un reflet de la capacité de la direction de générer des revenus à partir des activités commerciales principales d'une entreprise.

Graphique B3.14

Ratios de marge bénéficiaire de certaines industries, 1991-2004



Source : Statistique Canada.

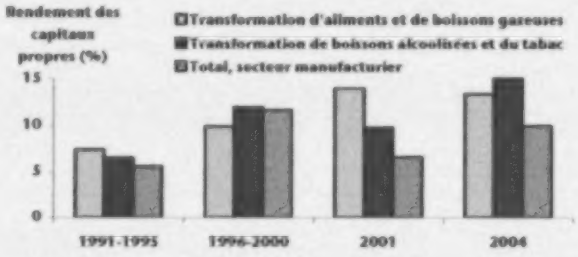
Nota : On trouvera une définition du ratio de marge bénéficiaire dans le glossaire.

- **En 2004, le rendement des capitaux propres était plus élevé dans le secteur de la transformation alimentaire et des boissons gazeuses que dans le secteur des industries manufacturières dans son ensemble.**

  Le rendement des capitaux propres est une mesure des profits qui seront versés aux propriétaires ou aux investisseurs; il est un indicateur de la rentabilité.

Graphique B3.15

Rendement des capitaux propres de certaines industries, 1991-2004



Source : Statistique Canada.

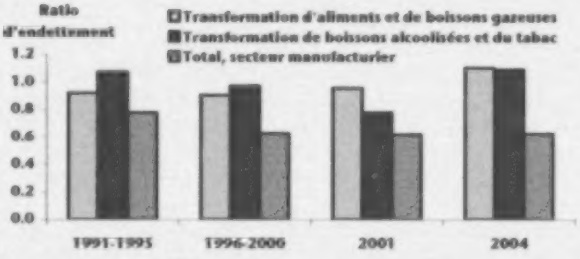
Nota : On trouvera une définition du ratio du rendement de l'avoir dans le glossaire.

- **Le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac a tendance à contracter beaucoup plus de dettes que le secteur des industries manufacturières en général, si l'on se fonde sur le ratio d'endettement.**

  Ce ratio compare la taille relative de la dette et les ressources investies par les propriétaires. Il indique dans quelle mesure une entreprise s'appuie sur des fonds empruntés pour financer ses activités.

Graphique B3.16

Ratio d'endettement de certaines industries, 1991-2004



Source : Statistique Canada.

Nota : On trouvera une définition du ratio d'endettement dans le glossaire.

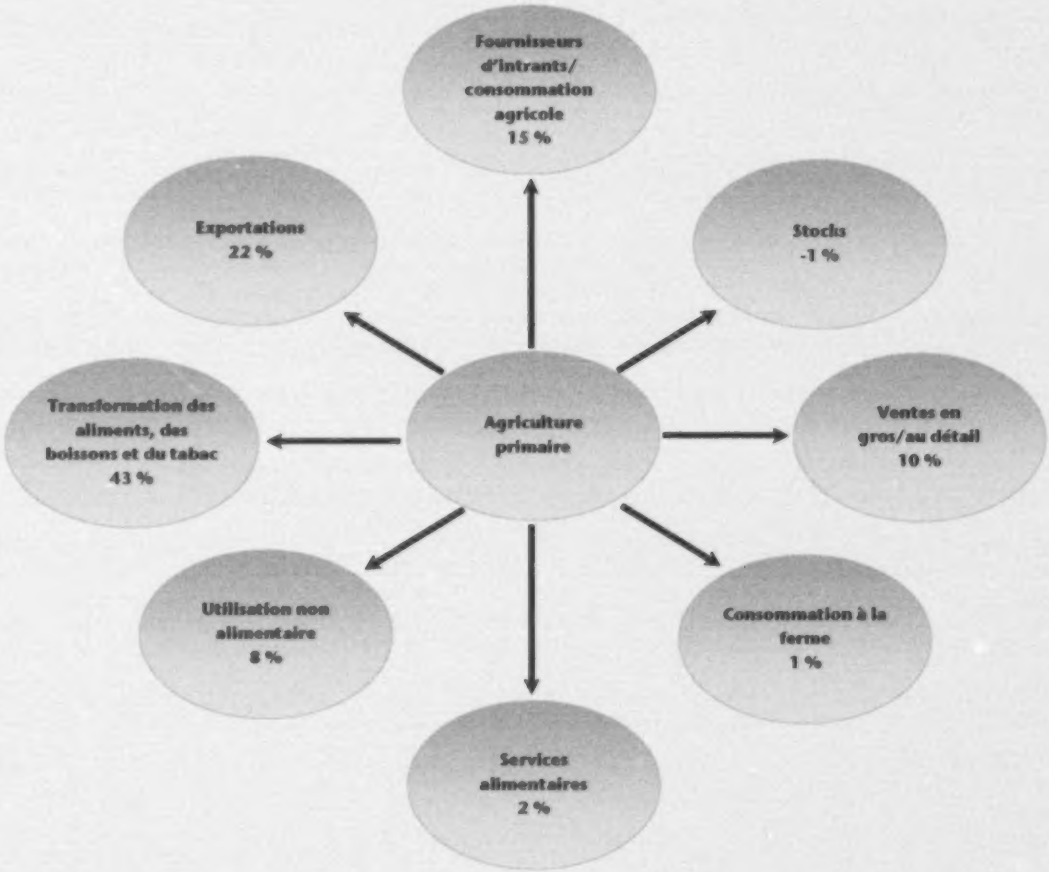
SECTION B4

Agriculture primaire

Les producteurs agricoles ont des liens directs avec tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement

- Les producteurs agricoles ont le choix pour vendre leurs produits. En 2002, une part de 22 % de la production agricole était exportée directement, une part de 43 % était destinée à la transformation alimentaire (dont une partie était aussi exportée), et une autre de 10 % à la distribution; enfin, une tranche de 15 % était consommée par le secteur agricole primaire.

Graphique B4.1
Répartition de la valeur de la production agricole, 2002



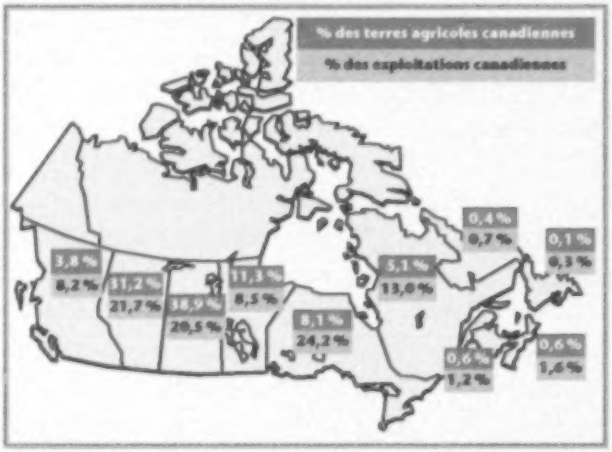
Source : Statistique Canada et AAC.

La production est très variée d'une région à l'autre du Canada

- **En 2001, le Canada comptait 167 millions d'acres de terres cultivées.**

Les provinces des Prairies totalisent 137 millions d'acres, soit à peu près 81 % des terres agricoles totales. La Colombie-Britannique, l'Ontario et le Québec comptent 29 millions d'acres, soit 17 % des terres agricoles totales. Les 2 % restants se trouvent dans la région du Canada atlantique.

Graphique B4.2
Part des terres agricoles et des exploitations agricoles de chaque province, 2001



Source : Statistique Canada.

- **La taille des exploitations agricoles varie selon les régions du Canada et elle dépend en grande partie du type de produits et des caractéristiques géographiques de l'exploitation**.

La taille moyenne des exploitations en Ontario, où l'agriculture est plus intensive, est d'environ 230 acres. La taille moyenne des exploitations de la Saskatchewan, où l'agriculture est plus extensive, est près de six fois supérieure et se situe à 1 300 acres.

Il y a plus d'exploitants que d'exploitations, du fait des partenariats et d'autres accords de copropriété.

Graphique B4.3
Nombre et taille des exploitations agricoles, 2001

	Terres agricoles (milliers d'acres)	Nombre d'exploitations	Taille moyenne des exploitations (acres)	Nombre d'exploitants	Nombre d'employés agricoles
Canada	**166 902**	**246 923**	**676**	**346 195**	**293 000**
T.-N.-L.	100	643	156	780	600
Î.-P.-É.	646	1 845	350	2 455	3 700
N.-É.	1 006	3 923	256	5 080	6 500
N.-B.	959	3 034	316	3 895	5 700
Qc	8 444	32 139	263	47 385	58 000
Ont.	13 507	59 728	226	85 015	75 400
Man.	18 784	21 071	891	28 795	25 500
Sask.	64 904	50 598	1 283	66 275	44 000
Alb.	52 059	53 652	970	76 195	49 900
C.-B.	6 393	20 290	315	30 320	23 500

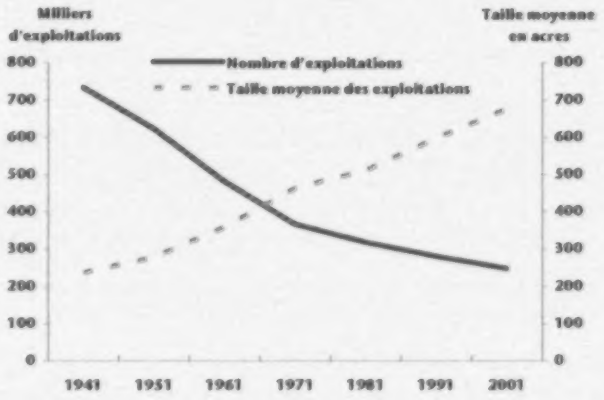
Source : Statistique Canada.

Nota : Les exploitants sont les personnes qui assurent le fonctionnement quotidien de l'exploitation. L'emploi est mesuré par grandes catégories d'activité. Si un exploitant agricole tire une grande partie de son revenu de travaux non agricoles, il n'est pas considéré comme exerçant un emploi agricole.

On observe une tendance générale à l'augmentation de l'envergure des activités et de la concentration

- **Au cours des 60 dernières années, la taille des exploitations a constamment augmenté;** une exploitation moyenne s'étend maintenant sur 676 acres. Cette augmentation de la taille est due en partie aux économies d'échelle liées à l'adoption de technologies à fort coefficient de capital.

Graphique B4.4
Nombre et taille des exploitations agricoles au Canada, 1941-2001

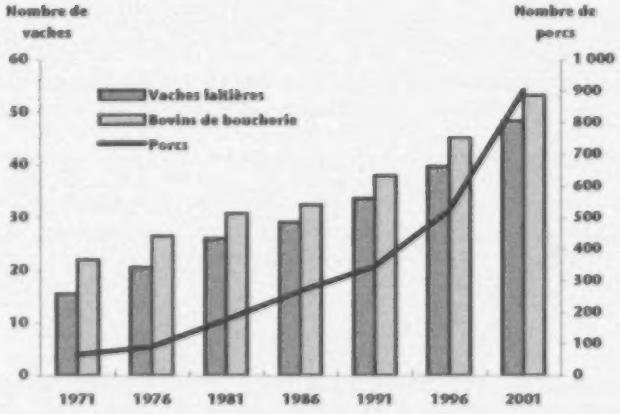


Source : Statistique Canada.

- **La taille des exploitations augmente aussi sur le plan de la taille des troupeaux.**

  Le nombre moyen de vaches laitières par exploitation a plus que triplé au cours des 30 dernières années, tandis que le nombre moyen de porcs par exploitation a été multiplié par plus de dix.

Graphique B4.5
Taille moyenne des troupeaux, 1971-2001



Source : Statistique Canada et AAC.

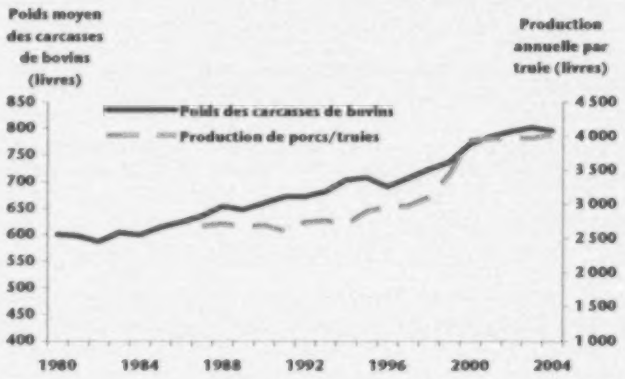
Les changements technologiques et l'amélioration des pratiques de gestion ont permis d'obtenir un meilleur rendement

- **Le rendement du bétail a augmenté grâce à la génétique, à la biotechnologie et aux meilleures pratiques de gestion.**

  Au cours des 20 dernières années, le poids des carcasses de bovins a augmenté de 33 %.

  Depuis 1990, les augmentations de la taille des portées, de la fréquence des portées par an et du poids des carcasses ont entraîné une hausse de 49 % de la production par truie.

Graphique B4.6
Rendement du bétail, 1980-2004



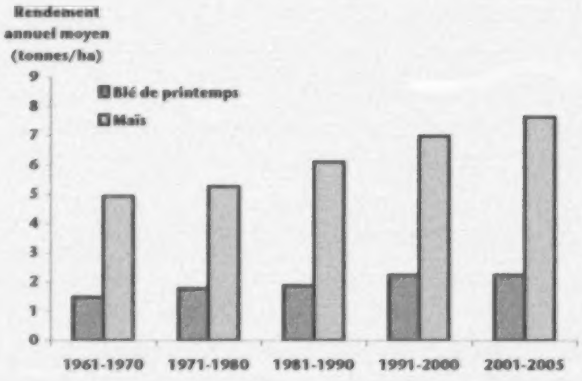
Source : Agence canadienne de classement du bœuf (poids moyen des carcasses de bovins) et Statistique Canada (production annuelle par truie).

Nota : Les données sur la production de porcs débutent en 1987.

- **Le rendement des cultures augmente aussi constamment en raison de l'amélioration des plantes.**

  Ces dernières années, toutefois, on a observé un ralentissement de cette croissance en raison de mauvaises conditions, comme des sécheresses et des infestations de sauterelles, notamment dans les régions de culture du blé de l'Ouest du Canada.

Graphique B4.7
Rendement du blé de printemps et du maïs, 1961-2005



Source : Statistique Canada.

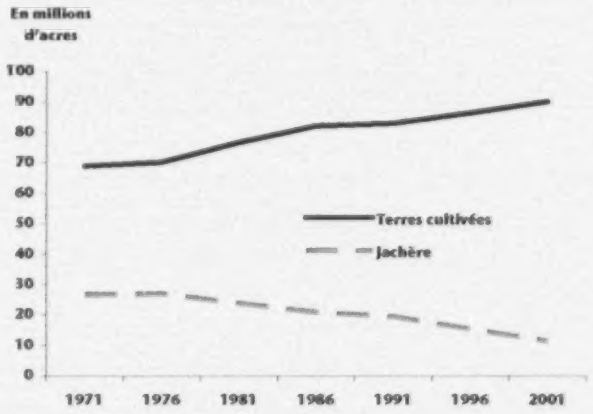
L'amélioration des technologies de gestion réduit les besoins de mise en jachère

- **Au cours des 30 dernières années, la surface en jachère dans les Prairies a fortement diminué, et les terres cultivées ont connu une augmentation correspondante.**

  Ce recul des jachères est attribuable à l'adoption de meilleures techniques d'exploitation et de gestion des terres.

Graphique B4.8

Utilisation des terres, 1971-2001



Source : Statistique Canada.

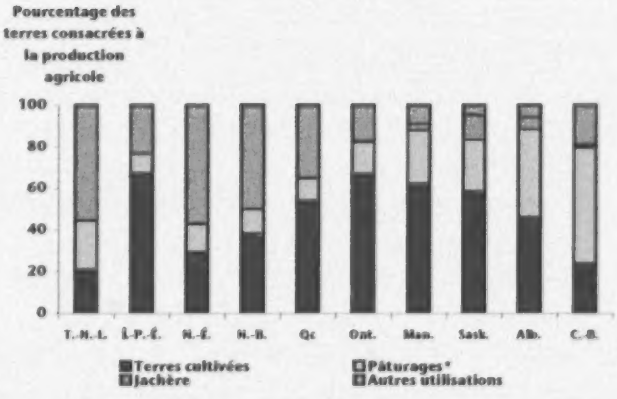
- **En 2001, 90 millions d'acres de terres agricoles étaient cultivées, 12 millions étaient en jachère et 12 millions étaient en prairies artificielles.** Les 53 millions d'acres restants étaient des pâturages marginaux ainsi que des terres à bois, des marécages, des tourbières et des terres ancestrales.

  L'Île-du-Prince-Édouard et l'Ontario consacrent la plus forte proportion de leurs terres agricoles totales à la culture. L'Alberta et la Colombie-Britannique y consacrent surtout des prairies naturelles et artificielles, tandis que la Saskatchewan et l'Alberta consacrent la plus grande partie de leurs terres à la jachère.

  Le recours à la jachère dans l'Est du Canada est très faible; il représente moins de ½ % des terres agricoles.

Graphique B4.9

Utilisation des terres, 2001



Source : Statistique Canada.

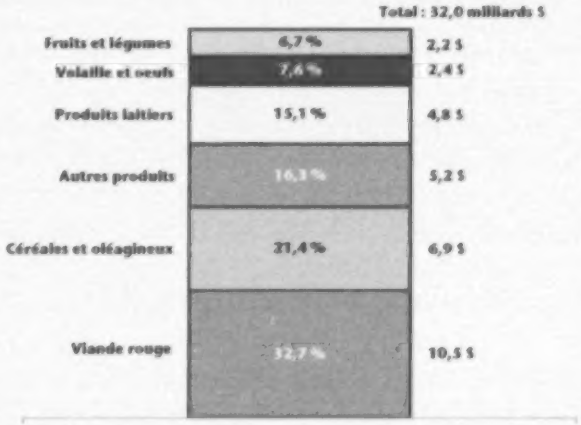
Nota : *Y compris les prairies artificielles (terres cultivées) et les pâturages marginaux (non cultivés).

Le Canada produit un éventail de denrées agricoles; leur importance relative varie selon les régions

- **En 2005, la viande rouge, les céréales, les oléagineux et les produits laitiers ont été les principaux produits agricoles. Ils ont généré près de 70 % des recettes totales des marchés agricoles.**

Graphique B4.10

Recettes des marchés agricoles par produit, 2005



Source : Statistique Canada.

- **L'importance des différentes catégories de produits varie d'une région à l'autre.**

  En Colombie-Britannique, les recettes des marchés s'équilibrent d'une catégorie à l'autre, mais les plus importantes sont les fruits et légumes, la floriculture et les pépinières.

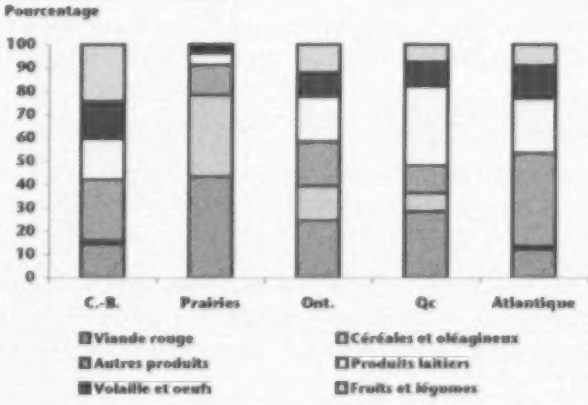
  Dans les Prairies, la viande rouge, les céréales et les oléagineux génèrent habituellement plus de 80 % des recettes commerciales.

  En Ontario et au Québec, la viande rouge et les produits laitiers dominent.

  Au Canada atlantique, les pommes de terre et les produits laitiers sont les denrées les plus importantes.

Graphique B4.11

Recettes des marchés agricoles régionaux par catégorie de produit, 2005



Source : Statistique Canada.

Les producteurs mettent sur le marché une part importante de leur production agricole par l'entremise de coopératives

- **En 2003, les coopératives ont assuré la mise en marché de 8,9 milliards de dollars de produits agricoles canadiens.**

Les agriculteurs utilisent les coopératives pour assurer la mise en marché en commun de leurs produits. Il existe au Canada près de 300 coopératives agricoles constituées en sociétés. Elles représentent près de 87 000 membres et comptent plus de 27 000 employés. En 2003, les coopératives au Canada ont assuré la mise en marché de plus de 40 % de la production laitière, de plus de la moitié de la production de volaille et d'œufs et de près de 30% de la production de miel et de produits de l'érable.

Les recettes des activités de mise en marché des coopératives ont diminué ces dernières années en raison des désinvestissements et des démutualisations dans le secteur. En 2000, le Syndicat du blé de la Saskatchewan, la principale coopérative agricole, a cédé ses intérêts dans trois exploitations d'élevage. En 2001, Agrifoods International Cooperative Ltd., une grande coopérative laitière, a vendu la plupart de ses installations de transformation à une entreprise privée. Aussi en 2001, Agricore Co-operative a fusionné avec United Growers Limited (UGG) pour devenir une entreprise privée - Agricore United.

La saison des récoltes de 2003 a subi les effets négatifs d'une grave sécheresse qui a principalement touché le secteur des céréales et des oléagineux de l'Ouest canadien.

Graphique B4.12
Ventes de produits agricoles par les coopératives, 2003

Classement	Ventes assurées par les coopératives (en millions $)	Part de marché des coopératives (%)
Produits laitiers	3 177	39
Bétail et porcs	2 032	22
Volaille et oeufs	1 458	57
Céréales et oléagineux	1 082	22
Fruits et légumes	233	8
Miel et produits de l'érable	138	28
Total	**8 885**	

Source : Secrétariat aux coopératives et Statistique Canada.

Nota : 1) La part de marché est calculée à partir du prix à la production.
2) Le total des ventes des coopératives comprend les autres recettes commerciales.

Certains secteurs sont fortement axés sur les exportations, mais pas tous

- **Les producteurs de céréales et d'oléagineux ont toujours beaucoup dépendu des exportations.**

  En 2002, les céréaliers ont réalisé 33 % de leurs recettes grâce aux exportations, une baisse par rapport à une proportion d'environ 50 % en 2001. La baisse de la production, due à la sécheresse explique la diminution de la part des recettes des céréaliers liées aux exportations. En 2003, l'augmentation de la production de céréales a permis aux recettes de rebondir et d'atteindre 40 % sur les marchés d'exportation. Par contre, en 2004, la part des recettes d'exportation des céréales et des oléagineux a été légèrement inférieure par rapport à 2003 en raison des stocks plus importants et de la consommation nationale.

  La dépendance des producteurs de viande rouge à l'égard des exportations a presque doublé au cours de la dernière décennie. Par contre, la part destinée aux exportations a légèrement diminué en 2003 et 2004 en raison de l'ESB.

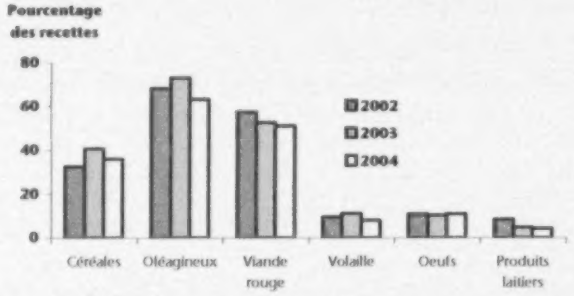
  Les exportations de volaille ont chuté légèrement en 2004 en raison de l'épidémie de grippe aviaire en Colombie-Britannique.

  Le règlement de l'Organisation mondial du commerce (OMC) adopté en 2002 sur le lait d'exportation commercial ainsi que les limites imposées par l'OMC en matière d'exportation des produits subventionnés ont contribué à la baisse de la dépendance à l'égard des exportations de produits laitiers depuis ce temps.

- **Dans l'ensemble, les producteurs agricoles du Canada dépendent beaucoup plus des exportations que leurs homologues des États-Unis et de l'UE des 15.**

Graphique B4.13

Part des recettes agricoles provenant des exportations, 2002, 2003 et 2004

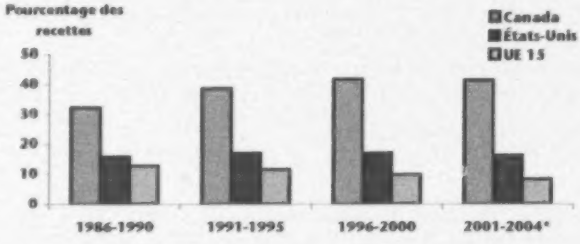


Source : Statistique Canada et AAC.

Nota : On calcule la dépendance aux exportations en fonction des volumes de façon à annuler la différence entre le prix à l'exportation et le prix à la ferme. La dépendance à l'exportation des producteurs de céréales et d'oléagineux est calculée en fonction de l'année agricole; celle des producteurs laitiers, en fonction de l'année laitière.

Graphique B4.14

Part des recettes agricoles provenant des exportations, pour le Canada, les États-Unis et l'UE 15, 1986-2004



Source : Statistique Canada, OCDE et AAC.

Nota : On calcule la dépendance aux exportations à partir de la valeur de la moyenne pondérée de la production des produits suivants, absorbée sur les marchés d'exportation : blé, céréales secondaires, oléagineux, bœuf, porc, produits laitiers et volaille. Ces denrées représentent environ la moitié de la production agricole totale de l'UE 15, 60 % de celle des États-Unis et 75 % de celle du Canada. *La moyenne pour l'UE des 15 est disponible uniquement pour 2001-2002.

Les exploitants diversifient la composition de leur production

- **Les exploitants diversifient la composition de leur production afin d'augmenter la valeur ajoutée et de répartir le risque.**

  Dans les Prairies, la part des recettes commerciales représentée par les céréales a décliné de 37 % en 1988 à environ 21 % en 2005; elle s'accompagne d'une hausse correspondante de la part de la viande rouge et des cultures spéciales.

  La baisse des prix des céréales et les réformes nationales, comme l'abolition de la *Loi sur le transport du grain de l'Ouest* en 1995, ont permis aux régions de devenir plus concurrentielles dans la production porcine et l'alimentation du bétail en raison de la disponibilité des céréales fourragères.

- **Si l'on examine la part des recettes liées à l'exportation des produits, on constate que, dans les Prairies où la production céréalière est en baisse, la diversification est encore plus radicale.**

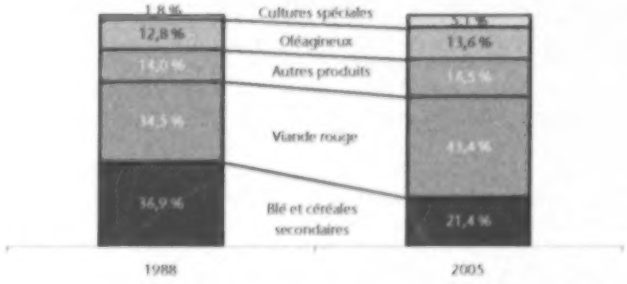
  L'augmentation de la part réservée à la viande rouge est notable, en hausse constante jusqu'à la crise de l'ESB en 2003.

  La part de blé destinée à l'exportation a beaucoup diminué; elle est passée de 70 % en 1988 à 30 % en 2005.

- **La production de produits biologiques augmente également. Au cours des six dernières années, le nombre de producteurs biologiques certifiés a augmenté d'environ 70 % et le nombre d'acres de terres agricoles destinées aux cultures biologiques a triplé.**

Graphique B4.15

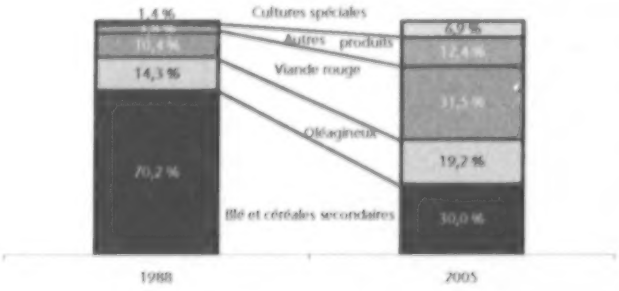
Évolution des recettes agricoles dans la région des Prairies par type de produit, 1988 et 2005



Source : Statistique Canada et AAC.

Graphique B4.16

Évolution des exportations des Prairies par type de produit, 1988 et 2005



Source : Statistique Canada et AAC.

Graphique B4.17

Nombre de producteurs biologiques certifiés, 1999-2004

	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Nombre de producteurs certifiés	2 321	2 981	3 236	3 170	3 317	3 670
Nombre d'exploitations en transition	304	312	>277	>199	>250	>258
Nombre d'acres en production biologique	>435 800	>839 250	>1 064 000	1 181 921	1 261 959	1 483 360

Source : Canadian Organic Growers Inc., Organic Statistics 2004, CANADA et The Canadian Organic Grower magazine, divers numéros.

Le revenu agricole commercial a augmenté en 2005

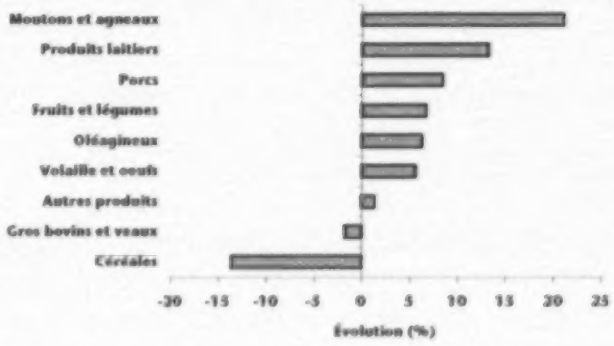
- **En 2005, le revenu agricole commercial a été plus élevé de 4 % par comparaison à la moyenne des cinq dernières années.**

La réouverture de la frontière américaine aux ruminants vivants en juillet 2005 s'est traduite par une reprise des exportations de bétail et de veau et un certain rétablissement des dommages causés par l'ESB, mais à la fin de 2005, le revenu agricole commercial était inférieur de 2 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années (voir les graphiques A2.10 et A2.11).

Par rapport à la moyenne des cinq années précédentes, les recettes liées céréales et aux oléagineux ont chuté de 14 % en raison d'une pression à la baisse sur les prix attribuable à l'abondance des réserves de céréales et à la force du dollar canadien.

Graphique B4.18

Recettes des marchés agricoles par produit en 2005 par rapport à la moyenne des cinq années précédentes



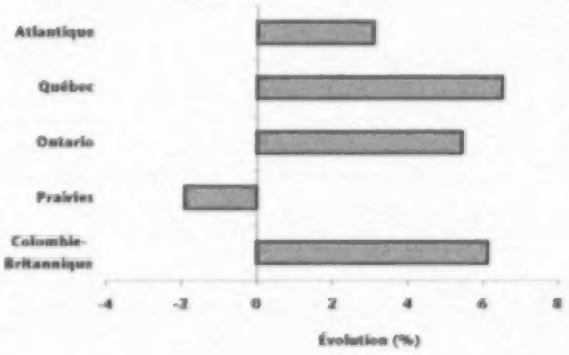
Source : Statistique Canada.

- **Par rapport aux autres régions, les Prairies ont connu un rétablissement des recettes moins important en raison de la persistance des effets de l'ESB et du bas prix des céréales.**

La Colombie-Britannique a connu une croissance relative en 2005 grâce à la vigueur de son secteur des fruits et légumes et à la reprise du secteur de la volaille après la flambée de grippe aviaire de 2004.

Graphique B4.19

Recettes des marchés agricoles par région en 2005 par rapport à la moyenne des cinq années précédentes

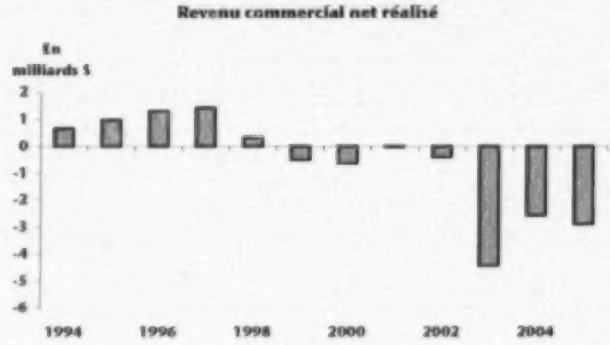


Source : Statistique Canada.

Les paiements au titre de programmes aident à surmonter le faible revenu commercial

- **Le revenu agricole net réalisé a augmenté entre 2003 et 2005, mais il correspond toujours à une diminution des recettes agricoles.** Cette situation est le résultat des difficultés permanentes en raison de l'ESB, de céréales de mauvaise qualité et de la hausse des prix mondiaux du pétrole.

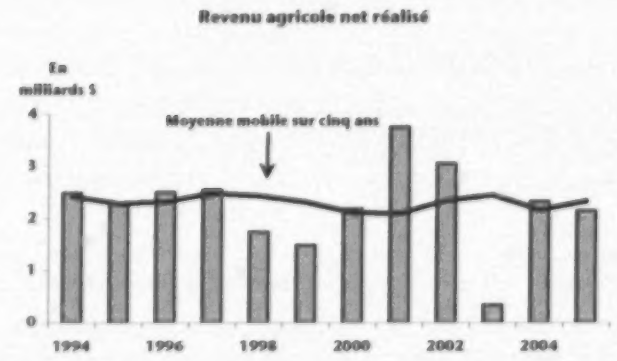
Graphique B4.20
Revenu agricole net réalisé total, 1994-2005



- Les paiements au titre de programmes ont atteint un niveau record pour s'établir à 5 milliards de dollars en 2005.

- **Le revenu net réalisé pour l'ensemble de l'agriculture primaire était de 2,1 milliards de dollars en 2005.**

  Toutefois, en ce qui concerne le revenu, la situation variera d'un producteur à un autre selon la denrée produite, la taille de l'exploitation et la situation financière.



Source : Statistique Canada et AAC.

Le revenu des familles agricoles peut se comparer à celui des familles non agricoles

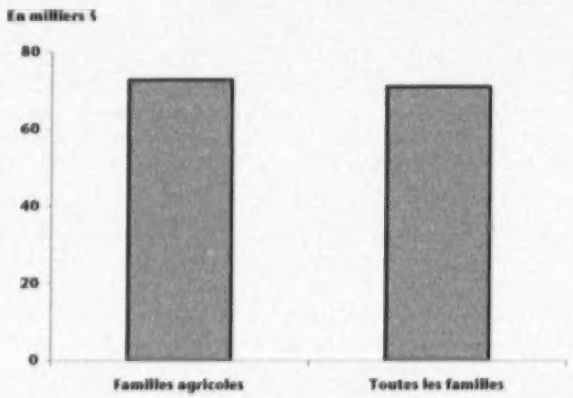
- **La plupart du temps, le revenu moyen des familles agricoles est comparable au revenu moyen perçu par les familles non agricoles.**

  En 2003, le revenu moyen total d'une famille agricole, toutes sources confondues, était de 72 791 $; celui des familles canadiennes moyennes était de 71 016 $.

  Le revenu tiré d'une petite ou d'une moyenne exploitation agricole est souvent légèrement en dessous de la moyenne du revenu des familles non agricoles; les familles qui ont une grande exploitation ont en général un revenu supérieur à la moyenne.

  Le revenu des familles agricoles représente la somme du revenu total de l'exploitant et des membres de sa famille. Il comprend les sources de revenu agricoles et autres.

Graphique B4.21
Revenu familial moyen, 2003

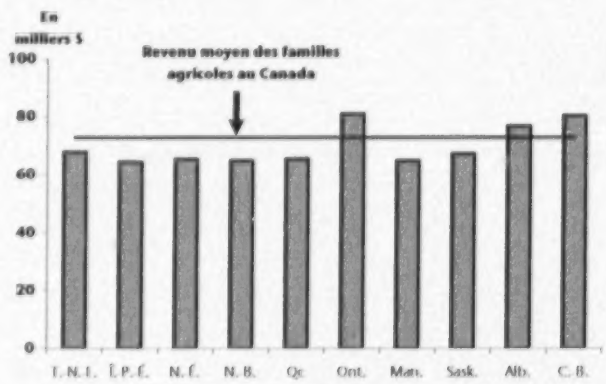


Source : Statistique Canada.

- **Les exploitants agricoles de l'Ontario, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique gagnent, en moyenne, un revenu supérieur à la moyenne canadienne $.**

  Dans l'ensemble, les exploitants agricoles de l'Île-du-Prince-Édouard, de l'Ontario et de l'Alberta ont gagné un revenu supérieur à cette moyenne.

Graphique B4.22
Revenu moyen des familles agricoles par province, 2003



Source : Statistique Canada.

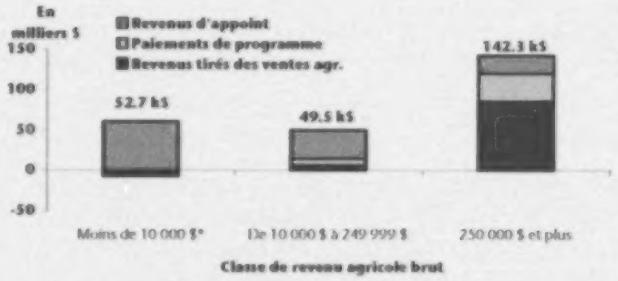
Les revenus tirés d'une activité non agricole représentent une part importante du revenu des familles agricoles

- **En 2003, le revenu hors ferme équivalait à seulement 0,79 $, en moyenne, par dollar gagné par l'ensemble de la famille.**

  Les petites et moyennes exploitations n'ont pas l'envergure suffisante pour que le revenu agricole apporte une contribution significative au revenu familial total. Pour ces familles agricoles, le revenu non agricole est encore plus important pour leur niveau de vie, puisqu'il génère la quasi totalité de leur revenu.

Graphique B4.23

Revenu moyen des familles agricoles par source de revenu, 2002



Source : Statistique Canada et AAC.

Nota : Les données de 2000 son utilisées pour la classe de revenu inférieure à 10 000 $.

- **C'est en Colombie-Britannique que l'on relève la plus importante proportion d'exploitants agricoles qui tirent un revenu de sources non agricoles (86 %). Ils sont suivis par ceux de l'Alberta (85 %), puis de l'Ontario et Terre-Neuve- et- Labrador (81 %).**

  Les agriculteurs du Québec (62 %) et du Manitoba (71 %) étaient beaucoup moins nombreux que les exploitants des autres provinces à tirer un revenu de sources non agricoles.

Graphique B4.24

Revenu de sources non agricoles et revenu net d'exploitation des familles agricoles par province, 2003

	Revenus d'appoint	Revenu d'exploitation net	Revenu hors ferme comme pourcentage du total
Canada	57 370	15 463	78,8 %
T.-N.-L.	54 837	13 003	80,8 %
Î.-P.-É.	48 981	15 438	76,0 %
N.-É.	48 248	17 101	73,8 %
N.-B.	45 151	19 566	69,8 %
Qc	40 604	24 662	62,2 %
Ont.	65 613	15 192	81,2 %
Man.	45 960	18 842	70,9 %
Sask.	53 256	13 890	79,3 %
Alb.	65 359	11 341	85,2 %
C.-B.	68 863	11 389	85,8 %

Source : Statistique Canada.

- **La mesure de faible revenu (MFR) se définit comme étant la moitié (50 %) du revenu familial moyen ajusté selon la taille de la famille et sa composition.**

  Dans l'ensemble, sans tenir compte de la source de revenu, seulement 15 % des familles agricoles ont un revenu inférieur à la MFR.

  La proportion de familles déclarant un revenu agricole net négatif et supérieur à la MFR est passée de 23 % à 35 %.

Graphique B4.25

Distribution des familles agricoles, 2003

	RNA (%)		
Revenu familial total	Négatif	Positif	Total
Sous la MFR	8,0	7,0	15,0
Au-dessus de la MFR	35,0	50,0	85,0
Total	43,0	57,0	100,0

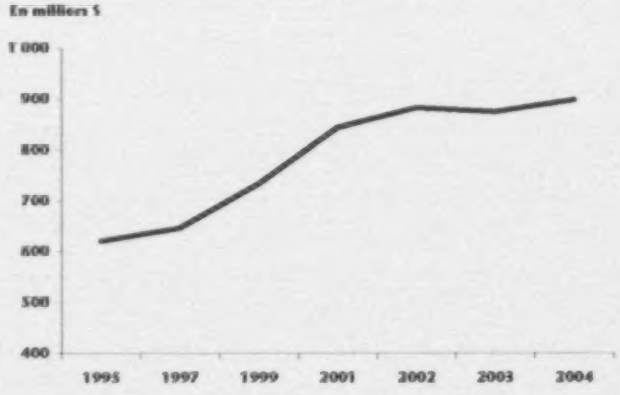
Source : Statistique Canada, La banque de données administratives longitudinales (DAL).

La valeur nette des ménages agricoles est plus élevée que celle des ménages canadiens moyens et elle augmente au fil du temps

- **La valeur nette totale des exploitations agricoles a continué d'augmenter au cours des dernières années, après avoir connu une légère diminution en 2003.** En 2004, la valeur nette totale d'une exploitation agricole atteignait 898 000 $, soit 3 % de plus qu'en 2002.

Graphique B4.26

Valeur nette moyenne d'une exploitation agricole, 1995-2004

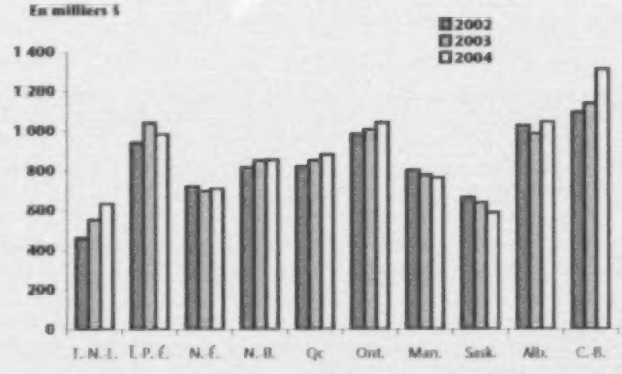


Source : Statistique Canada et AAC.

- **La tendance en termes de valeur nette varie d'une province à l'autre.** Au Manitoba, en Saskatchewan et à l'Île-du-Prince-Édouard la valeur nette a chuté, tandis que dans la région centrale du Canada et en Colombie Britannique, la tendance à la hausse de ces dernières années se poursuit.

Graphique B4.27

Valeur nette moyenne d'une exploitation agricole par province, 2002, 2003 et 2004



Source : Statistique Canada et AAC.

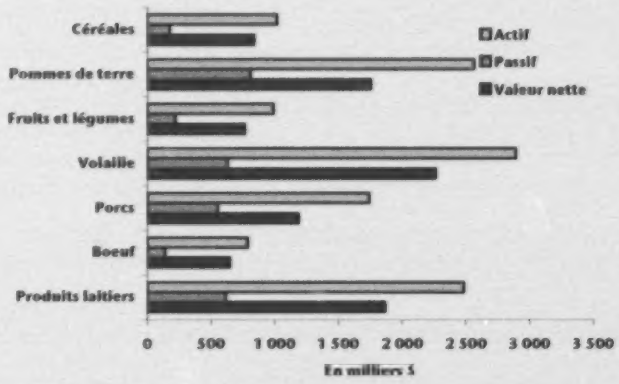
La valeur nette des exploitations varie d'un secteur à l'autre

- **En moyenne, les élevages de volaille et de porc ainsi que les producteurs de pommes de terre et de produits laitiers enregistrent la valeur nette la plus élevée (entre 1,2 et 2,3 millions de dollars en 2004).**

  En moyenne, les exploitations de pommes de terre sont les plus endettées (environ 810 000 $ par exploitation), suivies des exploitations laitières, porcines et avicoles (630 000 $ et 560 000 $ respectivement).

Graphique B4.28

Moyenne de l'actif, du passif et de la valeur nette par type d'exploitation, 2004

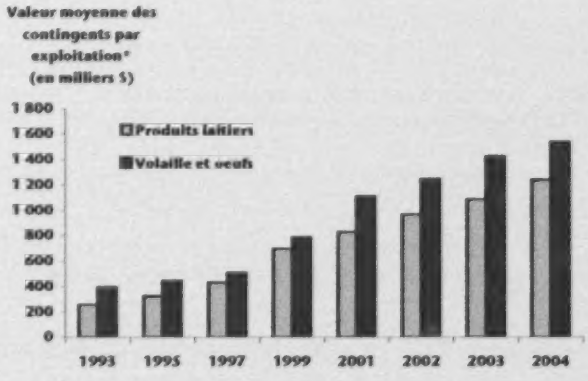


Source : Statistique Canada et AAC.

- **Les valeurs des contingents dans les industries à offre réglementée ont fortement augmenté ces dernières années.** En 2004, la valeur du contingent de l'exploitation laitière moyenne était d'environ 1,2 million de dollars, et celle de l'exploitation avicole, d'environ 1,5 million de dollars, ce qui représente 50 % et 53 % de leurs actifs respectifs. Cette tendance s'explique par l'augmentation de la valeur des contingents par animal et par l'augmentation du nombre d'animaux par exploitation.

Graphique B4.29

Valeurs moyennes des contingents des exploitations à offre réglementée, 1993-2004



Source : Statistique Canada et AAC.

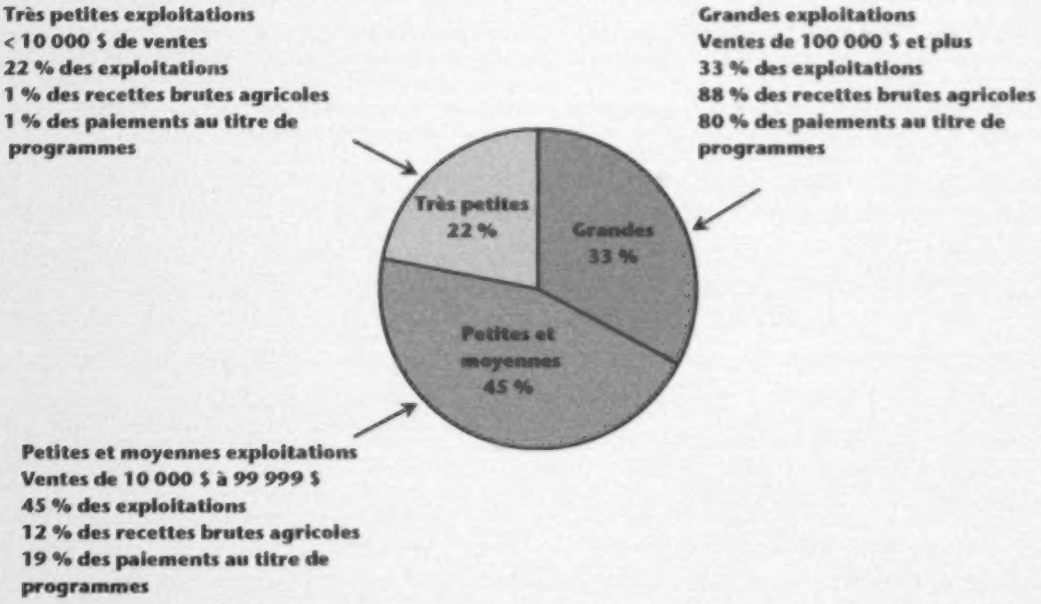
Nota : *Valeur marchande.

Les grandes exploitations agricoles génèrent la plus grande partie de la production

- **Le tiers seulement des exploitations recensées sont considérées comme grandes, avec des ventes égales ou supérieures à 100 000 $, mais ces exploitations réalisent près de 90 % de la production agricole et perçoivent 80 % des paiements au titre de programmes agricoles.**

Les petites et moyennes exploitations représentent près de la moitié des exploitations au Canada, mais elles génèrent seulement 12 % de la production et perçoivent la quasi totalité des 20 % restants des paiements au titre de programmes.

Graphique B4.30
Répartition des 247 000 exploitations agricoles canadiennes par revenu brut, 2001



Source : Statistique Canada.

Les exploitants agricoles n'ont pas tous les mêmes motivations

- **Les exploitations agricoles peuvent aussi être classées dans des catégories fondées sur l'âge, la motivation commerciale ou la situation financière de l'exploitant.**

  - Près du tiers des exploitations sont gérées par des retraités ou des personnes en quête d'un mode de vie différent.

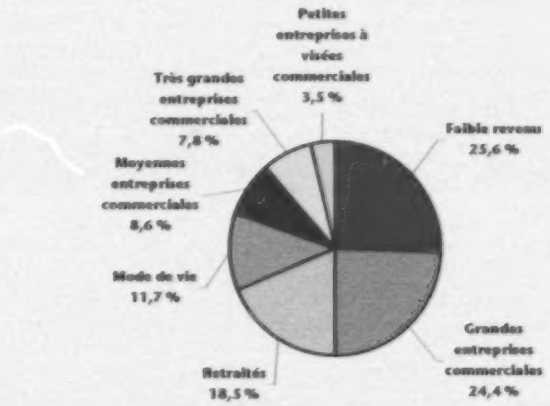
  - Une autre tranche de 37 % comprend les exploitations qui dégagent un revenu familial total inférieur à 35 000 $.

  - Toutes les autres exploitations peuvent être classées en fonction de l'envergure de leurs activités, en allant des petites fermes aux très grandes exploitations.

Remarque : cette classification a changé par rapport aux années antérieures, par conséquent, la distribution ne peut se comparer à celle des années précédentes.

Graphique B4.31

Répartition des exploitations dont le revenu agricole brut est d'au moins 10 000 $, par type, 2004



Source : Statistique Canada et AAC.

Nota : Exploitations dont le revenu agricole brut est d'au moins 10 000 $.

	Typologie	Définitions
De 10 000 $ à 249 999 $	**Retraités (petite)**	Exploitations familiales agricoles (revenus bruts entre 10 000 $ et 249 999 $). L'exploitant le plus âgé a 60 ans ou plus et touche un revenu de pension. Aucun enfant ne participe aux activités quotidiennes de l'exploitation agricole
	Mode de vie	Petites exploitations familiales agricoles (revenus bruts de 10000 $ à 49 999 $) et dont le revenu hors ferme est de 50 000 $ et plus
	Petites entreprises à visées commerciales	Revenus bruts de 10 000 $ à 49 999 $ et dont le revenu familial total est de 35 000 $ +
	Moyennes entreprises commerciales	Revenus bruts de 50 000 $ à 99 999 $ et dont le revenu familial total est de 35 000 $ +
	Grandes entreprises commerciales	Revenus bruts de 100 000 $ à 249 999 $ et dont le revenu familial total est de 35 000 $ +
	Faible revenu (petite)	Exploitations familiales (excl. de retraite et d'agrément) dont le revenu familial total est inférieur à 35 000 $
250 000 $ et plus	**Retraités (grande)**	Identique à ci-dessus, mais avec un revenu brut de 250 000 $ et plus. L'exploitant le plus âgé a 60 ans ou plus et touche un revenu de pension. Aucun enfant ne participe aux activités quotidiennes de l'exploitation agricole
	Plus grande entreprises commerciales	Revenus bruts de 250 000 $ à 499 999 $ et dont le revenu familial total est de 35 000 $ +
	Très grandes entreprises commerciales	Revenus bruts de 500 000 $ et plus et dont le revenu familial total est de 35 000 $ +
	Faible revenu (grande)	Exploitations familiales (excl. de retraite) dont le revenu familial total est inférieur à 35 000 $

Le revenu agricole varie selon la typologie dans une même catégorie de revenus

- **Le revenu d'exploitation net moyen (revenu agricole brut - total des dépenses) pour le groupe des moins de 250 000 $ était en 2004 de 6 375 $ et de 106 696 $ pour la catégorie de revenus de plus de 250 000 $.**

Les exploitations de retraite dans les deux catégories de revenus génèrent des revenus d'exploitation nets positifs. Les exploitations de retraite dans la catégories des revenus de 250 000 $ et plus génèrent les revenus d'exploitation nets les plus élevés de toutes les catégories d'exploitation.

Les exploitations d'agrément et celles à faible revenu ont déclaré des pertes en 2004.

Graphique B4.32
Farm Typology Data, 2004

Cat. de revenu brut	Typologie	Nombre de fermes	Revenu agricole brut** (A)	Total des dépenses de la ferme (B)	Paiements de prog. part revenant à la famille*** (C)	Revenu marchand part revenant à la famille*** (D)	Salaires et traitements provenant de la ferme accordés à la famille (E)	Revenu hors ferme (F)	Revenu familial total (G=C+D+E+F)
De 10 000 $ à 249 999 $	Retraités (petite)	27 002	55 531	51 842	6 616	3 147	1 743	29 861	35 073
	Mode de vie	18 295	25 285	33 051	3 201	-10 921	823	90 456	83 559
	Faible revenu* (petite)	34 804	79 415	87 970	10 546	-19 072	2 051	13 493	7 018
	Petites entreprises à visées commerciales	5 462	27 710	20 265	4 259	2 945	868	37 471	45 543
	Moyennes entreprises commerciales	13 426	71 754	60 251	8 806	2 302	2 404	61 637	75 149
	Grandes entreprises commerciales	21 899	166 741	124 425	17 277	23 300	7 918	40 509	89 004
	Total	120 889	78 430	72 055	9 799	3 237	2 845	40 121	49 027
250 000 $ et plus	Retraités (grande)	2 008	571 522	490 253	41 780	35 664	18 835	29 796	126 076
	Faible revenu* (grande)	5 420	624 087	699 955	41 219	-108 560	15 055	13 758	-38 528
	Plus grande entreprises commerciales	16 403	346 752	262 190	26 387	52 756	18 145	32 298	129 586
	Très grandes entreprises commerciales	12 208	1 156 516	934 843	51 705	137 146	46 318	24 007	259 177
	Total	36 039	675 290	568 593	38 052	56 129	27 262	26 562	148 005

Source : Statistique Canada et AAC.

Nota : * Les exploitations agricoles à faible revenu comprennent celles dont le revenu familial est inférieur à 35 000 $ (excl. de retraite et d'agrément).

** Le revenu agricole brut comprend les paiements du gouvernement.

*** La part de la famille est basée sur la proportion de l'exploitation appartenant à la famille.

Les résultats des exploitants agricoles sont variables

- **Les résultats financiers varient d'un exploitant à l'autre, même parmi les producteurs ayant une taille d'exploitation et une spécialisation identiques.** Ces différences de résultats sont cohérentes dans le temps.

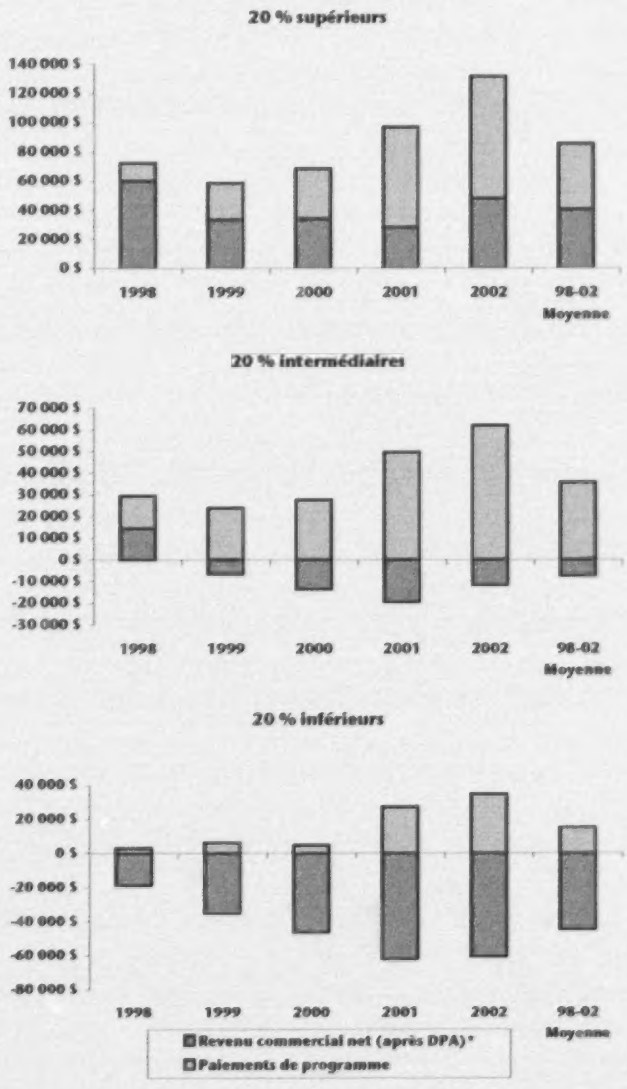
Les exploitants qui affichent les meilleurs résultats génèrent toujours des profits, quelles que soient les conditions du marché. Ils tirent la plus grande partie de leur revenu du marché.

Le groupe intermédiaire génère quelquefois des profits, mais, en moyenne, leur revenu commercial net est peu élevé et il compte sur les paiements au titre de programmes pour sa survie.

Les exploitations qui réussissent le moins bien sont toujours déficitaires; les exploitants comptent énormément sur les gros paiements au titre de programmes gouvernementaux.

Graphique B4.33

Revenu net des grandes exploitations canadiennes de céréales et d'oléagineux, 1998-2002



Source : Base de données CSRN.

Nota : *DPA – Déduction pour amortissement.
On a classé les exploitations selon leur revenu net moyen des cinq années. Les graphiques visent trois échantillons établis à partir de cette moyenne. On a ensuite recueilli, pour chacune des cinq années, les données relatives aux producteurs de chaque échantillon.

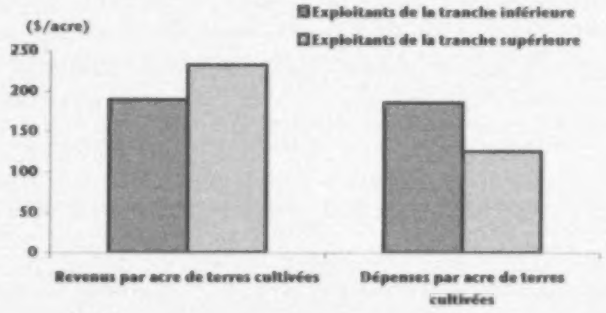
Des revenus plus élevés et l'efficacité du contrôle des coûts font la différence entre les exploitations les plus rentables et les moins rentables

- **Les exploitations les mieux gérées maximisent les revenus et contrôlent les coûts.** Les exploitations agricoles de haut rendement dégagent des revenus plus élevés par acre de terres cultivées et des dépenses inférieures que les exploitations moins rentables.

  Remarque : la classification des exploitations les plus et les moins rentables s'appuie sur la marge bénéficiaire (revenu d'exploitation moyen/revenu agricole brut). Pour ce graphique seulement, les grandes exploitations sont celles dont le revenu agricole brut se situe entre 100 000 $ et 500 000 $ avec un revenu familial de 35 000 $ et plus. De telles exploitations se trouvent en Saskatchewan, au Manitoba et en Alberta.

Graphique B4.34

Recettes et dépenses des grandes exploitations dans les Prairies axées sur la production de céréales et d'oléagineux, 2004



Source : Statistique Canada et AAC.

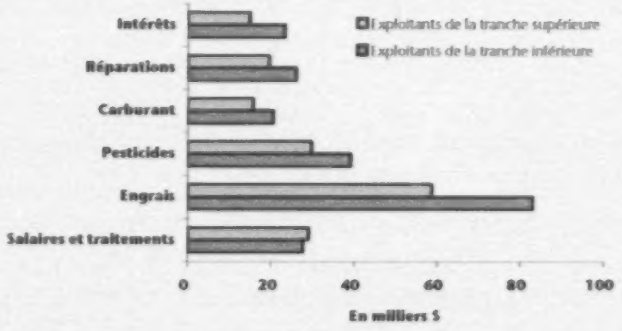
Nota : Exploitants qui constituent respectivement la tranche de 20 % supérieure et inférieure.

- **Le contrôle des coûts a tendance à réduire tous les types de dépenses d'une exploitation agricole.**

  Celles qui réussissent le mieux rapportent des dépenses moyennes plus basses que celles qui réussissent le moins bien.

Graphique B4.35

Dépenses moyennes de certaines grandes exploitations de céréales et d'oléagineux du Manitoba, 1998-2002



Source : Base de données CSRN et AAC.

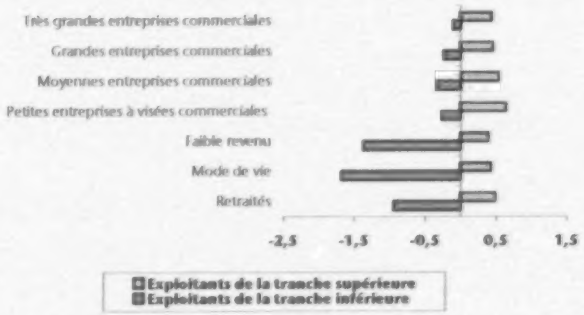
Nota : Exploitants qui constituent respectivement la tranche de 20 % supérieure et inférieure.

Les petites exploitations peuvent être aussi rentables que les grandes

- **La taille de l'exploitation n'est pas un frein à la rentabilité financière.** Les exploitants qui réussissent le mieux dans une petite exploitation obtiennent un ratio de marge brute comparable à celui des exploitants qui réussissent le mieux dans les grandes exploitations.

Graphique B4.36

Ratios de marge bénéficiaire brute réalisés par les exploitants de la tranche supérieure et de la tranche inférieure, par type d'exploitation, 2004



Source : Statistique Canada et AAC.

Nota : Le ratio de marge bénéficiaire brute exprime le rapport entre la marge nette de l'exploitation et son revenu agricole brut.
Exploitants qui constituent respectivement la tranche de 20 % supérieure et inférieure.

SECTION B5

Fournisseurs d'intrants et de services agricoles

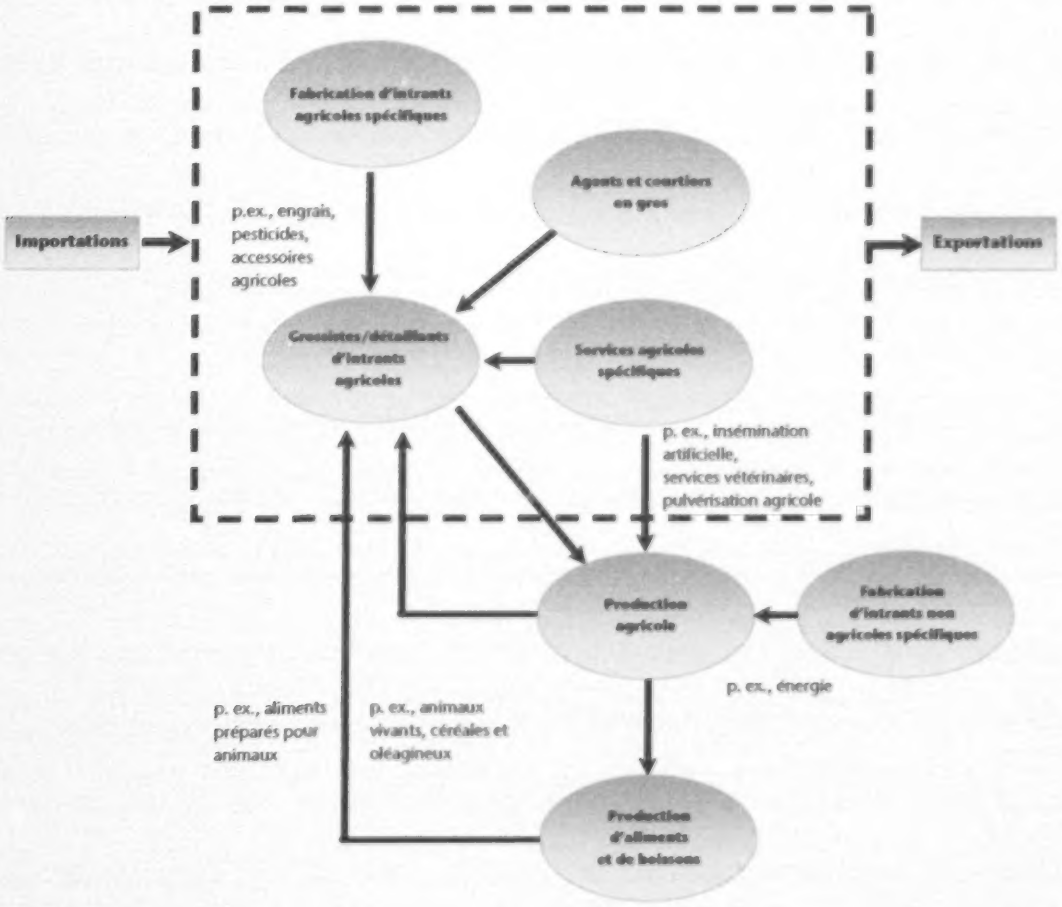
Les fournisseurs d'intrants constituent une chaîne de valeur complète

- **Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles spécifiques forment une chaîne de valeur complète dans le système agricole et agroalimentaire qui englobe les activités de fabrication, les services et la vente au détail et en gros.** Ils approvisionnent et soutiennent l'agriculture primaire et font également office d'acheteurs pour les industries en aval (p. ex., aliments préparés pour animaux achetés aux moulins à grains et à oléagineux, ou veaux d'engraissement achetés aux élevages de vaches allaitantes).

  Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles sont hétérogènes, allant d'entreprises multinationales qui fabriquent des machines et des instruments agricoles aux petites entreprises locales qui vendent de la pâture et des pesticides, et de courtiers internationaux en produits aux petits fournisseurs qui travaillent à l'unité.

Graphique B5.1

Chaîne de valeur des fournisseurs d'intrants et de services agricoles spécifiques

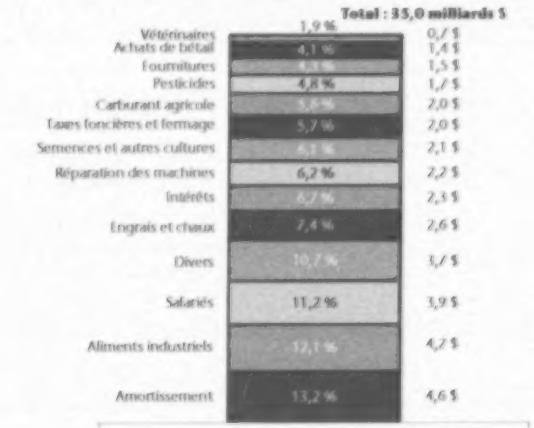


Globalement, les prix des intrants augmentent régulièrement

- **En 2005, les producteurs agricoles ont consacré près de 30,4 milliards de dollars aux dépenses d'exploitation après remises** et ils ont engagé des dépenses d'amortissement de 4,6 milliards de dollars.

  Le premier poste de dépenses concerne les aliments industriels (4,2 milliards de dollars), suivi des salariés (3,9 milliards de dollars).

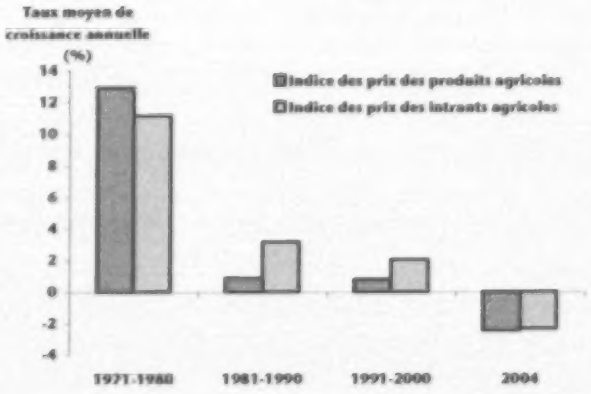
Graphique B5.2
Dépenses des exploitations agricoles, 2005



Source : Statistique Canada.

- **Depuis 1981, la hausse des prix des produits agricoles n'a pas suivi la hausse des prix des intrants agricoles.** Le taux de croissance négatif des prix des produits en 2003 est en partie attribuable à l'ESB.

Graphique B5.3
Prix des intrants agricoles et prix des produits agricoles, 1971-2004



Source : Statistique Canada.

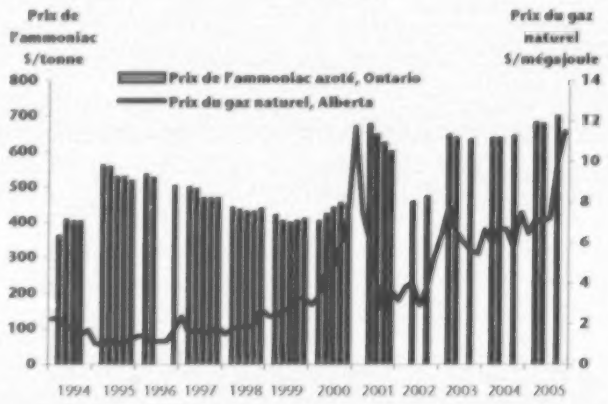
Les améliorations relatives aux intrants et les techniques agronomiques en évolution ont contribué à la hausse des coûts des intrants

- **Les prix du gaz naturel se répercutent sur le coût des engrais azotés.** Cela est dû au fait que le gaz naturel est le principal intrant de la production d'ammoniac et l'ammoniac, à son tour, est l'élément de base de la fabrication des engrais azotés.

  Toutefois, cette relation n'a pas toujours existé. Au milieu des années 1990, la demande soutenue d'engrais, conjuguée à l'utilisation de la quasi-totalité des capacités de production, a maintenu les prix des engrais à un niveau élevé, alors que les prix du gaz naturel étaient bas.

Graphique B5.4

Prix de l'ammoniac azoté et du gaz naturel, 1994-2005



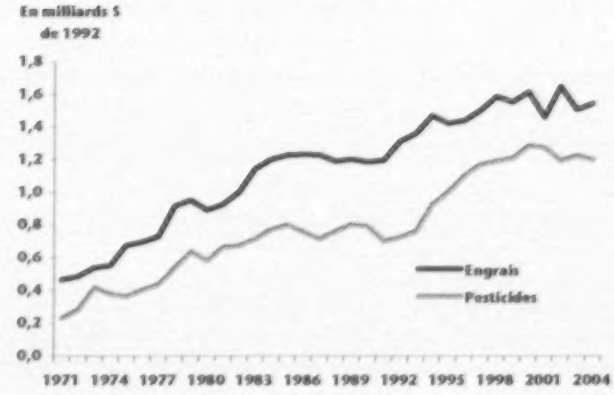
Source : Ressources naturelles Canada et Collège de Ridgetown, Université de Guelph.

- **Au fil du temps, les producteurs agricoles ont adopté différentes pratiques agricoles, soit pour améliorer les rendements, réduire les coûts ou différencier leurs produits, ce qui crée une demande de différents types d'intrants.**

  Par exemple, avec le recul des jachères et une production agricole plus intensive, l'utilisation des produits chimiques, tels que les engrais et les pesticides, augmente régulièrement au fil du temps.

Graphique B5.5

Utilisation des produits chimiques dans les exploitations agricoles, 1971-2004



Source : Statistique Canada et AAC.

La valeur des terres agricoles reflète l'évolution du prix des denrées

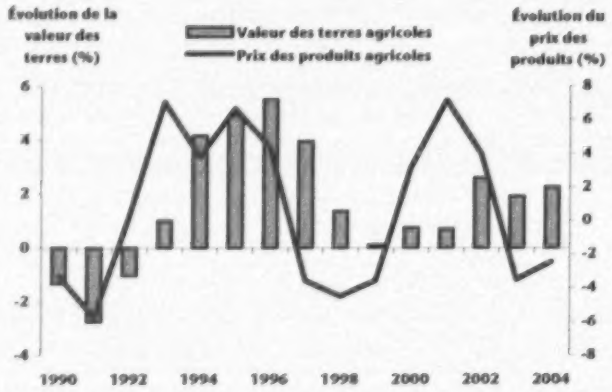
- **L'un des principaux éléments déterminants de la valeur des terres agricoles est la santé générale de l'agriculture.**

  Comme la terre est un intrant fixe, les prix des produits et les paiements des programmes publics ont tendance à déterminer la valeur.

  D'autres facteurs influent sur la valeur des terres agricoles, notamment la qualité de la terre proprement dite, son éloignement des grands centres urbains et la situation économique générale.

Graphique B5.6

Valeur des terres agricoles et prix des produits agricoles au Canada, 1990-2004



Source : Financement agricole Canada, Statistique Canada et AAC.

- **Par exemple, le prix des terres en Saskatchewan suit en général, avec un léger retard, l'évolution du prix du blé.**

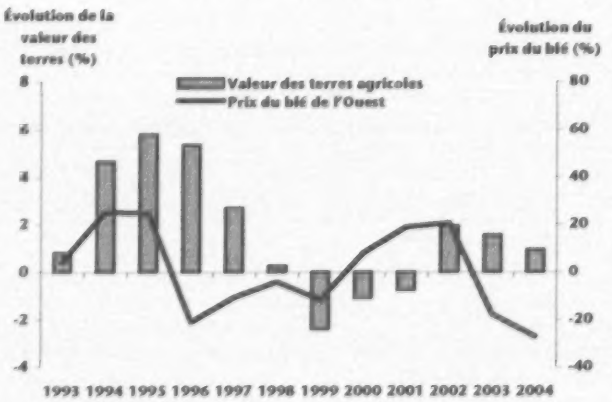
  La hausse du prix du blé observée depuis 2000 a permis d'éviter la chute du prix des terres et a probablement contribué à son augmentation en 2002.

  Si la tendance historique se poursuit, le prix des terres en Saskatchewan devrait chuter en 2004, en raison de la chute du prix du blé en 2003.

  Le rétablissement du prix des terres en Saskatchewan s'est fait avec un léger retard par rapport au reste du Canada; cela est en partie attribuable à la sécheresse.

Graphique B5.7

Valeur des terres agricoles en Saskatchewan et prix du blé de l'Ouest, 1993-2004



Source : Financement agricole Canada, Commission canadienne du blé et AAC.

Les producteurs achètent une partie importante de leurs intrants de coopératives

- **La part de marché pour les carburants agricoles vendus par les coopératives a augmenté depuis 1986,** essentiellement du fait de l'extension des activités dans l'Ouest canadien.

  On a observé une baisse importante de la part de marché pour les engrais et les produits chimiques vendus par les coopératives depuis 2000. La démutualisation de la coopérative Agricore en 2001, qui vendait auparavant une grande quantité d'engrais et de produits chimiques, est la cause principale de la baisse de la part de marché des coopératives.

Graphique B5.8

Parts de marché des fournitures agricoles détenues par les coopératives, 1986-2003

	1986	1991	1996	2001	2003
	% du total des dépenses agricoles				
Engrais et produits chimiques	31	36	35	41	21
Carburant agricole	22	29	27	32	43
Semences	23	17	17	8	6
Aliments pour animaux	26	25	17	15	14

Source : Secrétariat aux coopératives et Statistique Canada.

- **En 2003, les coopératives ont vendu pour 5,2 milliards de dollars de fournitures.**

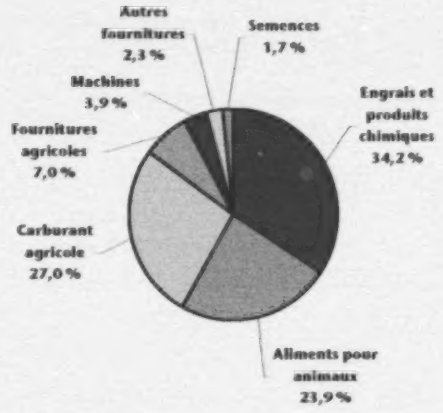
  En 2003, une période de sécheresse prolongée dans l'Ouest canadien s'est traduite par des répercussions négatives sur la demande de fournitures agricoles.

  Les coopératives vendent une large gamme de produits : des engrais et des substances chimiques, de la pâture, des machines et des fournitures agricoles (abreuvoirs et brouettes) et non agricoles (semences pour jardins privés et vêtements de jardin).

  Les coopératives de fournitures agricoles sont des entreprises appartenant à des exploitants agricoles qui s'efforcent de fournir aux agriculteurs des produits de grande qualité à prix abordable. Les surplus générés par ces coopératives sont redistribués aux membres, augmentant ainsi le revenu agricole.

Graphique B5.9

Ventes des coopératives, 2003



Source : Secrétariat aux coopératives.

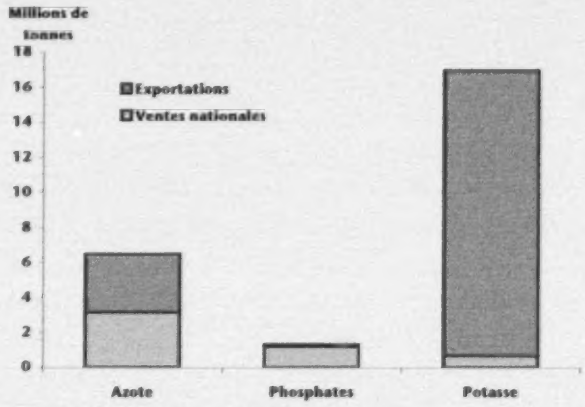
Le Canada est un important producteur d'engrais à l'échelle internationale

- **Le Canada produit environ 30 % de la potasse mondiale et possède l'essentiel des réserves mondiales.**

  La production d'engrais se concentre en Alberta (azote et phosphate) et en Saskatchewan (potasse et azote). La seule mine de phosphate du Canada se trouve dans le nord de l'Ontario, mais le phosphate est transformé en Alberta.

  Le Canada exporte environ 95 % de sa production de potasse et environ la moitié de ses produits azotés.

Graphique B5.10
Ventes et exportations d'engrais, 2004-2005



Source : Institut canadien des engrais.

SECTION C

Le gouvernement et le système agricole et agroalimentaire

L'appui du gouvernement au secteur agricole et agroalimentaire a augmenté en 2005-2006 par rapport aux exercices antérieurs

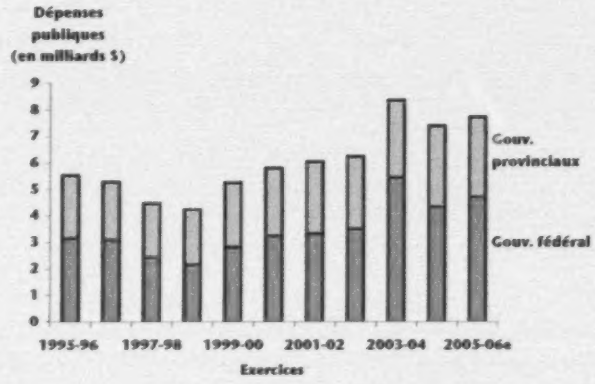
- **En 2005-2006, les gouvernements fédéral et provinciaux ont accordé au secteur agricole et agroalimentaire une aide qui approche son sommet historique.**

  On évalue à 7,7 milliards de dollars les dépenses publiques totales dans ce secteur pour l'exercice 2005-2006.

  Les dépenses publiques sont une estimation des sommes que les gouvernements versent au secteur agricole et agroalimentaire pour un exercice donné. Cela comprend les dépenses consacrées à la recherche et à l'inspection, à l'administration générale et à la gestion, à la politique, aux services d'information et de statistiques et aux paiements au titre de programmes.

  L'exercice du gouvernement commence le 1er avril et se termine le 31 mars.

Graphique C1.1
Dépenses publiques pour le soutien du secteur agricole et agroalimentaire, exercices 1995-1996 à 2005-2006

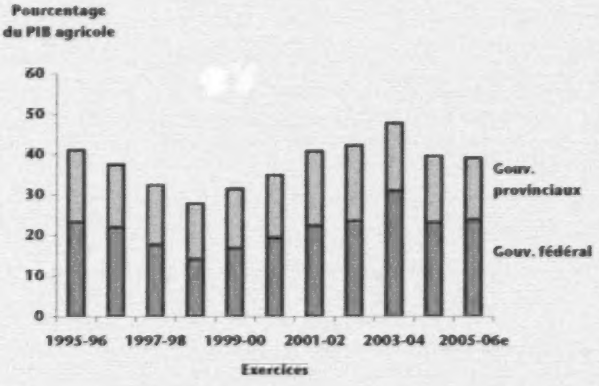


Source : AAC.

Nota : Les données de 2005-2006 sont des estimations.

- Les dépenses publiques totales consacrées au secteur agricole et agroalimentaire sont évaluées à environ 39,1 % du PIB agricole pour l'exercice 2005-2006.

Graphique C1.2
Dépenses publiques pour le soutien du secteur agricole et agroalimentaire, exercices 1995-1996 à 2005-2006



Source : AAC.

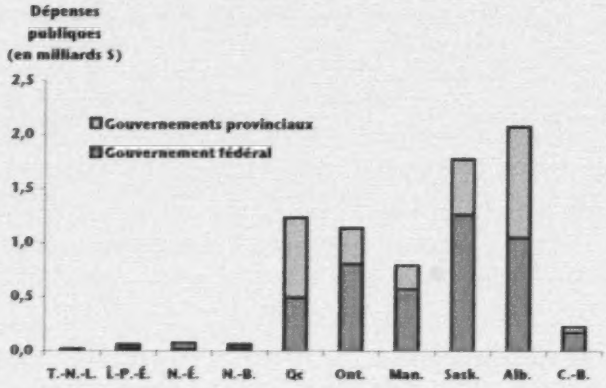
Nota : Les données de 2005-2006 sont des estimations.

Le soutien public varie d'une province à l'autre

- **Pendant l'exercice 2005-2006, les dépenses publiques totales ont dépassé le milliard de dollars dans quatre provinces. Ces provinces sont l'Alberta (2,07 G$), la Saskatchewan (1,77 G$), le Québec (1,23 G$) et l'Ontario (1,13 G$).**

  La part respective du soutien gouvernemental total au secteur du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux varie d'une province à l'autre. Bien que le gouvernement fédéral ait fourni l'essentiel du soutien public total dans la plupart des provinces, les gouvernements provinciaux ont fourni une part relativement importante du soutien total dans les provinces de l'Atlantique, du Québec et de l'Alberta.

Graphique C1.3
Dépenses publiques pour le soutien du secteur agricole et agroalimentaire, par province, exercice 2005-2006

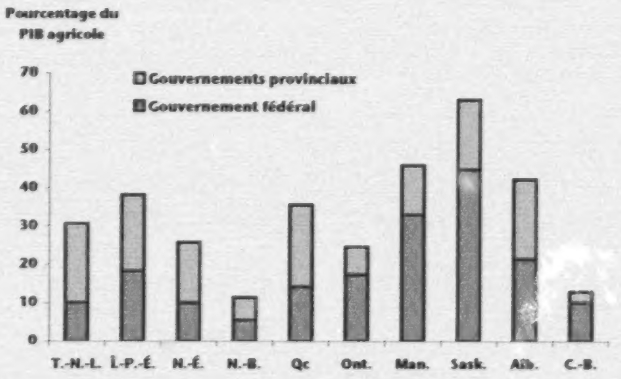


Source : AAC.

Nota : Les données de 2005-2006 sont des estimations.

- **Exprimé en fonction du PIB agricole, le soutien agricole montre aussi des écarts entre les provinces.** Dans cette optique, on peut dire que les secteurs agricoles de la Saskatchewan, du Manitoba, de l'Alberta et de l'Île-du-Prince-Édouard sont ceux qui reçoivent le plus d'aide gouvernementale.

Graphique C1.4
Dépenses publiques pour le soutien du secteur agricole et agroalimentaire, par province, exercice 2005-2006



Source : AAC.

Nota : Les données de 2005-2006 sont des estimations.

Les paiements au titre de programmes constituent la majeure partie de l'aide publique

- **Pendant l'exercice 2005-2006, les paiements au titre de programmes fédéraux représentaient 47 % des dépenses publiques totales consacrées au soutien du secteur agricole et agroalimentaire, tandis que les paiements au titre de programmes provinciaux en représentaient environ 48 %.**

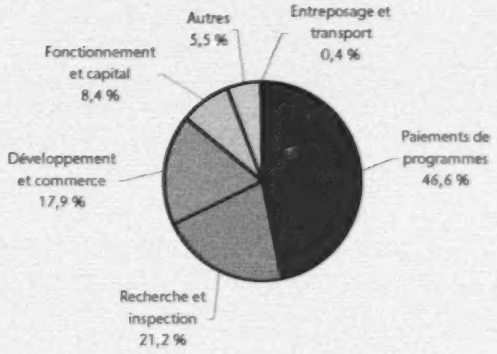
Au niveau fédéral, les activités de recherche et d'inspection constituent le deuxième poste de dépenses publiques et représentent 21 %; au niveau provincial, elles représentent 7 %.
Autres représente le deuxième poste de dépenses provinciales. Ce poste comprend les dépenses consacrées à l'extension, à l'éducation ainsi que les dépenses fiscales et représente 23 % des dépenses provinciales.

Au niveau provincial, les dépenses reliées au développement et au commerce constituent la deuxième plus grande catégorie de dépenses publiques.

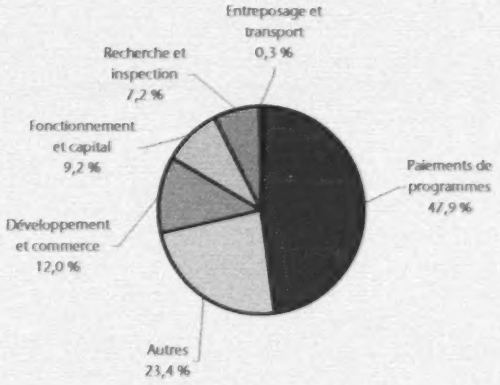
Graphique C1.5

Dépenses publiques pour le soutien du secteur agricole et agroalimentaire, par catégorie principale, exercice 2005-2006

Gouvernement fédéral



Gouvernements provinciaux



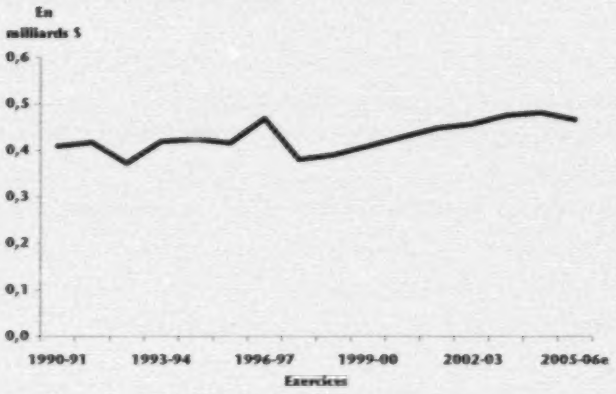
Source : AAC.

Nota : Les données de 2005-2006 sont des estimations.

En termes de proportion du PIB, les dépenses publiques consacrées par le Canada à la recherche en agriculture diminuent, mais demeurent supérieures à celles des États-Unis

- **Les dépenses publiques totales consacrées à la recherche dans le secteur agricole et agroalimentaire sont restées relativement stables ces dix dernières années;** elles s'établissent entre 400 et 500 millions de dollars par année.

Graphique C1.6
Dépenses publiques consacrées à la recherche sur l'agriculture, 1990-1991 à 2005-2006



Source : AAC.

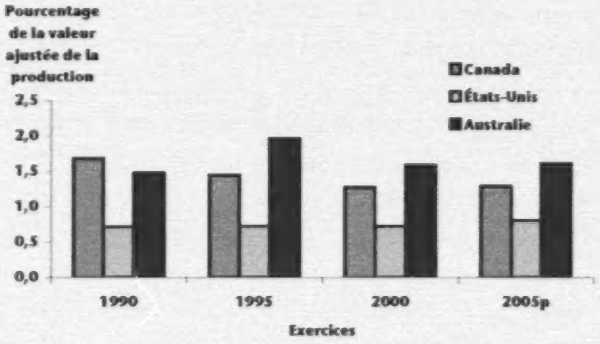
Nota : Les données de 2005-2006 sont des estimations.

- **Par comparaison, les dépenses publiques en R-D en agriculture aux États-Unis en termes de proportion de la production agricole sont demeurées relativement stables au cours de la période 1990 à 2005.**

Cependant, en 2005 la proportion de 1,3 % au Canada demeure plus élevée que la proportion de 0,8 % aux États-Unis et légèrement inférieure à celle de 1,6 % en Australie.

Au Canada, le gouvernement fédéral finance une bonne partie de la recherche, même s'il accorde des subventions et des contributions au secteur privé pour mener des recherches. Aux États-Unis, ce sont les entreprises privées et les universités à vocation agricole qui mènent la plus grande partie des recherches financées par le gouvernement.

Graphique C1.7
Dépenses publiques en R-D visant le secteur agroalimentaire en termes de valeur ajustée de la production, 1990 à 2005



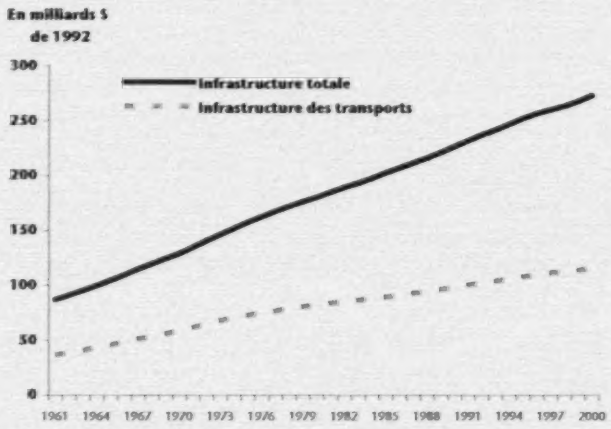
Source : Base de données sur les ESP de l'OCDE.

Nota : Les données de 2005 sont préliminaires.

Les investissements dans l'infrastructure publique ont eu un effet bénéfique sur la croissance de la productivité dans le domaine de la transformation alimentaire

- **Le volume total de l'infrastructure publique* augmente chaque année depuis 1961; la croissance a cependant ralenti au fil des ans.** Le taux de croissance annuel est passé d'environ 4,6 % dans les années 1960 à près de 2 % depuis les années 1980. Le taux de croissance de l'infrastructure des transports ** a aussi reculé, ce qui reflète l'expansion moindre des systèmes routiers.

Graphique C1.8
Infrastructure publique au Canada, 1961-2000

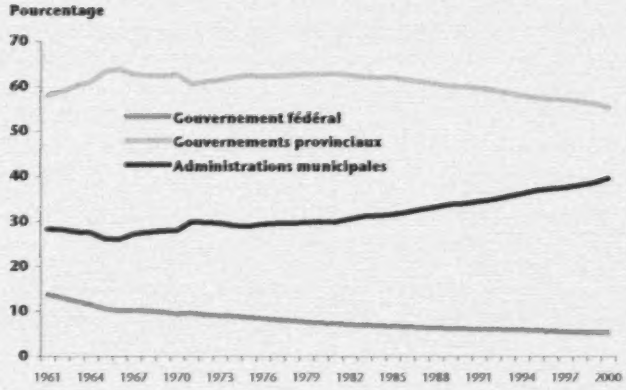


Source : Statistique Canada, Section de la richesse nationale et du stock de capital.

- **Les recherches révèlent que les investissements dans l'infrastructure publique ont eu un effet bénéfique important sur la croissance de la productivité du secteur de la transformation alimentaire** en réduisant les coûts de production et de distribution des extrants[9]. Par exemple, la pose d'un nouveau revêtement sur les routes pourrait permettre aux entreprises de transformation d'utiliser leur capital de transport de façon plus efficace et de distribuer leurs produits aux consommateurs à un coût moindre.

  Alors que la majeure partie de l'infrastructure des transports appartient aux gouvernements provinciaux, les administrations municipales assument des responsabilités croissantes en matière de construction et d'amélioration des routes locales et des autoroutes. Dans les années 1960, la part du gouvernement fédéral dans l'infrastructure nationale des transports atteignait à peine 12 %; elle est tombée à 6 % dans les années 1990.

Graphique C1.9
Part de l'infrastructure des transports pour chaque ordre de gouvernement, 1961-2000



Source : Calculs d'AAC.

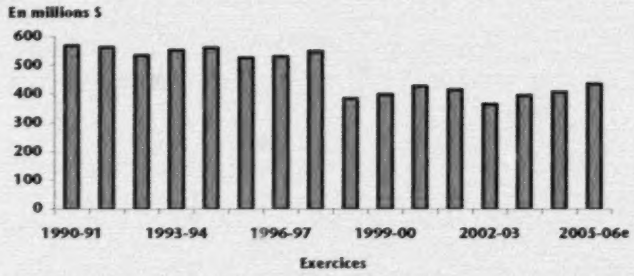
*Par infrastructure publique, on entend l'ensemble du capital physique appartenant aux gouvernements provinciaux ou fédéral ou aux administrations municipales du Canada. L'infrastructure comprend des édifices (écoles, bibliothèques, bureaux de poste, etc.), des ouvrages de génie civil (routes, canalisations, etc.) et des machines (véhicules pour l'enlèvement de la neige, ambulances, etc.).
**L'infrastructure des transports est une sous-catégorie des ouvrages de génie civil. Elle comprend les autoroutes, les routes, les rues, les pistes, les chemins de fer, les ponts et les tunnels.

Le soutien public au secteur agricole et agroalimentaire prend aussi la forme de mesures fiscales

- **Les revenus fiscaux auxquels renonce le gouvernement équivalent à une importante source de soutien public pour le secteur agricole et agroalimentaire.**

  À l'exercice 2005-2006, les exemptions fiscales et les remboursements de taxes accordés au secteur de l'agriculture primaire ont atteint environ 434 millions de dollars. Ce total n'inclut pas le remboursement de la taxe de vente ni de l'impôt sur le revenu.

Graphique C1.10
Appui aux producteurs agricoles sous forme de remboursements de taxes et d'exemptions d'impôt, exercices 1990-1991 à 2005-2006

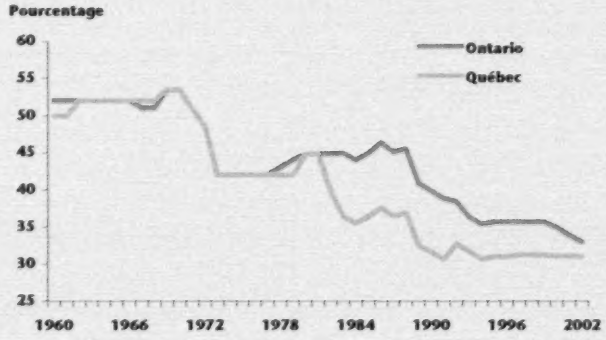


Source : AAC.

Nota : Y compris le remboursement et les exemptions de taxe sur le carburant et la réduction d'impôt foncier, exception faite des remboursements de taxe sur les ventes et d'impôt sur le revenu.
Les données de 2005-2006 sont des estimations.

- Depuis le début des années 1960, le taux combiné fédéral-provincial de l'impôt des sociétés du secteur de la fabrication et de la transformation* a chuté dans toutes les provinces. En Ontario et au Québec, les taux étaient d'environ 52 %; en 2002, ils variaient entre 33 % et 31%, respectivement. Ces taux s'appliquent aux entreprises dont la principale activité est la transformation d'aliments ou de boissons, ou les deux, et non aux exploitations agricoles constituées en société.

Graphique C1.11
Taux combiné fédéral-provincial de l'impôt des sociétés du secteur de la fabrication et de la transformation en Ontario et au Québec, de 1960 à 2002



Source : Cahill(2005).

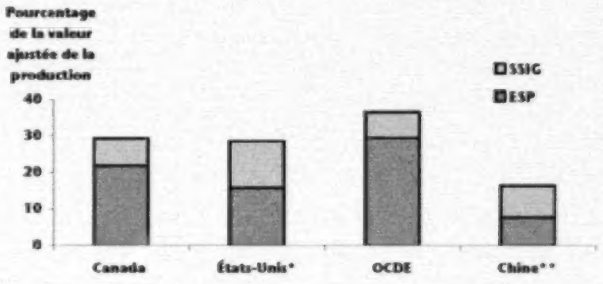
*Il s'agit du (taux d'impôt de base fédéral moins le taux d'abattement de l'impôt fédéral) [1 plus (taux de la surtaxe fédérale)] moins (crédit d'impôt fédéral pour les fabricants/ transformateurs) plus (taux provincial pour les fabricants/transformateurs).

En % de l'ESP, l'aide aux producteurs canadiens est comparable à celle que reçoivent les producteurs américains, mais son effet entraîne moins de perturbations

- **Au fil des ans, les producteurs agricoles canadiens sont devenus moins dépendants du soutien public.**

Le soutien public au secteur agricole représentait en moyenne environ 30 % de la production entre 2003 et 2005, par comparaison à 29 % aux États-Unis et à 37 % pour les pays de l'OCDE.

Graphique C1.12
Soutien au secteur agricole, 2003 à 2005

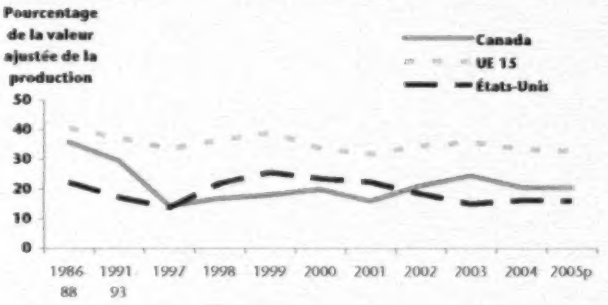


Source : Base de données sur les ESP de l'OCDE.
Nota : *Comprend les coupons alimentaires.
** Moyenne 2002-2003.

Toutefois, ces quatre dernières années, le soutien public a été supérieur au Canada par rapport aux États-Unis, notamment du fait de l'intervention des gouvernements fédéral et provinciaux en raison des nombreux événements de nature exceptionnelle qui ont entraîné de façon constante une baisse du revenu agricole.

En 2005, l'ESP du Canada était de 21 % de la valeur ajustée de la production, contre 33 % pour l'UE des 15 et 16 % pour les États-Unis.

Graphique C1.13
Estimation du soutien aux producteurs, 1986-2005



Source : Base de données sur les ESP de l'OCDE.
Nota : Les données de 2005 sont préliminaires.

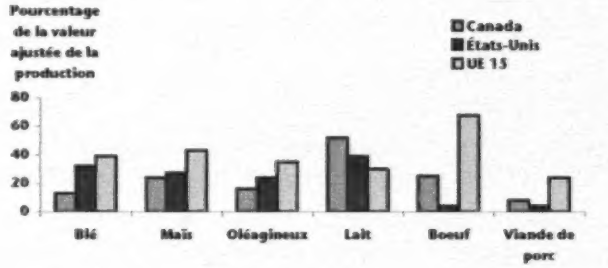
- **Le soutien, exprimé en pourcentage de l'ESP, varie d'une denrée à l'autre dans un pays, et aussi d'un pays à un autre pour une denrée donnée.**

L'indice pour le boeuf au Canada était relativement plus élevé en 2004 en raison des mesures gouvernementales prises à la suite de la crise de l'ESB, mais il est toutefois nettement inférieur à celui de l'UE des 15.

Tandis que l'ESP pour la viande rouge est plus élevée au Canada qu'aux États-Unis, l'ESP pour les céréales et les oléagineux au Canada est inférieure à celle des États-Unis.

Exception faite des produits soumis à la gestion de l'offre, les programmes canadiens sont axés sur une approche « de l'ensemble de l'exploitation agricole » qui permet de voir les signaux du marché.

Graphique C1.14
Estimation du soutien aux producteurs, par denrée, 2004



Source : Estimations de l'OCDE et d'AAC.
Nota : Les données de 2004 sont des estimations.

Notes

Notes

1. À moins d'indication contraire, les catégories du système agricole et agroalimentaire sont définies conformément au Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Le glossaire renferme une liste détaillée des industries appartenant à chaque catégorie du système

2. Aliments Maple Leaf Inc. et (ou) Canada Bread Company, Limited, 2002, "Food Safety, What We Do: Our Policies and Practices."

3. 3. Wendy's International Inc., 2003, Corporate Initiatives.

4. McCain Foods Limited, McCain Worldwide.

5. Macdonald & Associates Limited http://www.canadavc.com

6. Ipsos Reid, New Thoughts for Food: Consumer Trends, une présentation devant le Conseil agricole et agroalimentaire, 23 novembre 2003, présentée par Joanne Karman, vice-présidente directrice et directrice générale, Agroalimentaire.

7. CREST/NPD Information Group; NPD Group Eating Patterns in Canada Report, octobre 2004; et Foodservice Facts de la CRFA.

8. Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires, " Foodservice profit margin inches up to 3.6% ", 7 mars 2006.
http://www/crfa.ca/research/2006/foodservice_profit_margin_inches_up.asp.

9. Harchaoui et Tarkhani, " Le capital public et sa contribution à la productivité du secteur des entreprises du Canada ", Série de documents de recherche sur l'analyse économique (AE), No 11FOO27MIF au catalogue - No 017. Statistique Canada.

Glossaire

Les composantes du système

Le système agricole et agroalimentaire canadien
Le système agricole et agroalimentaire canadien est une chaîne de valeur des industries qui produisent des denrées agricoles et alimentaires. Il comprend les fournisseurs d'intrants et de services agricoles, l'agriculture primaire, les entreprises de transformation des aliments, des boissons et du tabac, les détaillants et grossistes en alimentation et les établissements de services alimentaires.

Fournisseurs d'intrants et de services agricoles
Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) :

au niveau des 4 chiffres :

1151 Activités de soutien aux cultures agricoles
1152 Activités de soutien à l'élevage
3253 Fabrication de pesticides, d'engrais et d'autres produits chimiques agricoles
4171 Grossistes-distributeurs de machines et matériel pour l'agriculture, l'entretien des pelouses et le jardinage
4183 Grossistes-distributeurs de fournitures agricoles

au niveau des 5 chiffres :

33311 Fabrication de machines agricoles

Agriculture primaire
L'agriculture primaire comprend les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

au niveau des 4 chiffres :

1111 Culture de plantes oléagineuses et céréalières
1112 Culture de légumes et de melons
1113 Culture de fruits et de noix
1114 Culture en serre, pépinière et floriculture
1119 Autres cultures agricoles
1121 Élevage de bovins
1122 Élevage de porcs
1123 Élevage de volailles et production d'œufs
1124 Élevage de moutons et de chèvres
1125 Aquaculture
1129 Autres types d'élevage

Entreprises de transformation des aliments, des boissons et du tabac
Les entreprises de transformation des aliments, des boissons et du tabac comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

au niveau des 3 chiffres :

311 Fabrication des aliments
312 Fabrication des boissons et des produits du tabac

Le secteur agricole et agroalimentaire
Le secteur agricole et agroalimentaire comprend toutes les industries dont l'activité principale consiste à produire des produits alimentaires et agricoles. Il comprend l'agriculture primaire et les transformateurs d'aliments, de boissons et de tabac.

Les composantes du système (suite)

Détaillants et grossistes en alimentation
Les détaillants et grossistes en alimentation comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

au niveau des 3 chiffres :
411 Grossistes-distributeurs de produits agricoles
413 Grossistes-distributeurs de produits alimentaires, de boissons et de tabac
445 Magasins d'alimentation et de boissons

au niveau des 5 chiffres :
41911 Agents et courtiers de produits agricoles
41913 Agents et courtiers de produits alimentaires, de boissons et de tabac
44422 Pépinières et centres de jardinage
49312 Entreposage frigorifique
49313 Entreposage de produits agricoles

Établissements de services alimentaires
Les établissements de services alimentaires comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

au niveau des 3 chiffres :
722 Services alimentaires et débits de boissons

au niveau des 4 chiffres :
4542 Exploitants de distributeurs automatiques

Le secteur de la distribution alimentaire
Le secteur de la distribution alimentaire comprend toutes les industries dont l'activité principale consiste à fournir directement des produits agricoles et alimentaires au consommateur final ainsi qu'à assurer les services afférents. Il englobe les détaillants et les grossistes en alimentation et les établissements de services alimentaires.

Services d'alimentation commerciaux
Les services d'alimentation commerciaux comprennent les restaurants à service complet, les restaurants à service restreint, les traiteurs et les traiteurs à contrat ainsi que les tavernes.

Les restaurants à service complet comprennent les restaurants chic avec ou sans permis d'alcool, les restaurants de type familial et les restaurants-bars.

Les restaurants à service restreint comprennent les cafétérias, les restaurants-minute, les espaces-restauration, les établissements de mets à emporter et les établissements qui font la livraison.

Les traiteurs fournissent des services d'alimentation lors d'événements spéciaux.

Les traiteurs à contrat fournissent des services d'alimentation aux compagnies aériennes, aux compagnies de chemin de fer, aux organismes et dans les installations récréatives.

Les tavernes sont des établissements dont la principale activité consiste à servir des boissons alcoolisées pour consommation immédiate, par exemple, les brasseries, les bars-salons et les boîtes de nuit.

Les composantes du système (suite)

Entreprises de transformation de denrées alimentaires seulement
Les entreprises de transformation de denrées alimentaires seulement sont les fabricants d'aliments au sens le plus étroit de ce terme (c.-à-d. boissons et produits du tabac exclus).

Entreprises de transformation non alimentaire
La transformation non alimentaire comprend toutes les utilisations industrielles des produits agricoles autres que la consommation des aliments ou des aliments pour animaux. Ce secteur comprend les fabricants de produits biologiques ainsi que les industries non alimentaires plus traditionnelles, comme les tanneries et les usines de textile.

Services d'alimentation non commerciaux et services d'alimentation divers
Les autres services d'alimentation comprennent la restauration hôtelière, la restauration collective, les services d'alimentation de détail et les autres services d'alimentation.

La restauration hôtelière comprend les services d'alimentation offerts dans les hôtels, les motels et les centres de villégiature.

La restauration collective comprend les services d'alimentation offerts dans les hôpitaux, les établissements de soins, les écoles, les prisons, les usines et les bureaux.

Les services d'alimentation de détail sont offerts dans les grands magasins et les dépanneurs.

Les autres services d'alimentation comprennent les distributeurs automatiques ainsi que les services offerts dans les cinémas, les stades et les autres établissements consacrés aux loisirs ou à des activités saisonnières.

Emplois

Emplois dans le secteur de l'agriculture primaire

Les exploitants agricoles et les gestionnaires d'exploitations agricoles
Dirigent les activités et les travaux dans une exploitation agricole. Ils cultivent et récoltent les produits de la terre, élèvent du bétail, de la volaille et d'autres animaux et commercialisent les produits de la ferme.

Les superviseurs d'exploitations agricoles et les ouvriers spécialisés dans l'élevage du bétail
Surveillent le travail de la main-d'oeuvre et des ouvriers agricoles et exécutent des tâches agricoles générales. Ils exécutent des programmes d'alimentation, de soins de santé et de reproduction des animaux.

Les ouvriers agricoles
Sèment, cultivent et récoltent les produits agricoles, élèvent des animaux et entretiennent et réparent les bâtiments et les machines agricoles; ils utilisent les machines agricoles.

Les manoeuvres agricoles
Aident les autres ouvriers à récolter, à trier et à empaqueter les produits agricoles.

Les propriétaires-exploitants et les gestionnaires de pépinières et de serres
Planifient, organisent, dirigent et contrôlent les activités des employés de pépinières et de serres qui cultivent et vendent des arbres, des arbustes, des fleurs et des plantes.

Les ouvriers de pépinières et de serres
Plantent, cultivent et récoltent les arbres, des arbustes, des fleurs et des plantes et servent les clients des pépinières et des serres

Emplois dans le secteur de la transformation alimentaire

Les superviseurs dans la transformation des aliments, des boissons et du tabac
Supervisent et coordonnent les tâches des ouvriers qui font fonctionner des machines utilisées dans la transformation, l'emballage et le classement des aliments, des boissons et du tabac.

Les opérateurs de machines dans la transformation des aliments, des boissons et du tabac et le personnel assimilé
Comprennent les opérateurs de machines multifonctionnelles de procédés industriels; les bouchers industriels et les dépeceurs-découpeurs de viande; les préparateurs de volaille et le personnel assimilé; les travailleurs des usines de conditionnement du poisson; les opérateurs des machines de transformation du tabac; les vérificateurs et les trieurs.

Les manoeuvres dans la transformation des aliments, des boissons et du tabac
Effectuent des tâches de manutention de matériel, de nettoyage, d'emballage et d'autres activités se rapportant à la transformation des aliments, des boissons et du tabac ou au conditionnement du poisson.

Emplois dans le secteur de la distribution alimentaire

Les exploitants d'élévateurs à grains
Achètent le grain des producteurs, établissent le grade, le poids et le pourcentage d'impuretés du grain et tiennent des dossiers pour les producteurs et les compagnies.

Les superviseurs, vente au détail
Supervisent et coordonnent les activités des caissiers, des commis d'épicerie et des autres garnisseurs de tablettes.

Occupations (cont'd)

Les boulangers-pâtissiers et les bouchers
Les boulangers-pâtissiers font des pains, des petits pains, des muffins, des tartes, des pâtisseries, des gâteaux et des biscuits; ils travaillent dans des boulangeries-pâtisseries, des magasins d'alimentation, des services de traiteur, des hôtels, des restaurants, des centres hospitaliers et d'autres établissements. Les bouchers et les découpeurs de viande préparent des coupes régulières de viande, de volaille, de poisson et de crustacés qui seront vendues par des détaillants ou des grossistes de produits alimentaires.

Les caissiers
Se servent de caisses enregistreuses, de lecteurs optiques des prix, d'ordinateurs et d'autres matériels pour consigner et recevoir les paiements. Ils travaillent dans les magasins et les restaurants.

Les directeurs des services de restauration et des services alimentaires
Planifient, organisent, dirigent, contrôlent et évaluent les activités des restaurants, des bars, des cafétérias et des autres services d'alimentation et de boissons.

Les superviseurs des services alimentaires
Supervisent, dirigent et coordonnent les activités des travailleurs qui préparent, répartissent et servent des aliments. Ils travaillent dans des centres hospitaliers et d'autres établissements de soins de santé et dans des cafétérias, des services de traiteur d'autres établissements de services alimentaires.

Le personnel du service des aliments et boissons
Comprend les maîtres d'hôtel, les hôtes et hôtesses, les barmans et barmaids et les serveurs et serveuses d'aliments et de boissons.

Les serveurs au comptoir, les aides de cuisine et le personnel assimilé
Comprennent les serveurs au comptoir, les préparateurs d'aliments, les aides de cuisine, les aides de services alimentaires et les plongeurs.

Pour de plus amples renseignements sur la Classification nationale des professions (CNP), veuillez consulter le site suivant : http://www.statcan.ca/francais/Subjects/Standard/soc/2001/nocs01-menu_f.htm.

Définitions du commerce

Exportations agricoles et agroalimentaires
Les exportations agricoles et agroalimentaires comprennent l'exportation des produits agricoles, des aliments (à l'exception du poisson et des produits du poisson), des boissons non alcoolisées (y compris les eaux embouteillées), des boissons alcoolisées et des produits du tabac, de la floriculture et des pépinières.

Importations agricoles et agroalimentaires
Les importations agricoles et agroalimentaires comprennent l'importation des produits agricoles, des aliments (à l'exception du poisson et des produits du poisson), des boissons non alcoolisées (y compris les eaux embouteillées), des boissons alcoolisées et des produits du tabac, de la floriculture et des pépinières.

Commerce intrasectoriel
Le commerce intrasectoriel désigne le commerce d'un même produit ou d'une même marchandise entre deux pays.

Commerce interne
Le commerce interne désigne les transactions entre différentes parties d'entreprises multinationales situées dans différents pays. Il comprend également l'affectation par le siège social de produits en exclusivité différents à divers centres de production.

Classification commerciale
Les statistiques commerciales pour le système agricole et agroalimentaire sont classées selon le système de classification BICO, qui sépare les produits en trois différents groupes : vrac, intermédiaires et de consommation.

- **Vrac (B)**
  Les produits en vrac sont ceux qui ont fait l'objet d'une transformation minime ou nulle, comme le blé, les céréales fourragères et les oléagineux.
- **Intermédiaires (I)**
  Les produits intermédiaires sont ceux qui ont fait l'objet d'une certaine transformation, mais qui ne sont pas normalement encore prêts à la consommation, par exemple, la farine de blé, les huiles végétales et les animaux de boucherie.
- **De consommation (CO)**
  Les produits de consommation nécessitent peu de transformation supplémentaire ou n'en nécessitent pas, et ils sont en général prêts pour la consommation humaine. Il s'agit notamment des produits laitiers, des oeufs, du boeuf, des fruits frais, des produits de la floriculture, des soupes en conserve, des repas surgelés, des aliments pour bébés, etc.

Commerce à valeur ajoutée
Les exportations et importations à valeur ajoutée sont celles qui concernent tous les produits intermédiaires et de consommation.

Catégories de soutien gouvernemental

Dépenses publiques
Les dépenses publiques (à tous les paliers) en matière d'agriculture et de transformation alimentaire au cours d'une année, directes et indirectes, engagées au bénéfice de particuliers, d'organismes ou d'associations.

Principales catégories de dépenses

Dépenses de programme liées au développement, au commerce et à l'environnement
Comprennent les dépenses d'administration et d'immobilisations engagées par le gouvernement pour favoriser le développement régional, le marketing et le commerce et protéger l'environnement, ainsi que les subventions et contributions accordées par le gouvernement pour le travail consacré à ces activités.

Dépenses d'exploitation et d'immobilisations
Comprennent les dépenses publiques consacrées à l'administration générale et à la gestion ainsi qu'aux politiques, aux services d'information et aux statistiques.

Autres dépenses
Comprennent les dépenses publiques consacrées à l'aide alimentaire et à l'aide internationale, à la vulgarisation et à l'éducation, ainsi que les paiements au titre de programmes sociaux.

Paiements au titre de programmes
Comprennent les paiements au titre des programmes de soutien et de stabilisation du revenu, des programmes spéciaux et de réduction des coûts, des programmes d'assurance-récolte et des programmes d'aide financière.

Dépenses liées à la recherche et à l'inspection
Comprennent les dépenses d'administration et d'immobilisations engagées par le gouvernement pour les activités de recherche et d'inspection, ainsi que les subventions et contributions accordées par le gouvernement pour le travail consacré à ces activités.

Dépenses d'aide à l'entreposage et au fret
Paiements au titre de programmes liés à l'entreposage et au fret.

Estimation du soutien aux producteurs (ESP)
Mesure annuelle du soutien aux producteurs agricoles qui est la somme du soutien des prix du marché et des dépenses budgétaires sous forme de paiements aux producteurs, exprimée en pourcentage de la valeur unitaire du produit ou de sa valeur ajustée de production.

Valeur ajustée de la production (VAP)
La valeur de la production, plus les transferts directs reçus par les producteurs au cours de l'année.

Infrastructure publique
Par infrastructure publique, on entend l'ensemble du capital physique appartenant aux gouvernements provinciaux ou fédéral ou aux administrations municipales du Canada. L'infrastructure comprend des édifices (écoles, bibliothèques, bureaux de poste, etc.), des ouvrages de génie civil et des machines (véhicules pour l'enlèvement de la neige, ambulances, etc.).

Infrastructure des transports
L'infrastructure des transports est une sous-catégorie des ouvrages de génie civil. Elle comprend autoroutes, routes, rues, pistes, chemins de fer, ponts et tunnels.

Termes de nature économique et statistique

Ferme de recensement
Une exploitation agricole ayant un revenu agricole brut supérieur à 2 499 $ où est produit, dans l'intention de le vendre, au moins un des produits suivants : produits cultivés (grande culture, fruits ou noix, baies ou raisins, légumes, graines), bétail (bovins, porcs, moutons, chevaux, oiseaux exotiques, etc.), produits d'origine animale (lait ou crème, oeufs, laine, fourrure, viande) ou autres produits agricoles (produits de serre ou de pépinière, arbres de Noël, champignons, gazon, miel, produits de la sève d'érable).

Ratio de concentration (RC4).
Le ratio de concentration mesure le niveau de concentration d'un secteur d'activités et exprime les ventes d'un nombre fixe d'entreprises parmi les plus importantes de ce secteur d'activités, c'est-à-dire le pourcentage de la valeur des ventes du secteur que totalisent ces entreprises. RC4 est l'acronyme pour le ratio de concentration des quatre principales entreprises du secteur.

Ratio d'endettement
On calcule le ratio d'endettement en additionnant les emprunts, les prêts et les comptes auprès des sociétés affiliées et en divisant ce total par le total de l'avoir.

Revenu commercial agricole
Le revenu commercial agricole désigne le revenu monétaire provenant de la vente de produits agricoles, à l'exception des paiements directs au titre des programmes au bénéfice des producteurs.

Valeur nette agricole
La valeur nette agricole est mesurée comme le total de l'actif de l'exploitation agricole évalué à sa valeur marchande en cours, moins le total du passif.

Investissement étranger direct (IED)
L'investissement étranger direct désigne l'investissement par des non-résidents dans une entreprise où ces non-résidents possèdent 10 % ou plus des actions ordinaires ou des droits de vote lorsqu'il s'agit d'entreprises constituées en sociétés, ou l'équivalent dans le cas d'entreprises non constituées en sociétés.

Produit intérieur brut (PIB)
Le produit intérieur brut d'un pays est la valeur totale nette des produits et des services produits dans ce pays pendant une période donnée.

Revenu agricole brut
Le revenu agricole brut comprend le revenu monétaire provenant de la vente des produits agricoles et les paiements directs au titre de programmes; il est compilé à partir des formulaires de recensement envoyés aux exploitants agricoles tous les cinq ans.

Ratio de marge bénéficiaire brute
Le ratio de marge bénéficiaire brute est le ratio de la marge bénéficiaire brute générée par une exploitation agricole par rapport à son revenu commercial.

Dépenses intra-muros consacrées à la R-D
Les dépenses intra-muros consacrées à la R-D sont toutes les dépenses liées à la recherche et au développement engagées par un organisme au cours d'une période donnée, y compris le travail financé par des tiers.

Termes de nature économique et statistique (suite)

Productivité du travail
La productivité du travail est une mesure des extrants de l'industrie par heure de travail.

Productivité multifactorielle
La productivité multifactorielle mesure l'efficacité de l'utilisation de tous les intrants. Sa croissance est calculée comme le taux de croissance des extrants, moins le taux de croissance de tous les intrants.

Ratio de marge bénéficiaire
On calcule le ratio de marge bénéficiaire en divisant les bénéfices d'exploitation par les revenus d'exploitation et en multipliant par 100.

Taux de rendement sur le capital à long terme
Le taux de rendement sur le capital à long terme est le revenu d'exploitation (sans déduire les impôts ni les intérêts payés), divisé par le capital à long terme, celui-ci étant la somme des avoirs des actionnaires et de la dette à long terme.

Revenu agricole net réalisé
Le revenu agricole net réalisé est le revenu commercial net réalisé, plus les paiements au titre de programmes gouvernementaux.

Revenu commercial net réalisé
Le revenu commercial net réalisé est le revenu commercial agricole, plus le revenu en nature, moins les dépenses d'exploitation et l'amortissement.

Ratio du rendement de l'avoir
On calcule le ratio du rendement de l'avoir en multipliant par quatre le bénéfice après impôt et en divisant le produit par le total de l'avoir et en multipliant par 100.

Production à valeur ajoutée
La production à valeur ajoutée désigne les produits qui ont fait l'objet d'une certaine transformation.

Des branches d'activité non financières

Des branches d'activité non financières comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) :

11	Agriculture, foresterie, pêche et chasse
211	Extraction de pétrole et de gaz
213	Activités de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz
22	Services Publics
23	Construction
31-33	Fabrication
41	Commerce de gros
44-45	Commerce de détail
48-49	Transport et entreposage
51	Industrie de l'information et industrie culturelle
53	Services immobiliers et services de location et de location a bail
54	Services professionnels, scientifiques et techniques
56	Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement
61	Services d'enseignement
62	Soins de santé et assistance sociale
71	Arts, spectacles et loisirs
72	Hébergement et services de restauration
811	Réparation et entretien
812	Services personnels et services de blanchissage

Sources de données

Sources des données

Agriculture et agroalimentaire Canada (AAC) www.agr.gc.ca

Base de données

- Base de données du compte de stabilisation du revenu net (CSRN).

Publications et documents

- Cahill, S. A., " Corporate Income Tax Rate Database : Canada and the Provinces, 1960-2002 ", non publié, Direction de la recherche et de l'analyse, Direction générale des politiques stratégiques, Agriculture et Agroalimentaire Canada, janvier 2005.
- Secrétariat aux coopératives, Secrétariat aux coopératives -- Publications, Publications générales : LES COOPÉRATIVES AU CANADA (Données de 2001) et LES COOPÉRATIVES AU CANADA (Données de 2000).

Information économique et commerciale

- Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale, Recueil de données, divers numéros.
- Caractéristiques du secteur agricole diversifié du Canada ".
- Enquête financière de 2005 sur les fermes.
- Données sur le déclarant (et les familles agricoles).

Agence canadienne de classement du boeuf www.telusplanet.net/public/cbga

Institut canadien des engrais www.cfi.ca

- Établissement des prix des engrais au Canada.

Canadian Grocer Magazine www.bizlink.com/cangrocer.htm

- Jan.-févr. 2001, Étude de marché nationale, Ventes des magasins canadiens d'alimentation, 2000.
- Février 2003.
- Rapport, 2002.

Canadian Organic Growers www.cog.ca

- Eco-Farm and Garden Magazine, différents numéros.

Sources des données (suite)

Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires www.crfa.ca

- Foodservice Facts.
- Quarterly InfoStats.

Association canadienne d'études fiscales www.ctf.ca

Conference Board du Canada www.conferenceboard.ca

- Totalisations spéciales de données pour AAC.

Deloitte www.deloitte.com

Dobson Consulting. 1999. « Buyer Power and Its Impact on Competition in the Food Retail Distribution Sector of the European Union. » Royaume-Uni

Financement agricole Canada (FAC) www.fcc-fac.ca

- Rapport sur la valeur des terres agricoles.

Food Engineering Magazine www.foodengineeringmag.com

Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)

- FAOSTAT, Commerce agroalimentaire. http://faostat.fao.org

Global Trade Information Services, Inc. www.gtis.com

- World Trade Atlas.

Globe and Mail www.theglobeandmail.com

GlobeScan Inc. www.globescan.com

- Food Issues Monitor 2003, Food Issues Monitor International Report 2003.
- Food Issues Monitor 2003, Canada Tables (du 14 au 25 mai 2003).

Industrie Canada www.strategis.ic.gc.ca

- Données en ligne de Strategis sur le commerce.

Macdonald & Associates Limited www.canadavc.com

McCain Foods Limited www.mccain.com

Natural Resource Canada www.nrcan-rncan.gc.ca

Ridgetown College, University of Guelph www.ridgetownc.on.ca

Sources des données (suite)

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) www.oecd.org

- Agricultural Policies in OECD Countries, Monitoring and Evaluation.
- SourceOECD National Accounts Database.

Statistics Canada www.statcan.ca

Bases de données

- CANSIM.
- Base de données sur le commerce international canadien de marchandises.
- Base de données complète sur les exploitations agricoles.

Publications et documents

- Recensement de l'agriculture de 2001, nº de catalogue 95F0301XIF, 95F0303XIE et 95F0355XIE. .
- Série de documents de travail sur l'agriculture et le milieu rural Document de travail no 7 " Mesure de la concentration dans les industries de transformation des aliments " 1990-2001. No 21-601-MIF au catalogue no 070.
- Beaulieu, M., " Caractéristiques financières des entreprises acquises dans l'industrie alimentaire canadienne ", Statistique Canada. Document de travail sur l'Agriculture et le milieu rural, no. 57.
- L'observateur économique canadien, décembre 2003.
- Le Quotidien, Le lundi 20 décembre 2004, Croissance de la productivité par industrie.
- Estimations du personnel affecté à la recherche et au développement au Canada, 1979 à 2000, nº de catalogue 88-F0006XIE2003011.
- Enquête financière de 2005 sur les fermes, nº de catalogue 21-F0008-XIB.
- Dépenses et personnel de l'Administration fédérale en sciences naturelles et sociales, 1993-1994 à 2002-2003, nº de catalogue 88F006XIB2001008
- Statistiques sur les aliments, vol. 3 nº 1, nº de catalogue 21-020XIF.
- Hategekimana, B. et M. Beaulieu, " Les cultures génétiquement modifiées : croissance stable en Ontario et au Québec ", Statistique Canada, Division de l'agriculture, Vista, décembre 2002, nº de catalogue 21 004-XIF
- Aperçu historique de l'agriculture canadienne, nº de catalogue 93-358-XPB.
- Statistiques des sciences, vol. 28, nº 9, nº de catalogue 88-001-XIF.
- Smith, D. et M. Trant, " Le rendement du marché dans le secteur de l'alimentation au détail de la chaîne agroalimentaire ", Rapport de recherche, 2003, nº de catalogue 21-601-MIF, nº 056.

Données spéciales demandées

- Tableaux personnalisés, Recensement de 2001, réf. DO0413.
- Division de l'agriculture, Recensement de l'agriculture, 2001.

Sources des données (suite)

- Division de la balance des paiements.
- Enquête sur le développement des produits biologiques.
- Enquête sur les aliments fonctionnels et les neutraceutiques.
- Division des comptes des revenus et des dépenses.
- Division de la statistique du revenu, Enquête sur la sécurité financière.
- Division de l'organisation et des finances de l'industrie, Statistiques financières (trimestrielles) des entreprises.
- Enquête sur l'innovation dans l'industrie de la transformation des aliments, 2004.
- Division des entrées-sorties, Tableaux d'entrées-sorties.
- Division de l'investissement et du stock de capital, section de la richesse nationale et du stock de capital.
- Division de la statistique du travail, Enquête sur la population active (EPA).
- Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie, Enquête annuelle des manufactures (EAM).
- Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique, Enquête sur l'innovation.

Supermarket News www.supermarketnews.com

- SN's Top 75 and Top 25.

Bureau de recensement des États-Unis www.census.gov

Département du Commerce des États-Unis www.bea.gov

- Bureau of Economic Analysis, Industry Economic Accounts.

Département de l'Agriculture des États-Unis (USDA) www.fsis.usda.gov

- Economic Research Service, Special Data Request.